

**LA COUR DES COMPTES ALERTE
SUR LES COÛTS DU NUCLÉAIRE**

CAHIER ÉCO - LIRE PAGE 3



**Roland-Garros : duel à distance
entre Nadal et Djokovic**

SPORT - LIRE PAGE 17



**L'ART PREND QUARTIERS
À LA PRISON D'AVIGNON**

CULTURE - LIRE PAGE 13

Mercredi 28 mai 2014 - 70^e année - N°21572 - 2 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

UMP : Copé contraint à la démission



**Mis en cause dans
l'affaire Bygmalion,
le président de l'UMP
quittera ses fonctions
à la mi-juin. Juppé,
Raffarin et Fillon
assureront l'intérim**

LIRE PAGES 2-3

**Jean-François Copé,
dimanche 25 mai,
au siège de l'UMP.**

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/
FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

Hollande affaibli au sommet de Bruxelles

**Le président a peu de
marge de manœuvre en
France et en Europe, mais reste
protégé par les institutions**

Affaibli par la victoire du Front national et la débâcle des socialistes aux élections européennes de dimanche 25 mai, François Hollande est attendu à Bruxelles, mardi, pour un dîner informel de chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE. Officiellement, il s'agit de désigner le président de la Commission européenne. Mais M. Hollande devra rassurer des partenaires très inquiets de l'évolution économique et politique de la France. En grande difficulté en Europe, le président de la République se trouve également dans l'impasse sur la scène nationale. Contraint ces prochaines semaines par un agenda très serré, il exclut tout changement de cap politique et entend maintenir ses réformes, en dépit des critiques de plus en plus insistantes dans sa majorité. ■

LIRE PAGES 5 À 9, DÉBATS P. 20-21
ET LA CHRONIQUE P. 24

L'Ukraine renforcée, mais toujours en guerre

Il y a eu, dimanche 25 mai en Europe, un scrutin enthousiaste en faveur de l'Union européenne et qui a, dans le même souffle, totalement marginalisé les partis d'extrême droite locaux. Cela s'est passé en... Ukraine. Ce vote devrait marquer une étape plutôt positive dans la tragédie que traverse ce pays depuis quelques mois.

Avec plus de 50 % des suffrages, l'oligarque Petro Porochenko a remporté l'élection présidentielle. Les électeurs ont infligé un démenti à la propagande russe, relayée ici et là en Europe. Elle faisait de la « révolution » de la

et lutte contre un mouvement séparatiste armé prorusse dans l'est du pays. Moscou a senti le vent. Le Kremlin a implicitement reconnu la légitimité du nouveau pouvoir ukrainien. La Russie s'est dite prête à discuter avec lui - ce qui, là encore, est une évolution positive.

Patron d'un grand groupe chocolatier, déjà deux fois ministre dans des gouvernements précédents, M. Porochenko, âgé de 48 ans, fait face à une tâche impossible. Le pays est déchiré par les affrontements armés de l'Est, et son économie est à genoux. Il a promis deux choses : « mettre fin au chaos » à l'est ; signer l'accord commercial longuement négocié avec l'UE, pour satisfaire les aspirations européennes de l'Ukraine.

Tout sera difficile. Même après la perte de la Crimée, M. Porochenko a besoin de renouer avec Moscou pour apaiser l'est de l'Ukraine. Il n'y aura pas de solution militaire. M. Porochenko doit avoir à cœur de montrer qu'il est le président de tous les Ukrainiens.

Pour l'heure, il a choisi de lancer l'armée à l'assaut de l'aéroport international de Donetsk, la grande cité de l'Est industriel, aux

maines des séparatistes. Ceux-là ne disposent sans doute pas d'un soutien massif de la population de cette région. En revanche, équipés de pied en cap comme une armée professionnelle, ils dépendent, quoi qu'ils en disent, du soutien de la Russie. Sans l'appui de celle-ci, leur mouvement s'épuiserait.

M. Porochenko ne doit pas se tromper non plus sur le mandat qui lui est confié. Certes, les électeurs approuvent ses orientations européennes. Mais le mouvement de Maidan, avant d'être pro-européen, était d'abord une immense protestation contre un système de gouvernement fondé sur la corruption. Un système « à la russe », une oligarchie où le monde des affaires et celui de la politique ne font qu'un dans un cocktail aussi immoral qu'inefficace.

Or M. Porochenko vient de ce monde-là, même s'il l'a combattu ces derniers mois. Pour asseoir son gouvernement et obtenir l'aide de l'UE et des Etats-Unis, dont il a le plus grand besoin, il devra, progressivement, sortir l'Ukraine d'un mode de gouvernement mortifère. ■

LIRE NOS INFORMATIONS PAGE 10

AUJOURD'HUI

**Centrafrique :
la sécession
se prépare
à Bambari**

Jusqu'il y a une semaine, musulmans et chrétiens vivaient sans heurts dans cette ville du Centre. Désormais, la peur règne.

INTERNATIONAL - P. 11

**L'espoir perdu
d'une hausse
du niveau
du primaire**

Des élèves testés avec succès à la sortie de l'école maternelle ont été réévalués en CE2. Mauvaise nouvelle : ils ont perdu toute leur avance.

FRANCE - P. 12

**La France
boudée
par les pays
émergents**

Si les implantations étrangères sont en hausse en 2013, l'écart se creuse avec nos voisins. En cause : les craintes de la Chine, de l'Inde et du Brésil.

CAHIER ÉCO - P. 5

ÉDITORIAL

place Maidan, à Kiev, une sorte de coup d'Etat mené par des « fascistes ». Elle pointait le rôle majeur joué par les forces de l'extrême droite dans ce mouvement. Mensonges énormes. Les partis de ladite extrême droite recueillent à peine 2 % des suffrages.

L'élection donne un peu de consistance à un pouvoir central ukrainien à la dérive : il a perdu la Crimée, saisie par la Russie en mars,

LE REGARD DE PLANTU



SCIENCE & MÉDECINE L'île Maurice, contre nature

► Les écosystèmes d'origine de ce paradis de verdure ont été chamboulés par l'homme. Les expérimentations se multiplient pour tenter de les reconstituer

► Ancien chercheur en génétique devenu moine bouddhiste, Matthieu Ricard l'assure, études scientifiques à l'appui : « La méditation peut prévenir le burn-out »

SUPPLÉMENT



L'affaire Bygmalion fait imploser l'UMP

Le bureau politique, mardi matin, a viré au règlement de comptes : Jean-François Copé sera contraint de laisser sa place à

L'affaire Bygmalion a fait exploser l'UMP. Il n'aura pas fallu vingt-quatre heures après les élections européennes pour que le parti de la droite se déchire. Mardi 27 mai, le bureau politique du parti a viré au règlement de comptes. Sommé par François Fillon de quitter son poste de président, Jean-François Copé a plié en acceptant de passer la main en octobre 2014, lorsqu'un nouveau congrès se tiendra pour procéder à son remplacement.

L'affaire Bygmalion qui depuis trois mois empoisonne la vie de l'UMP et se concentrait jusque-là sur le président du parti, Jean-François Copé, fait aujourd'hui l'effet d'une bombe à fragmentation. Elle menace de faire imploser toute la droite. Ce dossier, qui a déjà pris une tournure judiciaire, prend une nouvelle dimension : Nicolas Sarkozy est à son tour éclaboussé. La droite donne une image exécration, au moment où le FN vient de lui ravir le titre de premier parti d'opposition aux élections européennes. « Toutes ces casseroles font un bruit terrible », résume le député UMP Bernard Debré.

Au cœur des soupçons, Jean-François Copé est la principale victime politique de ce feuilleton à rebondissements. Le président contesté de l'UMP va y laisser son poste à la tête du parti d'une manière précipitée alors que son mandat devait courir jusqu'en novembre 2015.

Fragilisé par l'échec de la droite aux européennes face à un FN triomphant, M. Copé est un homme à terre. Après être passé pour un tricheur dans son duel fratricide avec François Fillon à l'automne 2012, M. Copé semble avoir tout perdu. Politiquement, il se retrouve très isolé puisque son alliance de circonstance avec Nicolas Sarkozy, nouée à l'été 2012 contre l'ancien premier ministre a volé en éclats.

C'est un coup dur pour le maire de Meaux (Seine-et-Marne), qui ne peut plus compter sur la bienveillance des sarkozystes. Plus question de miser sur un retour victorieux de l'ex-président pour accéder à Matignon, comme il en rêvait. Autre conséquence négative : M. Copé perd son bouclier, Jérôme Lavrilleux. Il a décidé de se séparer de son homme à tout faire depuis dix ans, trop exposé dans cette affaire pour le rôle stratégique qu'il a joué lors de la campagne de M. Sarkozy. Enfin, ses soutiens, tels Luc Chatel ou Roger Karoutchi, ont pris leurs distances.

L'autre grand perdant de cette affaire, c'est Nicolas Sarkozy. L'ancien président se retrouve mêlé à cette histoire depuis l'interven-

tion choc de M^e Patrick Maisonneuve, l'avocat de Bygmalion, lundi 26 mai. Ce dernier a assuré que l'affaire serait avant tout celle « des comptes de campagne du candidat Sarkozy ».

D'après M^e Maisonneuve, les « fausses factures » en cause visaient à couvrir des dépassements de frais de sa campagne en 2012. Une thèse appuyée par le directeur de cabinet de M. Copé, Jérôme Lavrilleux, qui a reconnu que des prestations fournies par la société de communication ont été indûment facturées à l'UMP au lieu d'être imputées aux comptes de campagne de M. Sarkozy.

Ces propos ont fait l'effet d'une bombe car ils contribuent à braquer les projecteurs sur l'ex-président, dont les comptes de campagne ont déjà été rejetés par le Conseil constitutionnel en juillet 2013. Alors qu'une souscription auprès des militants avait été lancée pour combler les 11 millions d'euros manquants, cette affaire menace de détériorer la relation de confiance de M. Sarkozy avec

« Toutes ces casseroles font un bruit terrible »
Bernard Debré
député UMP
de Paris

les sympathisants de droite. Laurent Wauquiez ne s'y est pas trompé. « Quand on se dit que des Français ont donné des millions d'euros pour renflouer le parti et qu'on comprend que tout ça est allé à un groupe de communication avec des fausses factures, c'est juste insupportable », s'est-il indigné sur France Info.

Pour l'ex-président, ce rebondissement constitue un nouvel obstacle sur le chemin de son retour. Traqué par les juges dans plusieurs autres affaires, il voit de nouveau son nom apparaître dans un dossier sulfureux. La Sarkozye s'en inquiète, et joue l'indignation. Son fidèle lieutenant, Brice Hortefeux, a assuré mardi sur RTL que l'ex-chef de l'Etat était « très mécontent de voir son nom associé à cette curieuse actualité ».

« Nicolas Sarkozy se retrouve au milieu d'une affaire qui ne le concerne en rien », peste son entourage. « La question de fond, c'est : quel degré de connaissance Nicolas Sarkozy pouvait-il avoir de l'intendance de sa campagne ? », remarque de son côté un ténor de l'UMP, qui a joué un rôle important dans l'équipe de campagne de l'ex-président Nicolas Sarkozy. Celui-ci qui s'envolait mardi matin pour une



Jean-François Copé au meeting de campagne de Nicolas Sarkozy, à Marseille, le 19 février 2012. OLIVIER LABAN-MATTEI POUR « LE MONDE »

visite à Madrid, n'a pas voulu réagir.

Les rivaux de M. Sarkozy à l'UMP dans l'optique de la présidentielle de 2017 pourraient tirer profit des ennuis de l'ex-président. Alain Juppé, le premier, qui fait figure de principal recours au cas où le favori des sympathisants de droite se verrait empêcher.

Dès lundi soir, le maire de Bordeaux a appelé à la préparation « de primaires coorganisées par toutes les forces de la droite et du

centre, ouvertes à tous nos électeurs ». Le fondateur de l'UMP espère que cette affaire lui permettra de resserrer l'écart qui le sépare de M. Sarkozy dans les sondages pour faire figure, à terme, de candidat favori à droite. « Alain Juppé est le seul en mesure de contester le leadership de Nicolas Sarkozy aux yeux des sympathisants UMP », remarque le sondeur de l'IFOP, Jérôme Fourquet.

François Fillon reste lui aussi en embuscade. Distancé dans les son-

dages, l'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy espère se repositionner dans la course à l'Elysée, grâce à une sortie de route de l'ex-président. Depuis l'été 2012, M. Fillon tente d'incarner une autre pratique du pouvoir que l'ex-président, souhaitant que ce positionnement se révélera payant à terme. Celui-ci qui espère un duel avec Alain Juppé confie : « Si on doit être en compétition, ce sera à la loyale, il n'y aura pas de mauvais coups. »

Les autres prétendants à la primaire (Bruno Le Maire, Laurent Wauquiez ou Xavier Bertrand) y voient également une occasion de tourner la page Sarkozy pour mieux jouer leur carte dans l'optique de la présidentielle de 2017. L'un d'eux veut croire que Nicolas Sarkozy ne pourra pas effectuer un retour gagnant : « On ne répond pas à un problème nouveau par rapport à une solution ancienne. » ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

Jérôme Lavrilleux ou le sacrifice du « bad boy »

LA SÉQUENCE a paru surréaliste. Jérôme Lavrilleux est apparu en larmes lundi 26 mai sur BFM TV. La voix tremblante, le teint pâle, celui qui est considéré comme le « bad boy » de son patron, Jean-François Copé, a craqué. Il a reconnu que des prestations fournies par la société de communication fondée par des copéistes ont été indûment facturées à l'UMP au lieu d'être imputées aux comptes de campagne de 2012 de Nicolas Sarkozy.

Ces propos ont fait l'effet d'une bombe car ils contribuent à braquer les projecteurs sur Nicolas Sarkozy, dont les comptes de campagne ont déjà été rejetés par le Conseil constitutionnel en juillet 2013. M. Lavrilleux est concerné de près par cette affaire : il occupait une place centrale au moment où des versements suspects ont eu lieu pendant la présidentielle. Entre janvier et juin 2012, il cumulait les fonctions

de directeur de cabinet de M. Copé et de directeur adjoint de la campagne de M. Sarkozy. Chargé de l'organisation des meetings, c'est lui qui était chargé de signer les « engagements de dépenses » durant la campagne. Et pouvait donc décider de les faire peser sur les comptes du candidat ou du parti.

Lundi soir, le lieutenant de M. Copé a donné l'impression de monter au front pour se sacrifier. « Croyez-moi, je préférerais être plutôt que venir à la télé », a-t-il lâché, blême. Comme s'il tentait de tout prendre sur ses épaules, il a affirmé : « J'assume mes responsabilités », assurant que l'ex-président et Jean-François Copé n'étaient en rien mêlés à cette affaire.

Visiblement ému, il a précisé qu'il y avait eu « environ 11 millions d'euros de dépenses liées à la campagne » facturés au parti pour ne pas dépasser le plafond

autorisé, fixé à 22,5 millions d'euros. « Il y a eu un dérapage sur le nombre – non pas sur la valeur – mais sur le nombre d'événements qui ont été organisés dans le cadre de cette campagne », a-t-il déclaré, confirmant ce que révélait un peu plus tôt M^e Patrick Maisonneuve, par

Il y a trois mois, M. Lavrilleux s'imaginait déjà directeur de cabinet de M. Copé à Matignon en 2017

l'avocat de la société de communication Bygmalion.

« Le reproche que je me fais, c'est que je n'ai pas eu le courage à un moment de dire : "Stop, on en fait trop. On va dans le mur." J'ai commis cette erreur », a-t-il insisté. Disant se mettre au service de

la justice, Jérôme Lavrilleux se présente donc comme un fautif dans cette affaire. Au point que le filloniste Jérôme Chartier se demande s'il ne joue pas les « lampistes ».

Le fidèle lieutenant se sera donc sacrifié jusqu'au bout. Après être avoir fait irruption sur la scène médiatique en novembre 2012 pour dénoncer des fraudes du camp Fillon lors de la bataille pour la présidence du parti, il vient aujourd'hui conforter la défense de M. Copé.

Au pied du mur, ce dernier veut se faire passer pour une victime qui aurait été abusée par ses collaborateurs. M. Lavrilleux en tête. Soupçonné d'avoir utilisé des fonds du parti au profit de ses amis, M. Copé tente de se défaire sur son directeur de cabinet et serait prêt à livrer sa tête. Ces derniers jours, il s'est résolu à lâcher son homme à tout faire depuis dix ans pour en faire une cible idéale. Celui-ci est honni par les

fillonistes et certains estiment que son élection au Parlement européen est une bonne occasion offerte à M. Copé pour « couper la branche pourrie ».

Cette mise à l'écart programmée résonne comme une déchirure entre les deux hommes. A 44 ans, M. Lavrilleux est proche de Jean-François Copé depuis dix ans. Il est un pur produit de la politique. Après s'être brouillé avec Xavier Bertrand, il s'est rapproché de M. Copé, à la mairie de Meaux (Seine-et-Marne), dont il devient peu à peu l'homme à tout faire, le fidèle lieutenant, l'organisateur, le facilitateur, le conseiller politique.

Son efficacité, sa force de travail (il aime à répéter qu'il travaille seize heures par jour), son intelligence politique, sa fine connaissance des élus et de la carte électorale en font une pièce maîtresse de celui qui aspire à être candidat à la présidentielle. En 2002, il s'est fait élire

conseiller général de l'Aisne, avant de remporter un siège au Parlement européen le 25 mai.

Les deux hommes voyaient même leurs destins mêlés à l'avenir. Il y a trois mois, M. Lavrilleux s'imaginait déjà directeur de cabinet de M. Copé à Matignon en 2017, en espérant à haute voix que son patron serait nommé premier ministre d'un Nicolas Sarkozy triomphant. Cette époque semble déjà loin tant cette perspective paraît aujourd'hui improbable.

Alors que l'affaire prend une tournure judiciaire, Jérôme Lavrilleux bénéficiera de son immunité de député européen. Mais le Parlement de Strasbourg, à l'inverse de l'Assemblée nationale et du Sénat, ne rechigne généralement pas à lever la protection de ses élus, quand de forts soupçons pèsent sur eux. Lundi soir, M. Lavrilleux a assuré qu'il ne profiterait pas de cette protection. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

à la tête du parti d'opposition



« L'honneur de notre famille politique est mis en cause »

La déclaration de François Fillon

« Depuis plusieurs semaines, les révélations se succèdent sur l'existence de graves turpitudes financières à l'UMP. L'honneur de notre famille politique est mis en cause. Les militants ont été trompés. Des millions d'euros auraient été détournés alors même que les sympathisants sont sans cesse sollicités pour redresser les comptes du parti. Comment peut-on se présenter devant les Français tant que toute la lumière n'a pas été faite et les responsables sanctionnés ? Nous t'avons écouté avec attention, Jean-François [Copé], mais comment avoir confiance ? Depuis des mois, je réclame en vain la mise en place d'un comité indépendant de contrôle des comptes. Tu me l'as toujours refusé. Pourquoi ? La direction collégiale de l'UMP mise en place à la suite de notre accord de 2012 n'a jamais eu la moindre réalité. Il y a un mois on nous disait que les informations qui circulaient sur les finances n'étaient que des calomnies. Aujourd'hui, tu nous dis que ces informations sont exactes mais que tu n'es pas au courant et même que tu es victime comme nous-mêmes de comportements délictueux. On apprend que l'UMP aurait violé gravement la loi pour couvrir un dépassement astronomique des

comptes de la campagne de Nicolas Sarkozy. Qui est responsable de cet incroyable gâchis ? Où est la vérité ? (...) Le temps est désormais celui de la justice. Qu'est que cela signifie ? Que l'UMP va vivre au rythme des auditions des policiers et des magistrats, des révélations de la presse, des perquisitions, des mises en examen et des accusations. Comment, dans ces conditions, la direction de l'UMP pourrait-elle faire face sereinement à sa principale mission, qui est de s'opposer au gouvernement et de préparer l'alternance ? (...) Comment l'UMP pourrait convaincre les Français qui ont exprimé un sévère rejet de la politique en se tournant vers l'abstention et les extrêmes ? Tu as affirmé que tu prendrais tes responsabilités. Ta responsabilité, c'est d'éviter à ta famille politique l'épreuve d'une direction paralysée par les enquêtes. Ta responsabilité est de te mettre en réserve pendant la durée de l'enquête et de laisser une véritable direction collégiale conduire l'UMP jusqu'à un congrès extraordinaire. Nous n'avons que quelques semaines pour sauver l'UMP du désastre. Si [mes propositions] n'étaient pas acceptées, je me retirerais des instances dirigeantes de l'UMP car je ne saurais cautionner une gestion qui conduit inexorablement à notre disparition. » ■

Soupçons de financement illicite de la campagne 2012 de Nicolas Sarkozy

L'ancien bras droit de Jean-François Copé, Jérôme Lavrilleux, a assuré lundi 26 mai au soir que « des factures présentées à l'UMP correspondaient à des dépenses faites pour la campagne »

L'affaire Bygmalion s'emballe, au point de devenir une – nouvelle – affaire Nicolas Sarkozy. Au cœur des investigations, des dizaines de fausses factures, portant sur une somme d'environ 11 millions d'euros, adressées à l'UMP par l'agence de communication Bygmalion durant la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, en 2012.

Les policiers de l'office central de lutte contre la corruption financière et fiscale ont terminé tôt mardi 27 mai une série de perquisitions entamée la veille : à l'UMP, dans les locaux de la société Bygmalion (longtemps dirigée par Bastien Millot, un proche de Jean-François Copé), également dans les bureaux de l'association politique du président de l'UMP, Génération France. Mais aussi au siège de l'Association nationale pour la démocratie locale, structure de formation des élus UMP présidée par Michèle Tabarot, la secrétaire générale du parti.

Le parquet de Paris gère pour l'instant cette enquête préliminaire, ouverte le 5 mars, visant implicitement Jean-François Copé, le patron de l'UMP, et les marchés obtenus par la société Bygmalion, en particulier sa filiale Event & Cie. Les investigations visent à établir d'éventuelles infractions de « faux », « abus de biens sociaux » et « abus de confiance ». Le parquet national financier pourrait très vite récupérer le dossier.

« Il y a eu un dérapage »

Les confessions sur l'antenne de BFM, lundi 26 mai, de Jérôme Lavrilleux, député européen et ancien bras droit de M. Copé, et les déclarations le même jour de M^e Patrick Maisonneuve, l'avocat de Bygmalion, ont donné un tour nouveau à l'affaire. M. Lavrilleux, ex-directeur adjoint de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2012, a admis un « dérapage » : « Il y a eu des factures présentées à l'UMP qui correspondaient à des dépenses faites pour la campagne » du chef de l'Etat sortant, a reconnu ce très proche de Jean-François Copé.

Selon M. Lavrilleux, il s'agissait d'éviter à M. Sarkozy un dépassement de ses dépenses de campagne – légalement plafonnées en 2012 à 22,5 millions d'euros. « Au-delà d'une certaine somme, on ne peut plus les intégrer dans le compte » du candidat, a-t-il expliqué. Or « il y a eu un dérapage sur le nombre – non pas sur la valeur – mais sur le nombre d'événements qui ont été organisés dans le cadre de cette campagne », nécessitant du coup de les facturer à l'UMP.

Trois mois de rebondissements

27 février Selon *Le Point*, Event & Cie, filiale événementielle de Bygmalion, société détenue par des proches de Jean-François Copé, aurait facturé à l'UMP, sans appel d'offres, « au moins 8 millions d'euros » de conventions ou conférences durant la campagne présidentielle de 2012.

5 mars Le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire sur les accusations de surfacturations à l'UMP par Event & Cie.

11 avril L'ex-dirigeant de Bygmalion et ancien collaborateur de M. Copé, Bastien Millot, est mis en examen pour recel de favoritisme, pour des « missions de communication » à partir de 2008 avec France Télévisions.

15 mai *Libération* révèle que l'UMP a réglé pendant la campagne de Nicolas Sarkozy près de 20 millions d'euros à Event & Cie, pour des événements parfois fic-

« Je n'ai jamais eu à discuter ce genre de sujet, ni avec M. Sarkozy, ni avec M. Copé. J'assume mes responsabilités », a assuré M. Lavrilleux, précisant qu'il y avait eu « environ 11 millions d'euros de dépenses liées à la campagne ventilées sur d'autres opérations ».

« Il eût mieux valu jouer la franchise »

Mais « il n'y a eu aucune malversation, aucun paiement en liquide », ni « enrichissement personnel », a-t-il insisté, les larmes aux yeux. « Il y a eu un engrenage irrésistible d'un train qui file à grande vitesse et les personnes qui auraient dû tirer le signal d'alarme ne l'ont pas fait », a-t-il poursuivi, précisant, sans citer de noms, qu'il n'était pas « le seul dans le wagon ». « Il eût mieux valu jouer la franchise et présenter des comptes sincères mais non conformes », a-t-il déclaré, déplorant une législation française inadaptée en matière de comptes de campagne.

Le quotidien *Libération* avait révélé le 15 mai l'existence de 70 conventions organisées par l'UMP, semble-t-il fictives. Selon *Le Point*, pas moins de 26,7 millions d'euros auraient été versés en deux ans par l'UMP à Event & Cie, la filiale événementielle de Bygmalion. Dans le même temps, la maison mère Bygmalion SAS recevait, elle, plus de 700 000 euros du groupe parlementaire UMP. En 2012, année de la présidentielle, 95 % des rentrées d'argent d'Event auraient été assurées par l'UMP. Il existerait la trace de treize virements pour un total de 21,5 millions d'euros, auxquels s'ajoutent plus de 2 millions réglés par chèque.

« Un chantage économique »

Joint par *Le Monde*, mardi 27 mai, M. Lavrilleux n'a pas souhaité s'exprimer, confirmant simplement ses propos de la veille. Directeur de la campagne de M. Sarkozy en 2012, le préfet Guillaume Lambert n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*. Les déclarations de Jérôme Lavrilleux, rouage essentiel de la campagne de 2012, confirment en tout cas les révélations de M^e Maisonneuve. Selon le conseil de Bygmalion, cette société aurait été soumise à « un chantage économique » pour établir des fausses factures d'un montant de 11 millions d'euros. Les factures étaient « imputées à l'UMP, alors qu'elles auraient dû l'être à l'association de financement de la campagne du candidat, M. Sarkozy, en 2012 », et

ce pour « éviter des dépassements probablement de comptes de campagne ». En clair, le candidat Sarkozy aurait dépassé le plafond légal de 50 % !

« Soit Bygmalion acceptait cet habillage, soit Bygmalion n'était pas payée », a précisé M^e Maisonneuve. « On parle de l'affaire Bygmalion, c'est plutôt l'affaire des comptes de campagne du candidat Sarkozy », a-t-il lâché. Selon M^e Maisonneuve, l'UMP « n'a pas financé » Jean-François Copé, « ni à titre personnel, ni politiquement ». « Il n'y a eu ni rétrocommissions, ni surfacturations », a-t-il répété.

« Pas un centime au contribuable »

MM. Sarkozy et Copé étaient-ils au courant ? L'avocat ne s'est pas prononcé sur ce point. La justice va désormais s'atteler à vérifier les assertions des différents protagonistes. D'ores et déjà, le député (UMP) Pierre Lellouche, dont le nom était cité dans des factures relatives à des conventions fictives, a été entendu par les enquêteurs. M. Lellouche a assuré ne pas avoir participé à une convention alors que sa présence était mentionnée sur une facture. Il a promis une plainte pour usurpation d'identité. M. Copé devait déposer plainte à son tour mardi 27 mai.

Ni M. Sarkozy ni son avocat, M^e Thierry Herzog, n'ont souhaité réagir à cette cascade de révélations embarrassantes pour l'ancien chef de l'Etat. En revanche, le trésorier de sa campagne présidentielle de 2012 a vivement contesté lundi soir auprès de l'Agence France-Presse la version de l'avocat de Bygmalion. Dans un communiqué, Philippe Briand déclare avoir appris « avec consternation les déclarations » de M^e Patrick Maisonneuve et assure qu'« il n'a jamais été demandé d'imputer des dépenses sur le compte de l'UMP ».

M. Briand, maire (UMP) de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), rappelle que « la campagne de Nicolas Sarkozy a été financée sur un budget de 21,4 millions d'euros provenant de l'emprunt de la Société générale (10,7 millions), des dons recueillis (5,8 millions), des contributions de l'UMP (4,9 millions) et de l'apport personnel du candidat ».

Selon M. Briand, « la campagne de Nicolas Sarkozy n'a donc pas coûté un centime au contribuable ». Sur ce budget, « 21,3 millions d'euros ont été dépensés pour financer l'intégralité des coûts de la campagne ». L'ex-trésorier cite la location du QG, les salaires de l'équipe, la mise en œuvre du site Internet, les frais de transport du

candidat, paiement des frais liés à l'organisation de toutes « les manifestations publiques auxquelles Nicolas Sarkozy a pris part ».

Selon l'ex-trésorier, « il n'a jamais été question pour le directeur de campagne d'un dépassement du budget de 21 459 000 euros. De même, il n'a jamais été demandé d'imputer des dépenses sur le compte de l'UMP ».

Avant même que ces sommes potentiellement dissimulées soient déjà connues, les comptes de la campagne Sarkozy avaient été invalidés par le Conseil constitutionnel en juillet 2013, une première pour un candidat de premier plan dans l'histoire de la V^e République. Les Sages avaient arrêté à près de 23 millions d'euros les dépenses de campagne du président-candidat, soit près de 500 000 euros de plus que le plafond autorisé. Cela avait forcé l'UMP à lancer un appel aux dons de ses militants, le « Sarkothon », qui avait permis de recueillir plus de 10 millions d'euros.

Le meeting de Toulon dans le viseur

Par ailleurs, le parquet de Paris gère depuis octobre 2013 une enquête préliminaire portant sur le meeting tenu par Nicolas Sarkozy à Toulon, en décembre 2011. C'était l'une des réunions mises en avant par le Conseil constitutionnel pour justifier le rejet du compte de la campagne 2012.

Cette enquête a été provoquée par le militant écologiste grenoblois Raymond Avrillier, qui dénonçait de possibles faits de « détournement de fonds publics » en marge de la campagne présidentielle 2012 de l'ancien chef de l'Etat. Le meeting au cœur de l'enquête a eu lieu le 1^{er} décembre 2011 à Toulon, cinq mois avant la présidentielle. M. Sarkozy ne brigua pas encore officiellement un second mandat, puisqu'il avait attendu la mi-février 2012 pour formaliser cette candidature.

Dans son compte de campagne, M. Sarkozy n'avait pas inscrit un seul euro dépensé avant cette entrée en lice officielle dans la course à l'Elysée. Cela avait été dénoncé en décembre 2012 par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, qui avait rejeté les comptes de Nicolas Sarkozy, le privant du remboursement par l'Etat de 10,6 millions d'euros de frais de campagne. Il avait également été astreint à payer au Trésor public 363 615 euros. ■

GÉRARD DAVET
ET FABRICE LHOMME

châ
THÉÂTRE
-te-
MUSICAL
let
DE PARIS

**THOMAS HAMPSON
ET LUCA PISARONI**

« No tenors needed »

JEUDI 5 JUIN 2014 À 20 H

Airs et duos de Mozart, Massenet, Gounod, Verdi,
Rossini, Berlioz, Thomas, Bellini

Rés : 01 40 28 28 40
chatelet-theatre.com

LE FIGARO

CREDIT AGRICOLE
CORPORATE INVESTMENT BANK

MAIRIE DE PARIS

Florian Philippot, « l'homme pressé » de Marine Le Pen, s'invite à Bruxelles

Elu député européen, le numéro deux du FN est aujourd'hui un rouage essentiel du parti

Portrait

En à peine trois ans, il est devenu une figure incontournable du Front national. L'ambassadeur médiatique du parti d'extrême droite. Florian Philippot, 32 ans, énarque et numéro deux du FN, a obtenu dimanche soir ce qui lui faisait défaut : un mandat électoral. Il a été élu député européen en distançant largement ses adversaires.

M. Philippot est un rouage essentiel dans la mécanique de Marine Le Pen. Le succès des frontistes, dimanche soir, est en grande partie attribué au vice-président chargé de la stratégie et de la communication. Il est de ceux qui ont insisté auprès de la fille de Jean-Marie Le Pen pour que son discours prenne un tournant « économique » : ne plus parler uniquement d'immigration, mais se diversifier, s'adresser à différents publics, notamment aux fonctionnaires, pour « dissiper les malentendus », comme Florian Philippot le reconnaît lui-même. « *Philippot, c'est un vrai argument de dédramatisation vis-à-vis des fonctionnaires* », avoue l'un de ses adversaires en interne, qui reconnaît aussi que

M. Philippot a imposé une « *stratégie qui marche* ».

« *Le Front national colle beaucoup mieux à l'ensemble de la société actuelle et à ses préoccupations. Il a su s'adapter aux soucis. Le discours sur l'euro et l'Europe, Marine Le Pen le tient depuis 2012. Le job pour les européennes était déjà fait avant même la campagne* », estime Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du FN.

Florian Philippot fut officiellement mis en lumière à la rentrée 2011, quand Marine Le Pen l'a nommé directeur stratégique de la campagne présidentielle. Son nom ne disait rien à personne, même si son visage n'était pas inconnu des journalistes chargés de suivre le parti d'extrême droite.

M. Philippot avait été lancé dans le grand bain par M^{me} Le Pen, quelques mois auparavant, quand elle l'avait chargé de présenter les grandes lignes de son programme économique lors d'un petit déjeuner de presse insolite. Ce jour-là, il s'était présenté sous un faux nom et une fausse qualité. Alors fonctionnaire à l'inspection générale de l'administration (IGA), il avait une obligation de réserve. Lorsque l'on repense à son long exposé de



Florian Philippot arrive sur les plateaux de France Télévisions pour la soirée électorale, dimanche 25 mai. BRUNO LÉVY POUR « LEMONDE »

ce jour-là, très scolaire, illustré par d'innombrables diapositives PowerPoint, et commenté par un jeune homme stressé et peu sûr de lui, on a du mal à reconnaître l'habitué des plateaux de télévision qui déroule son discours.

Florian Philippot a un parcours assez rare à l'extrême droite, qualificatif politique qu'il récuse. Multidiplômé (ENA, HEC), il vient aussi du chevenementisme, époque 2002, où des « *républicains des deux rives* » soutenaient l'ancien

ministre de Lionel Jospin. A HEC, le jeune homme ne cachait pas cet engagement.

Installé sur la rive droite du chevenementisme, repéré par Paul-Marie Coûteaux, c'est par l'intermédiaire de ce dernier qu'il rencontre M^{me} Le Pen en 2009. Elle se laisse aussitôt impressionner par l'efficacité de ce « *techno* ».

Mais malgré son image lisse, Florian Philippot n'est pas un modéré. Au sein de l'IGA, il a « *pour ami et collègue* » Jean-Yves Le Gallou,

ancien bras droit de Bruno Mégret au Mouvement national républicain (MNR) – une figure de l'extrême droite radicale. M. Philippot a joué les intermédiaires entre M^{me} Le Pen et M. Le Gallou pour l'organisation de « *deux déjeuners* ». Récemment, il a diffusé sur les réseaux sociaux une image de la jeune Leonarda Dibrani, 15 ans, pour faire voter FN.

En trois ans, l'ascension éclair de M. Philippot lui a valu une flopée d'ennemis. Il est vrai qu'au FN, l'on goûte peu « *l'énarchie* », selon le mot de Jean-Marie Le Pen. Pouvant être cassant et froid, il est vu par certains cadres comme arrogant et hautain. Une perception qui fut partagée par les militants FN de Moselle au début de son implantation à Forbach.

Jalousie de sa trajectoire au sein du parti, mais aussi et surtout de ses apparitions médiatiques : dans les couloirs du Front, on moque volontiers son omniprésence à BFM-TV. Sans compter sa relation privilégiée avec Marine Le Pen, un peu comme s'il la volait au FN. A tel point que des dirigeants affirment que M. Philippot la manipule.

En tout cas, le vice-président du FN semble prendre avec distance toutes les attaques qu'il a pu subir venant de son propre camp. L'hebdomadaire d'extrême droite *Minu-te* l'a pris pour cible et n'est jamais avare d'articles inqualifiables à son endroit.

L'homme a aussi ses contradictions. Lui qui pourfend les « *bobos*

qui vont bruncher », qui se présente comme le défenseur de la classe ouvrière oubliée par la gauche, a ses habitudes dans le très chic 6^e arrondissement de Paris, notamment au palace parisien Lutetia, où il donnait ses rendez-vous professionnels avant la fermeture de l'établissement.

Ses relations avec la presse sont aussi très particulières. Il peut être

Son ascension éclair lui a valu une flopée d'ennemis dans le parti, où l'on goûte peu le style des énarques

charmant comme totalement paranoïaque. Il lui arrive de prendre en grippe certains confrères, et de refuser de leur répondre pendant des mois à cause d'une question ou d'un article qui lui a déplu.

Il épluche aussi les comptes Twitter des journalistes chargés du FN, pour tenter de prouver – de manière plus ou moins pertinente – leur « *militantisme* », comme il l'a fait avec l'auteur de ces lignes.

Certains au Front national le croquent comme un ambitieux et l'appellent ironiquement « *le futur président* ». D'autres rappellent un des adages du FN : il n'y a qu'un seul numéro dans ce parti et c'est le numéro un. ■

ABEL MESTRE

Bernard Monot, l'économiste libertarien de Marine Le Pen

C'EST L'UNE DES NOUVELLES figures du Front national. Bernard Monot, 52 ans, est arrivé en tête dimanche soir dans la circonscription centre, avec 24,18 % des suffrages. Il a distancé Brice Hortefeux, proche de Nicolas Sarkozy, qui, lui, a recueilli 21,38 % des voix. Tout un symbole.

Inconnu du grand public, Bernard Monot travaillait jusqu'alors à la Caisse des dépôts. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il officiait au FN sous le pseudonyme de Nicolas Pavillon.

Il fit d'abord ses premières apparitions publiques au compte-gouttes, toujours lors de rendez-vous frontistes consacrés à l'économie. Il est ensuite devenu de plus en plus visible au FN, jusqu'à sa déclaration de candidature, fin février. Auparavant, il prenait un

luxue de précautions pour rencontrer les journalistes, très soucieux de ne pas « griller » sa couverture.

M. Monot se revendique libertarien en matière économique. Ce qui peut apparaître contradictoire avec le discours interventionniste de Marine Le Pen. Il assure néanmoins qu'il « *défend les principes de l'économie de marché protégée et régulée raisonnablement dans le cadre d'un Etat de droit* ».

Tableau apocalyptique

Adhérent au FN depuis 1989, il était allé, fin 2005 et de sa propre initiative voir Jean-Marie Le Pen pour lui parler monnaie et systèmes de changes. A l'époque, le président du FN l'avait chargé de rédiger une note trimestrielle sur les perspectives économiques et leurs conséquences politiques. En

2007, Bernard Monot franchit un cap dans la hiérarchie des conseillers les plus écoutés de Marine Le Pen.

Cette année-là, M^{me} Le Pen déjeune avec lui. A cette occasion, il dresse un tableau apocalyptique : « *Le système bancaire est insolvable, la monnaie va dégringoler, le système économique est à bout de souffle*. » Il enchaîne : « *Le balancier va revenir vers nous, il faut le choper au passage. Est-ce que vous voulez arriver au pouvoir ?* » Et d'exposer : « *C'est l'économie et le social qui vont nous y amener. Il va falloir qu'on travaille*. » Un an plus tard, c'est la crise des subprimes. Les faits lui ont donné raison. Et au FN, où l'expertise macroéconomique et financière est peu répandue, M. Monot, est regardé comme un prophète.

M. Monot est maintenant l'une des chevilles ouvrières du programme frontiste. Il revendique la modélisation du « *plan de désendettement de la France* » de Marine Le Pen et dit être à l'initiative de la « *doctrine du FN sur la monnaie, le financement de l'Etat, l'emploi et les retraites* ». Il assure également être « *chargé des affaires économiques, monétaires et bancaires de la zone euro* ». A coups de présentations PowerPoint qu'il affectionne tout particulièrement, il forme aussi les membres du FNJ.

Bernard Monot fait partie de ces experts dont la présence est constamment mise en avant par la direction du FN, très soucieuse de « *faire sérieux* ». ■

ABEL MESTRE
ET CAROLINE MONNOT

Ce gros travail d'introspection qui attend le Front de gauche

Le score médiocre de la coalition de la gauche radicale aux européennes la contraint à réexaminer sa stratégie et son fonctionnement

Comment rebondir après cet échec ? Pour le Parti communiste et le Parti de gauche (PG), il y a urgence à tirer le bilan des municipales et des européennes. L'enjeu est que la coalition de la gauche radicale ne se retrouve pas marginalisée dans les scores qui étaient les siens avant la création du Front de gauche.

Il y a bien sûr cette évidence qui s'est imposée le 25 mai : un FN en tête à des élections nationales, à 24,95 %. Pour Jean-Luc Mélenchon, qui avait fait de la lutte contre l'extrême droite l'un des axes majeurs de sa campagne présidentielle de 2012, le coup est rude. « *C'est un événement considérable, a-t-il déclaré, visiblement très ému, dimanche soir. Il atteste du fait que l'hégémonie culturelle, l'idée dominante, n'est pas que les financiers sont les responsables de la crise. Par toute sorte de moyens, d'aucuns ont réussi à imposer l'idée que c'étaient les immigrés, les mœurs, la nature du mariage qui posaient problème.* »

Il y a aussi ce score, celui du Front de gauche (6,33 %), quasiment identique à celui de 2009 (6,05 %), année de sa création. Seuls trois parlementaires contre quatre auparavant, siégeront au Parlement européen. Un coup de semonce pour ceux qui voulaient « *rompre et refonder l'Europe* ».

La progression de M. Mélenchon est elle-même faible : s'il est élu, il passe de 8,16 % en 2009 à 8,57 % cinq ans plus tard. Pire : en 2009, le Nouveau Parti anticapitaliste avait recueilli près de 5 % des voix quand il ne pèse aujourd'hui que 1,60 % des suffrages avec Lutte ouvrière. Et le différentiel ne s'est pas porté sur le Front de gauche. « *Quand on sait que la masse de leurs militants sont venus chez nous, ça a de quoi nous inquiéter* », note André Chassaigne, président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée nationale.

Dimanche soir, les dirigeants du Front de gauche ont cherché à

limiter l'impact de la crise. « *Nos résultats montrent une force de gauche qui maintient ses résultats même si nous attendions plus* », a souligné le numéro un du PCF, Pierre Laurent. « *Le PS entraîne toute la gauche dans sa dégringolade, a affirmé également Corinne Morel Darleux, une dirigeante du PG. On n'a pas su se distancer suffisamment pour ne pas être entraînés.* »

Pour Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, troisième force du Front de gauche, l'argument est un peu court. « *Jeter la responsabilité sur le PS ne suffira pas à répondre à la question qui nous est posée* », prévient-elle. Non seulement la coalition de la gauche radicale n'a pas réussi à dépasser le PS comme le PG se l'était fixé mais les électeurs la renvoient à ses scores initiaux comme si les 11,10 % de la présidentielle n'avaient jamais existé.

Le constat est simple : depuis deux ans, le Front de gauche n'est

pas parvenu à attirer les déçus de François Hollande. « *A l'inverse du FN, on pâtit d'être en dehors du système*, note M^{me} Morel-Darleux. *Et on a un discours trop radical pour des électeurs PS et EELV : on perd sur les deux tableaux.* » Les divisions internes qui sont apparues aux municipales ont aussi handicapé une dynamique qui, dans le

**« Le meilleur allié de Hollande, c'est Mélenchon »
Un dirigeant communiste**

contexte d'euroscpticisme fort, aurait pu trouver un écho. Eric Coquerel, chargé des élections au PG, renvoie les communistes à leurs responsabilités, eux qui ont opté pour des alliances à géométrie variable aux municipales avec le PS. « *L'absence de stratégie globale ne nous a pas aidés en terme de*

lisibilité », tacle-t-il. M. Chassaigne a lui une autre explication. « *On est apparu comme replié sur nous-mêmes*, se désole-t-il. *Et comme des organisations en concurrence entre elles.* »

Le message que viennent de leur infliger les électeurs est d'autant plus cinglant qu'ailleurs en Europe la gauche radicale parvient à réaliser une percée non négligeable. En Grèce, Syriza termine même en tête du scrutin. Au Front de gauche, l'objectif reste donc de rassembler au-delà de ses propres forces, en se tournant vers les socialistes et écologistes critiques. « *Si on n'est pas capable de s'allier avec ceux qui refusent cette politique, on ira droit dans le mur* », insiste le secrétaire national du PG, Eric Coquerel.

Mais pour y parvenir, le Front de gauche doit déjà « *commencer par balayer devant [sa] porte* » souligne M^{me} Autain. « *On n'a pas su transformer l'élan de la présidentielle et on a un Front de gauche qui*

s'est replié sur un tête-à-tête entre le PCF et le PG », insiste celle qui plaide pour une « *architecture nouvelle* » et des adhésions directes. « *Tant qu'on pensera qu'une petite armée en campagne et la magie du verbe suffisent, on avancera pas* », juge également un responsable du Front de gauche.

Déjà, au PCF, des critiques ont commencé à viser M. Mélenchon. M. Chassaigne estime ainsi que « *le Front de gauche ne peut être incarné par un seul homme, aussi talentueux soit-il* ». « *Le meilleur allié de Hollande, c'est Mélenchon*, lâche un autre dirigeant communiste. *Sa stratégie de jouer l'effondrement du PS pour lui substituer un Front de gauche dominé par lui-même est contre-productive.* »

Une date est déjà retenue. Les 4 et 5 juin, la direction du PCF se retrouve en séminaire pour discuter de l'avenir du Front de gauche. L'occasion que certains ne rateront pas pour lâcher leurs coups. ■

RAPHAËLE BESSE DESMOULIÈRES

Après les européennes, François Hollande dans l'impasse

Malgré l'ampleur de la défaite, le chef de l'Etat ne change pas de ligne. Il se rend à Bruxelles, mardi, pour rencontrer ses homologues européens

Le président de la République jouit-il encore de sa liberté de mouvement politique? Au lendemain de la déflagration qu'a constituée, en France, le résultat des élections européennes, François Hollande prendra certes l'avion à destination de Bruxelles, mardi 27 mai, pour dîner avec ses homologues. Mais si le chef de l'Etat a bien l'intention de leur signifier qu'un « seuil d'alerte a été franchi », s'il a beau clamer qu'il est possible de « changer l'Europe avec elle sans rompre avec elle », il se trouve, en réalité, dans une impasse politique.

Après s'être attiré, depuis deux ans, les remontrances de Bruxelles pour son incapacité à réduire les déficits selon le calendrier annoncé, le voilà donc qui retrouve ses partenaires européens en position d'extrême faiblesse, dans le costume froissé du président d'un pays qui vient de donner la première place à un parti d'extrême droite europhobe.

Il n'est pas sûr que son allocution télévisée de lundi soir, enregistrée un peu plus tôt dans la bibliothèque de l'Elysée, ait arrangé les choses. Rarement, depuis le début du quinquennat, une prise de parole du président a semblé aussi décalée, pour ne pas dire aussi vaine. Durant un peu moins de cinq minutes, le chef de l'Etat s'en est tenu à des généralités, se contentant de réaffirmer son souhait de « réorienter l'Europe » et insistant une fois de plus, comme il le fait depuis deux ans, sur sa volonté de donner « la priorité à la croissance, à l'emploi et à l'investissement ».

Les chefs d'Etat et de gouvernement européens sont donc prévenus. Ce n'est pas à Bruxelles, mardi, que M. Hollande va provoquer la surprise. A ses homologues, le président français ne devrait guère faire autre chose que marteler un discours déjà rôdé. A l'Elysée, on résume cela ainsi : ambition d'un « *alléger la fonctionnement institutionnel* » et d'« *accélérer pour avoir des résultats plus rapides* ».

Comment un tel discours sera-t-il perçu à Bruxelles? Dans l'entourage du président français, l'on veut croire que le moment n'est pas si défavorable. « La capacité d'agir du président de la République est celle que lui confèrent les ins-

titutions », martèle l'Elysée. Dans ce contexte, le résultat du scrutin, loin d'être un handicap, est vu comme une opportunité. « La montée de l'eurosepticisme, des extrêmes et de la défiance justifie plus que jamais les propositions que nous faisons depuis deux ans », insiste un proche du chef de l'Etat.

A l'Elysée, les lendemains de débâcle électorale ne se ressemblent pas. Après les municipales de mars, François Hollande avait d'emblée opté pour le mouvement, annonçant dès le lundi suivant le second tour la nomination d'un nouveau premier ministre. Aujourd'hui, l'impression qui domine est celle de la tétanie. « J'attends la feuille de route. On ne voit pas très bien où est le rebond », se désespère un conseiller du prési-

Un conseiller du président souligne l'ambiance « lugubre » qui règne ces dernières heures à l'Elysée

dent, qui souligne l'ambiance « *lugubre* » régnant ces dernières heures à l'Elysée. L'équipe du président n'entrevoit, à ce stade, nulle issue de secours. L'incertitude stratégique est à son comble. Et ce d'autant que l'agenda contraint fortement le chef de l'Etat.

Le calendrier parlementaire, d'abord. Il y aura, très vite, le périlleux débat sur la réforme pénale, la semaine prochaine à l'Assemblée nationale, que la droite attend l'arme au pied depuis des mois et qui prend dans le contexte post-électoral une dimension particulière. Et, surtout, le gros morceau législatif de ce morne printemps, le projet de loi de finances rectificative (PLFR) et le projet de loi de financement de la sécurité sociale rectificative (PLFSSR), qui pourrait cristalliser la fronde ouverte, depuis les municipales, dans une partie de la majorité. « Le test, c'est le PLFR et le PLFSSR, estime un proche de Manuel Valls. Ça sera la traduction juridique et financière et concrète d'un pacte de responsabilité qui jusqu'ici n'existe que dans les mots. » Difficile, dans ce contexte très contraint, d'espérer renverser la table. « Il n'y a pas de coup possible en quinze jours », juge un ministre.

Là encore, l'agenda présidentiel laisse peu de marge de manœuvre,



Angela Merkel et François Hollande, à Stralsund (Allemagne), le 10 mai. ALAIN JOCARD/AFP

contraint par nombre de rencontres diplomatiques et de commémorations : déplacement en Pologne puis G7 à Bruxelles, les 4 et 5 juin, 70^e anniversaire du débarquement en Normandie le 6, traditionnelle cérémonie d'hommage aux 99 pendus de Tulle par la division SS Das Reich le 9, voyage en Andorre, dont le président français est le « coprince », les 12 et 13 juin. Autant de rendez-vous qui, s'ils devraient conforter la stature régaliennne de M. Hollande, ne lui permettront assurément pas de reconstituer, à court terme, son capital politique et sondager.

Pour occuper le terrain politique, l'exécutif compte en réalité sur la mère de toutes les réformes pour la seconde partie du quinquennat, celle dont M. Hollande espère qu'elle marquera à la fois son mandat et les mémoires : la réforme territoriale. « On va aller extrêmement vite et extrêmement fort », annonce Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement. Il est difficile de croire, toutefois, que l'impact à court terme dans l'opinion

d'une telle réforme, à la fois complexe juridiquement et périlleuse politiquement, sera assez puissant pour panser le séisme du scrutin européen.

En réalité, le président n'a plus guère de choix. Il a déjà changé de premier ministre, de gouvernement et de premier secrétaire du PS. Il a modifié les équilibres de son staff à l'Elysée, limogé son conseiller politique, nommé un nouveau secrétaire général. Il a lancé le « pacte de responsabilité » et un plan d'économies de 50 milliards d'euros.

Plus que jamais, il lui faut marteler qu'il n'y a qu'une ligne, la sienne. « Le score des Verts et le score de Mélenchon sont significatifs : il n'y a pas un mouvement politique à la gauche de la gauche, pas de demande d'une autre orientation politique à gauche », estime M. Le Guen. « C'est forcément très compliqué, résume un autre ministre. Mais il n'y a pas d'autre chemin que de tenir et d'agir. Il n'y a pas de solution miracle. » ■

DAVID REVAULT D'ALLONNES ET THOMAS WIEDER

Une partie du PS prête à se confronter au gouvernement

SILENCE RADIO, ou presque. A l'issue de l'allocution de François Hollande, lundi 26 mai, il n'y avait pratiquement pas un député socialiste pour spontanément apporter son soutien au chef de l'Etat. Sur Twitter, le député issu de l'aile gauche, Pascal Cherki, a semblé au contraire résumer l'état d'esprit d'une partie de la majorité en écrivant : « Ce soir, j'hésite entre Comme d'habitude de Claude François et Marche à l'ombre de Renaud. »

Du premier ministre, le matin au micro de RTL, jusqu'au président de la République, le soir à la télévision, le message a été clair : pas de changement de cap. Mardi, devant les députés socialistes réunis en groupe, Manuel Valls ne devrait pas dire autre chose même si, selon l'un de ses proches, « il ne va pas leur faire la leçon ». Quelle que soit la forme du propos, il ne suffira pas à apaiser une majorité de plus en plus tendue.

Dès lundi, les « frondeurs » du PS ont repris la plume pour « proposer une nouvelle politique ». « La gauche au pouvoir doit agir autrement », écrivent les élus PS Pouria Amirshahi, Laurent Baumel, Jean-Marc Germain, Jérôme Guedj et Christian Paul au nom de l'« Appel des cent » – dont on ne sait pas com-

bien ils sont vraiment. De leur côté, 21 députés socialistes avaient signé, dès dimanche, une tribune affirmant au contraire qu'« il ne saurait être question de remettre en cause les équilibres du pacte de responsabilité ».

Pas de raison que les lignes de fracture se referment. « Les européennes ont confirmé notre thèse : s'il n'y a pas d'inflexion sur le fond, le changement de casting ne suffit pas », assure Laurent Baumel. Un peu interdit après l'intervention de François Hollande, Pouria Amirshahi continue, lui, de dénoncer une « vision tristement comptable, qui n'engage pas le pays à reprendre confiance en lui ». « Le moment est venu d'envisager une très large convergence de la gauche », assure-t-il évoquant, comme certains, l'idée du retour d'une grande gauche plurielle.

« Il faut retrouver le numéro de portable de Jean-Luc Mélenchon et l'appeler », soutient également Thomas Thévenoud, quand, pour Julien Dray, chargé par Jean-Christophe Cambadélis de piloter un « comité de liaison » avec l'ensemble des partis de gauche, il est temps de « bâtir » un « projet émanicipateur » avec « toute la gauche, les roses, les rouges et les verts ». Le

premier secrétaire entend d'ailleurs contacter les différentes composantes de la gauche pour discuter de leur avenir commun.

Mais encore faudrait-il déjà solifier le bloc socialiste quand le chef de l'Etat semble, lui, prêt à aller au bras de fer avec sa majorité. « Nous ne manquons pas d'idées, mais il n'en prend aucune. A nous de démontrer par la loi qu'il y a une majorité pour une autre

« Le moment est venu d'envisager une très large convergence de la gauche » Pouria Amirshahi député PS des Français de l'étranger

politique », prévient Pouria Amirshahi. « Ils doivent s'inscrire dans un cadre de débat collectif », renvoie de son côté Carlos Da Silva, député suppléant de Manuel Valls, pour qui « il faut co-construire, c'est notre seule possibilité de nous en sortir collectivement ».

Cette « co-construction », pour les frondeurs, passera par des amendements aux textes budgétaires de cet été. Mardi matin,

ceux-ci devaient se réunir pour les préparer, avec pour logique de rééquilibrer l'effort budgétaire en faveur des ménages, plus que pour les entreprises, explique Laurent Baumel. Mais il prévient : « Nous irons jusqu'au bout. Si le gouvernement n'en veut pas, il devra nous faire battre par le vote. » « On est capables de s'engager si l'exécutif décide de ne pas nous entendre », renchérit Matthias Fekl.

En face, les partisans de la ligne gouvernementale se montrent fermes. « On ne va pas rassurer les Français et nos électeurs en pratiquant des tournants toutes les deux semaines », explique Christophe Borgel, quand Carlos Da Silva ferme le ban : « Les Français ne demandent pas une politique plus à gauche ni plus à droite, ils demandent de la confiance parce qu'ils sont très inquiets. » Mais sous le sceau de l'anonymat, de plus en plus de ténors de la majorité disent leur doute, assurant qu'« on ne peut pas à la fois lutter contre le déficit et réorienter 41 milliards dans un rapport aussi inégal entre les entreprises et les citoyens ». ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN ET BASTIEN BONNEFOUS

Le président français affaibli dans les institutions de l'UE

Berlin, Bruxelles
Correspondants

Député (CDU) de Pforzheim (Bade-Wurtemberg), à quelques dizaines de kilomètres de l'Alsace, Gunther Krichbaum n'en revient pas. « C'est affreux, ce qui vous arrive. J'ai même envie de dire dégueulasse. Mais il faut reconnaître que depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir, rien ne s'est amélioré. » En quelques mots, le président de la commission des affaires européennes du Bundestag traduit le désarroi des responsables politiques allemands face à la victoire du Front national. A leurs yeux, celle-ci affaiblira le président français face à ses homologues européens, affaiblira la France dans les institutions et, au final, posera un problème supplémentaire à l'Allemagne, qui peut de moins en moins compter sur son principal partenaire pour faire avancer l'Union européenne.

François Hollande « est dans une situation très grave. Très dangereuse. Un jour il va manquer d'autorité. Il doit prouver qu'il est capable de mener des réformes en France », observe Gunther Krichbaum. Ce constat est partagé par Angela Merkel. Pour la chancelière allemande qui a jugé, lundi 26 mai, « regrettable » la montée des eurosceptiques en Europe, « une politique de compétitivité, de croissance et d'emploi est la meilleure réponse » que les dirigeants peuvent apporter. « Cela vaut aussi pour la France », a-t-elle ajouté.

A la table du Conseil européen, nombre de chefs d'Etat et de gouvernement, que M. Hollande devait retrouver mardi 27 mai à Bruxelles, vont penser que la France est décidément incapable de se réformer. M. Hollande avait déjà frappé les esprits, en mai 2013, en déclarant que la Commission européenne n'a pas à « dicter » les réformes à mettre en œuvre en France. Depuis, le non-respect par Paris de ses engagements budgétaires a agacé ses partenaires de la zone euro. Les pays du Nord l'encouragent à faire plus. Ceux du Sud ne comprennent pas pourquoi la France bénéficie de délais pour redresser ses comptes, sans réformer en profondeur son économie.

Ce manque de crédibilité a déjà beaucoup affaibli la position du chef de l'Etat. François Hollande a su se faire entendre sur le terrain de la diplomatie et des opérations militaires en Afrique, mais il a souvent du mal à entraîner ses partenaires, comme l'a montré le lancement laborieux d'une mission européenne en Centrafrique. « Hollande a bien fait, au début, de prendre ses distances avec Merkel, pour rompre avec le "Merkozy", constate l'ancien premier ministre d'un pays du Sud. Le problème est que pour Merkel, la crédibilité ne s'acquiert que sur le terrain économique, là où le chef de l'Etat a perdu du temps. »

Désarroi allemand

La victoire du FN risque aussi d'affaiblir le poids de la France dans les institutions. « L'influence de la France au Parlement [européen] va diminuer car, pour peser, les députés d'un pays doivent être très engagés dans les commissions », constate M. Krichbaum.

De plus, jusqu'ici, les députés d'un pays, de la majorité ou de l'opposition, avaient tendance à soutenir un projet défendu par leur gouvernement. Or, il est peu vraisemblable que les députés frontistes soutiennent le gouvernement français. Pour Ulrike Guérot, associée à Open Society Initiative for Europe, « la question des trois dernières années était : l'Europe va-t-elle échouer à cause du nationalisme allemand ? Mais celle des trois années à venir est : l'Europe va-t-elle échouer à cause du nationalisme français ? »

D'où le désarroi des Allemands. « La France reste notre partenaire le plus important », rappelle Gunther Krichbaum. Angela Merkel l'a rappelé en recevant le président français dans sa circonscription les 9 et 10 mai : le moment n'est pas venu de laisser tomber le soldat Hollande. Comme l'analyse Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe-Institut Jacques Delors, « ce scrutin ouvre une période de cohabitation non pas seulement entre forces européennes et partis europhobes, mais aussi entre la France et les autres pays de l'UE ». ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE ET PHILIPPE RICARD

Commission : les tractations ont commencé

Jean-Claude Juncker, le chef de file des conservateurs, tente de s'imposer en dépit des oppositions dans son camp

Bruxelles, Berlin
Correspondants

Il est apparu fatigué pendant toute la campagne électorale. Mardi 27 mai, au surlendemain des élections, Jean-Claude Juncker devait être au cœur de toutes les conversations, lors d'un dîner des chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Huit à Bruxelles. Le chef de file de la droite européenne, le Parti populaire européen (PPE), arrivé avec une vingtaine de sièges d'avance sur les socialistes, fait figure de favori pour accéder à la présidence de la Commission européenne, dans la foulée du scrutin.

Les résultats à peine connus, il s'est appliqué à revendiquer le poste, sans grand enthousiasme. Lundi, Angela Merkel elle-même a assuré que l'ancien premier ministre luxembourgeois était « notre

Début mai, Angela Merkel n'a pas hésité à sonder les intentions de Christine Lagarde, la directrice générale du FMI

candidat pour la présidence de la Commission ».

Candidat, Jean-Claude Juncker l'était déjà en 2009 pour présider le Conseil européen. Il avait été coiffé au poteau par le Belge Herman Van Rompuy. Ironie du sort, c'est ce dernier qui devait être mandaté mardi soir par les chefs d'Etat et de gouvernement pour piloter les négociations sur les postes à pourvoir à la tête des institutions européennes.

Cette fois encore, rien n'est acquis. En pole position dans la course qui commence, Jean-Claude Juncker a d'ores et déjà engagé les consultations pour bâtir une majorité au Parlement comme au Conseil européen. « *Je ne me mets à genoux devant aucun dirigeant, j'ai gagné les élections* », a lancé lundi l'ancien premier ministre luxembourgeois. M. Juncker participera dès mardi après-midi au sommet des dirigeants du PPE, organisé juste avant le dîner à vingt-huit.

Sa formation compte onze membres autour de la table du Conseil européen, pour douze socialistes et quatre libéraux, sans oublier David Cameron, qui n'appartient à aucune des grandes familles politiques du continent. Mais dans son propre camp, Jean-Claude Juncker compte de solides ennemis, à commencer par le premier ministre hongrois, le populiste Viktor Orban, ou les Italiens de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, qui n'apprécient par les sou-



Jean-Claude Juncker, candidat à la présidence de la Commission, dimanche 25 mai, à Bruxelles. WIKTOR DABKOWSKI/ZUMA/REA

tiens germaniques du candidat. Pendant la campagne, l'UMP s'est bien gardée, elle aussi, de s'afficher au côté de celui que Nicolas Sarkozy avait pris en grippe pendant sa présidence.

La chancelière allemande elle-même reste ambiguë à l'égard de son « candidat ». Lors d'un voyage à Washington, début mai, Angela Merkel n'a pas hésité, d'après nos informations, à sonder les intentions de Christine Lagarde, la directrice générale du FMI. Cette dernière hésite. Quant à François Hollande, il ne veut pas entendre parler du retour de l'ancien ministre des finances de Nicolas Sarkozy et aurait tenté, lors de leur rencontre mi-mai à Stralsund, de dissuader M^{me} Merkel d'aller en ce sens. « *Ce serait un non-sens pour la France et pour l'Europe* », dit-on à l'Elysée.

Parmi les chefs d'Etat et de gouvernement, certains, dont M. Hollande, sont d'ailleurs prêts à apporter leur soutien à Jean-Claude Juncker. D'autres peuvent se laisser convaincre, à l'instar de l'Espagnol

Mariano Rajoy, qui placerait bien, en échange, son ministre des finances à la tête de l'eurogroupe. Un troisième bloc, mené par David Cameron et le Suédois Fredrik Reinfeldt, s'organise pour résister à ce qu'il considère comme un coup de force du Parlement européen. Le premier ministre britannique, sous le coup de la victoire du parti anti-européen UKIP, veut soutenir un homme ou une femme capable de réorienter l'Europe. Il se méfie du « fédéraliste » Juncker, vétéran de la construction européenne, l'un des pères de l'euro et un pilier du sauvetage chaotique de la monnaie unique.

L'autre difficulté, plus facile à surmonter, sera de rallier une majorité absolue des nouveaux élus du Parlement européen (soit 376 voix sur les 751 élus). Lundi, les membres du Parti socialiste européen (PSE) ne semblaient pas vouloir lâcher leur *Spitzenkandidat* (chef de file), Martin Schulz. « *Le PPE a recueilli le plus de sièges mais c'est quand même lui le grand per-*

dant de cette élection », a jugé Sergueï Stanichev, le président du PSE, en référence aux quelque 60 sièges perdus par la coalition conservatrice. Avec 190 sièges, contre 213 au PPE, selon des décomptes provisoires, Martin Schulz ne désespère pas de bâtir une majorité alternative avec les libéraux, les Verts, voire la gauche radicale. Mais cette alliance ne dispose pas d'une majorité au sein de l'hémicycle.

Le candidat du PPE peut au moins compter sur les Verts européens. « *C'est à M. Juncker de débiter les négociations* », a estimé l'Allemande Rebecca Harms, la coprésidente des écologistes. En contrepartie, les Verts, qui devraient pouvoir compter sur un groupe de 53 députés, assurent qu'ils vendront chèrement leur soutien. « *Mon groupe ne soutiendra pas un candidat à la présidence qui n'intègre pas nos priorités politiques dans son programme: le changement climatique et une Europe plus juste* », a proclamé

M^{me} Harms. « *On se ralliera à Juncker à condition qu'il sorte de la logique intergouvernementale qui a prévalu jusqu'à présent et qui laisse trop peu de place au Parlement* », ajoute l'eurodéputé français José Bové, co-chef de file des

Martin Schulz ne désespère pas de bâtir une autre majorité avec les libéraux, les Verts, voire la gauche radicale

écologistes pendant la campagne.

Une bonne partie du destin de Jean-Claude Juncker va dépendre des négociations engagées au sein de la grande coalition au pouvoir à Berlin. En prélude au dîner des Vingt-Huit et après des entretiens avec François Hollande et David Cameron, Angela Merkel a reçu, lundi soir, Horst Seehofer, le président de la CSU, et Sigmar Gabriel,

président du SPD. Dans une déclaration rendue publique lundi, la direction du SPD a présenté dix conditions pour former ce qui s'apparente, au niveau européen, à une grande coalition. Aucun des dix points soulevés ne paraît inconciliable avec la politique de M^{me} Merkel.

À l'adresse de Jean-Claude Juncker, les sociaux-démocrates insistent surtout sur la lutte contre le chômage des jeunes, sur la régulation du système financier, la réindustrialisation de l'Europe et la négociation du traité transatlantique de libre-échange « *sur de nouvelles bases* », avec plus de transparence et de participation de la société civile. « *Les populistes de droite, Fidesz en Hongrie, comme Forza Italia en Italie, ne doivent avoir aucune influence sur la conduite de l'Europe* », avertit le SPD pour peser face au Parti populaire européen. ■

**CÉCILE DUCOURTIEUX,
PHILIPPE RICARD
ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE**

Au Royaume-Uni, David Cameron se trouve sous la pression des souverainistes du UKIP

Londres
Envoyée spéciale

Maintenant, David Cameron pèse ses mots. Il n'y a encore pas si longtemps, il se gaussait ouvertement du UKIP, ce parti souverainiste fondé en 1993 par quelques thatchériens furieux du traité de Maastricht. Avant d'arriver à Downing Street, le premier ministre avait traité ces europhobes obstinés de « *tartignoles, cinglés et racistes éhémérés* ».

Depuis ce dimanche 25 mai où le petit UKIP a écrasé à la fois les Tories, le Labour et les lib-dems pour devenir le premier parti britannique au Parlement européen, M. Cameron fait attention à ne pas lui manquer de respect. Et surtout pas à son charismatique leader, Nigel Farage. A celui qu'il comptait parmi les tartignoles, le premier ministre donne maintenant du « *M. Farage* ».

Il n'en fallait pas tant pour que Nigel Farage exulte. Les hommes politiques et les commentateurs de ce scrutin, a-t-il constaté avec une jubilation contenue lors d'une conférence de presse à Londres, lundi, « *ressemblent à des poissons rouges qui tendent leur bouche pour chercher de l'air* » et se rassurent « *en répétant qu'il s'agit d'un vote protestataire* ». Il prédit que « *ces résultats auront de lourdes conséquences sur les chefs des autres partis* ».

Chez les conservateurs comme au Labour, on ne sait pas comment se dépêtrer de ce brillant tribun populiste et excentrique qui s'attribue tous les clichés du Britannique pur jus avec une drôlerie calculée, clame son ultralibéralisme, dénonce le rapt de son pays par l'Union européenne (UE), s'attaque à l'immigration et s'efforce avec plus ou moins de bonheur de rester un parti « *décent* » et « *non*

raciste ». C'est la première fois depuis cent ans qu'une formation autre que le Labour ou les Tories remporte une élection nationale au Royaume-Uni. Le triomphe de Nigel Farage, député européen depuis 1999, tétanise les politiques britanniques autant que celui de Marine Le Pen en France.

Entre les résultats de dimanche soir et le Conseil européen qui se tient à Bruxelles mardi, David Cameron a téléphoné à certains de ses homologues, dont la chancelière allemande, Angela Merkel, pour tenter de les convaincre : le succès spectaculaire du UKIP et de nombreux partis populistes en Europe lui offrent le prétexte de plaider encore plus vigoureusement pour une réforme urgente des traités de l'Union européenne et de nouvelles dérogations pour le Royaume-Uni.

C'est pour le premier ministre une question de survie. Nigel Far-

ge compte utiliser sa position de force pour obtenir des deux principaux partis l'engagement ferme d'un référendum sur le divorce définitif entre la Grande-Bretagne et l'UE, ce que David Cameron s'est déjà résigné à faire s'il n'obtenait pas une révision des traités.

Législatives en mai 2015

Le nouvel homme fort de l'Angleterre est convaincu qu'Ed Miliband finira par céder à son tour. « *Miliband devra proposer aussi un référendum, faute de quoi il deviendra le grand recruteur de votes pour le UKIP* », assure-t-il. Des députés travaillistes tentent déjà d'en convaincre leur leader. Quant au vice-premier ministre Nick Clegg, chef des lib-dems et grand perdant des élections européennes, Nigel Farage veut croire qu'il devra démissionner avant le scrutin de 2015.

« *Mon rêve est devenu réalité.*

L'armée populaire qui soutient le UKIP a remporté une élection nationale dans ce pays et je suis immensément fier », confesse M. Farage qui ajoute à l'effet miracle en rappelant qu'il est le rescapé d'un accident d'avion, en 2010. « *Je vous promets quelque chose : si vous croyez que le UKIP vient d'atteindre son niveau maximal, vous n'avez encore rien vu.* »

L'objectif de Nigel Farage n'est pas de s'arrêter à sa victoire bruxelloise, mais de peser sur les élections législatives de mai 2015 et de conquérir des sièges à Westminster, dont éventuellement un pour lui-même. « *Les résultats des élections européennes ont donné au UKIP un élan pour les élections générales* », dit-il. Cependant, l'éventuelle obtention de sièges par le UKIP à la Chambre des communes n'est pas ce qui préoccupe le plus David Cameron et son adversaire du Labour, Ed Mil-

band. Même sans élus, M. Farage est devenu faiseur de rois, capable d'influencer leurs programmes et de faire basculer la majorité d'un côté ou de l'autre. Son parti, qui vampirise l'aile droite du Parti conservateur, commence à gagner aussi des électeurs du Labour, comme le montre sa percée dans le nord de l'Angleterre et au Pays de Galles.

Avec ses homologues europhobes, Nigel Farage a asséné un coup de gourdin à l'intégration européenne. Au Royaume-Uni, il place à lui seul les grands partis dans une situation de panique. La prochaine étape sera l'élection partielle du 5 juin à Newark (East Midlands), où le UKIP pourrait remporter son premier siège à Westminster. « *L'armée populaire du UKIP est maintenant en marche vers Newark* » déclare-t-il, tout vibrant. ■

MARION VAN RENTERGHEM

Fort de sa victoire, Matteo Renzi prend la tête de la gauche européenne

Le président du conseil italien, qui présidera l'UE pendant six mois, veut l'« inviter à changer »

Rome
Correspondant

C'était il y a un mois. De passage à Rome, le 27 avril, pour la canonisation des papes Jean XXIII et Jean Paul II, le tout nouveau premier ministre français, Manuel Valls, confiait à quelques journalistes ses impressions sur Matteo Renzi, avec qui il avait diné la veille au Palais Chigi, le siège de la présidence du conseil.

« Nos points communs ?, s'interrogeait-il. Nous sommes deux dirigeants de gauche. Nous voulons réformer vite et en profondeur. Nous sommes conscients que l'Europe est en danger si on ne relève pas les défis de la compétitivité, de l'emploi, de la politique monétaire »

Les parlementaires de gauche transalpins seront les plus nombreux au sein du Parti socialiste européen à Strasbourg

et de la fiscalité. Dans cette perspective, la personnalité de Renzi est importante. Il a une vision de ce que doit être la reconstruction de la gauche européenne. C'est un sujet qui m'intéresse également. »

Quatre semaines plus tard, le parallélisme ne fonctionne déjà plus : le Parti socialiste français n'a rassemblé que 13,98 % des suffrages, son presque équivalent transalpin, le Parti démocrate (PD, centre gauche), a obtenu la seule bonne surprise du 25 mai pour la gauche européenne en remportant 40,8 % des voix, repoussant son adversaire europhobe, le Mouvement 5 étoiles de l'ancien comique Beppe Grillo, à 21,2 % des suffrages et infligeant la plus sévère défaite de son histoire à Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi (16,8 %).

Par les temps qui courent, c'est presque un miracle, venant de la part d'un homme inconnu encore

en décembre 2012 – sinon des habitants de la ville de Florence dont il était le maire – lorsqu'il tenta de ravir, sans succès, l'investiture du PD pour les élections législatives et sénatoriales de février 2013.

Aujourd'hui, le chef du gouvernement français pourrait dire à son homologue transalpin, alors que l'Italie prendra, à partir du 1^{er} juillet, la présidence tournante de l'Union européenne (une fonction d'ailleurs devenue essentiellement symbolique) : « Tu es jeune, populaire, énergique. A toi d'assumer le leadership de la gauche dans l'Union. »

Même s'il assure aborder son rendez-vous européen avec « humilité », le chef du gouvernement italien est bien conscient du nouveau poids qui est désormais le sien et des marges de manœuvre que son triomphe électoral lui ménage. Voulant placer son action européenne sous le signe de l'emploi, de la croissance, il peut prendre la tête d'un front antirigueur et militer pour un assouplissement du carcan budgétaire dont l'Italie, qui est sortie de la plus longue récession de son histoire au troisième trimestre de 2013 pour se retrouver confrontée à une nouvelle contraction de son produit intérieur brut (PIB) de -0,1 %, pourrait être la première à bénéficier.

« L'Italie est en mesure d'influencer les choix européens, s'est-il félicité, lundi 26 mai, lors d'une conférence de presse. C'est un vote d'espérance extraordinaire, d'un pays

Le Parti démocrate gagne deux régions

Le Parti démocrate (PD, centre gauche) a remporté deux régions, le Piémont et les Abruzzes, lors des 4 000 scrutins locaux qui se sont tenus, dimanche 25 mai, en même temps que les élections européennes. Dans le Piémont, gouverné jusqu'alors par la Ligue du Nord, Sergio Chiamparino l'emporte, avec 47,1 % des suffrages ; dans les Abruzzes, région dirigée par



Le président du conseil italien, Matteo Renzi, lors d'une conférence de presse au palais Chigi, à Rome, lundi 26 mai. SIMONA GRANATI/DEMOTIX/CORBIS

qui réunit toutes les conditions pour changer et pour inviter l'Europe à changer. » Pas question, a-t-il encore expliqué, « d'opposer les pays européens en créant des axes, par exemple l'Italie avec l'Allemagne contre la France. Il faut sortir de cette situation délicate ensemble, en se prenant par la main. »

Il n'a pas manqué de souligner que les parlementaires de gauche transalpins seront les plus nombreux (31) au sein du Parti des socialistes européens (PSE) à Strasbourg, auquel tous les élus du PD, jusqu'alors dispersés dans deux groupes, adhéreront désormais.

Même s'il n'en est pas l'instigateur, c'est sous son mandat de secrétaire du PD que la gauche italienne a officiellement adhéré, le 1^{er} mars, au PSE. « En arriant le Parti démocrate au PSE, Renzi avait pour ambi-

tion de transformer la gauche européenne de l'intérieur, explique le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Sandro Gozi. Sa stratégie est aujourd'hui renforcée. Certes, dans un premier temps, celui des nominations, nous devons composer. Mais c'est une chance à saisir. Le résultat des élections en France nous encourage sur cette voie. Il faut élargir cet axe franco-allemand qui a conduit la gauche à soutenir des politiques de droite. La gauche doit redevenir la gauche. »

Des premiers contacts ont été pris dès lundi entre Matteo Renzi, François Hollande et l'Allemand Sigmar Gabriel, le président du SPD, dans la perspective des réunions entre chefs d'Etat et de gouvernement qui devaient se tenir mardi à Bruxelles.

L'Italie, qui a souvent été le théâtre d'expériences politiques atypiques, apparaît désormais comme un « exemple » pour les gauches européennes. Nommé le 22 février après avoir poussé son prédécesseur, Enrico Letta, à la démission, M. Renzi a immédiatement tourné le dos aux politiques de rigueur menées par tous ses prédécesseurs depuis 2009 en injectant 90 milliards d'euros dans une économie à la croissance quasi nulle depuis vingt ans.

Matteo Renzi, bouée de sauvetage de la gauche européenne ? Le

paradoxe n'est pas mince pour un élu qui a accédé au pouvoir sans passer par le suffrage universel, issu du scoutisme, des mouvements d'action catholique et des rangs du Parti populaire italien, une branche de la défunte Démocratie chrétienne. « Je ne suis peut-être pas de gauche, aimait-il à répéter lorsqu'il n'était que maire de Florence, mais je fais des choses de gauche. » Dans ses meetings de campagne, il s'est même aventuré à défendre la mémoire d'Enrico

Nommé le 22 février, M. Renzi a tourné le dos aux politiques de rigueur menées par ses prédécesseurs depuis 2009

cratie chrétienne. « Je ne suis peut-être pas de gauche, aimait-il à répéter lorsqu'il n'était que maire de Florence, mais je fais des choses de gauche. » Dans ses meetings de campagne, il s'est même aventuré à défendre la mémoire d'Enrico

Berlinguer (1922-1984), le toujours très populaire ex-premier secrétaire du Parti communiste italien dont tout l'éloigne.

Ce virage tactique lui a permis de souder derrière lui tout son parti – né en 2007 de la fusion entre anciens communistes et ex-démocrates-chrétiens de gauche – et de lui assurer son plus grand succès à ce jour. Sa décision de rendre « 10 milliards d'euros à 10 millions d'Italiens » sous la forme de baisses d'impôts, alors qu'il reste des interrogations sur le financement de cette mesure, a achevé sa métamorphose.

Associée à une baisse de 10 % des charges et de la facture énergétique des entreprises, elle porte la marque de son pragmatisme et de son culot. Elle n'est pas pour rien dans le triomphe que beaucoup lui envient. ■

PHILIPPE RIDET

M. Rubalcaba, chef des socialistes espagnols, démissionne

Fragilisé par la décomposition du bipartisme, le PSOE tiendra un congrès extraordinaire en juillet

Madrid
Correspondance

Véritable électrochoc pour le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), les résultats du scrutin européen ont conduit son secrétaire général, Alfredo Perez Rubalcaba, à annoncer sa prochaine démission. « J'assume la défaite, a-t-il déclaré lundi 26 mai. Une nouvelle direction doit mener le changement. » Il cédera sa place lors d'un congrès extraordinaire, les 19 et 20 juillet, dans l'espoir de revitaliser le parti.

Les élections européennes ont particulièrement sanctionné les socialistes, qui ont à peine recueilli 23 % des suffrages. Alors que le PSOE pensait avoir touché le fond lors des élections générales de 2011, il a continué sa chute et perdu cinq points supplémentaires. Par rapport aux européennes de 2009, le revers est encore plus sévère : deux millions d'électeurs, quinze points et neuf sièges en moins. Jamais il n'avait réalisé un score aussi bas.

En Catalogne, le Parti socialiste catalan (PSC) est passé de la première place, avec 36 % des voix en

2009, à la troisième, avec 14 % des suffrages, derrière la Gauche indépendante (ERC) et les nationalistes de droite (CiU), défenseurs d'un référendum sur l'indépendance le 9 novembre.

Depuis le tournant de la rigueur pris en 2010 par le président socialiste du gouvernement, José Luis Rodríguez Zapatero, le PSOE n'a cessé de perdre des voix. Dans l'opposition depuis novembre 2011, il pensait remonter la pente peu à peu, d'autant plus que le Parti populaire (PP, conservateur, au pouvoir) a multiplié les plans d'austérité impopulaires.

Mais cela n'a pas été le cas. M. Rubalcaba, déjà ministre de l'intérieur et porte-parole du gouvernement de M. Zapatero, s'est accroché au poste de secrétaire général alors que de nombreuses voix au sein du parti pensaient qu'une rénovation du programme politique mais aussi un renouvellement des dirigeants étaient indispensables et urgents.

« Nous n'avons pas retrouvé la confiance parce que les gens passent un très mauvais moment et que certains se souviennent que cela a commencé quand nous

étions au gouvernement », a préféré expliquer, lundi, M. Rubalcaba.

Mais le PSOE a aussi souffert des critiques émanant de la rue. D'abord du mouvement des « indignés », surgi le 15 mai 2011 sur les places espagnoles, puis des plateformes de défense de la santé ou de l'éducation publiques et des manifestants anti-austérité qui ont pris pour cible les deux grands partis, affublés du sigle « PPSOE » pour dénoncer leur similitude. Un message qui semble avoir trouvé un écho dans la population.

La surprise Podemos

Le PP a lui aussi été sanctionné dimanche, lors d'élections qui ont remis en cause le bipartisme qui caractérisait la vie politique espagnole depuis le début des années 1980. Bien qu'arrivés en tête du scrutin, les conservateurs n'ont obtenu que 26 % des voix, contre 42 % en 2009, malgré l'absence de concurrence réelle à droite. Au total, le PP et le PSOE ne recueillent que 49 % des suffrages, contre 80 % en 2009.

Les écolo-communistes de la Gauche unie sont arrivés en troisième position, mais la grande surprise des élections européennes, c'est

l'irruption d'un parti créé il y a trois mois, issu du mouvement des « indignés ». Podemos a obtenu près de 8 % des voix et 5 sièges au Parlement européen avec un discours orienté très à gauche et critique contre les politiques d'austérité, le bipartisme et la « caste » politique. Malgré ces résultats inespérés, Pablo Iglesias, professeur de sciences politiques à l'université Complutense et tête de liste de Podemos, s'est dit insatisfait et s'est fixé pour objectif de « virer » les deux grands partis, qui « font partie du problème » de l'Espagne.

Le PSOE parviendra-t-il à regagner la confiance de ses électeurs, à se moderniser et à s'ouvrir aux attentes de la base et aux nouvelles formes de démocratie participative utilisées par les petites formations politiques ? Au sein du parti, certains candidats à la relève se sont déjà montrés déçus par le choix d'un congrès extraordinaire lors duquel un millier de délégués, contrôlés par leur fédération régionale, éliront le nouveau secrétaire général, alors que des primaires ouvertes étaient initialement promises pour novembre. ■

SANDRINE MOREL

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE	
<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>5-6-7 IMMOBILIER SARL 14 Avenue de l'Opéra 75001 PARIS RCS : 520 217 043</p> <p>depuis le 1^{er} janvier 2011 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL 5-6-7 IMMOBILIER .</p>	<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>ACTA IMMOBILIER SARL 33 Rue de la Clémentide 34980 SAINT CLÉMENT DE RIVIERE RCS: 439 351 867</p> <p>depuis le 1^{er} janvier 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL ACTA IMMOBILIER.</p>
<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>AGENCE IMMOBILIER ET INVESTISSEMENTS A2I SAS 120 Grande rue Saint Michel 31400 TOULOUSE SIREN : 428 799 720</p> <p>depuis le 1^{er} janvier 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS AGENCE IMMOBILIER ET INVESTISSEMENTS A2I.</p>	<p>LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44</p> <p>QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :</p> <p>M ET C SARL 215 Rue Jean Jaurès - 83000 TOULON SIREN : 410 598 494</p> <p>depuis le 1^{er} janvier 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL M ET C.</p>

Les élections européennes ont connu une poussée des partis qui ont en commun l'aversion de l'Europe. Zoom sur ce courant très à droite et très disparate

La mosaïque europhobe

XX % Résultats aux élections européennes en pourcentage des voix exprimées



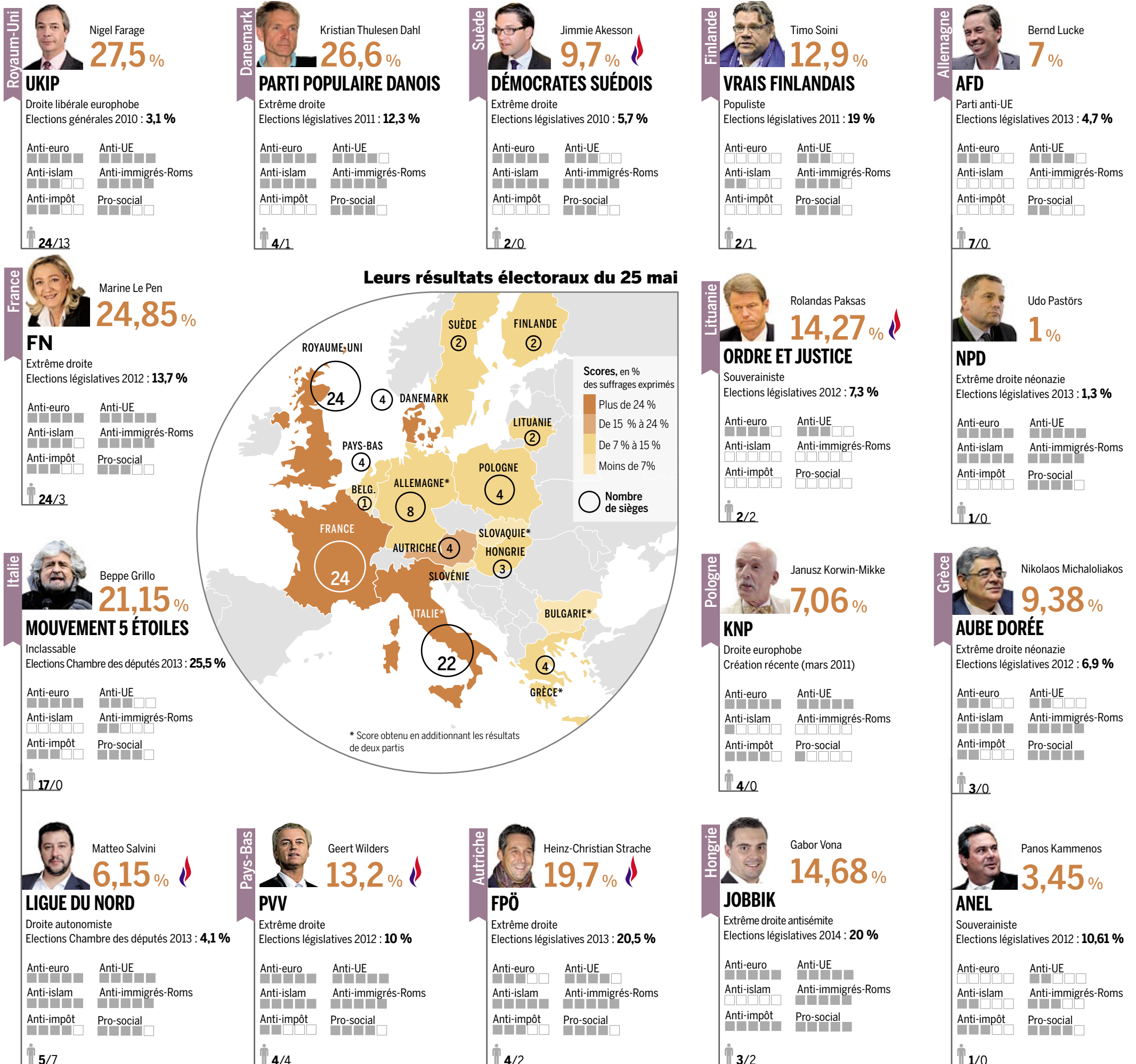
Nombre de députés entrants/sortants

□□□□ Niveau d'adhésion au thème



Alliance possible avec le FN

Figurent ici les partis europhobes appartenant à des pays où le vote anti-européen a dépassé les 7 % et ayant eu au moins un élu au Parlement européen.



SOURCES : PARLEMENT EUROPÉEN, FONDATION ROBERT SCHUMAN, LE MONDE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR - INFOGRAPHIE LE MONDE CRÉDITS PHOTOS : AFP ; REUTERS

Les mouvements d'extrême droite et europhobes qui ont triomphé lors des élections européennes du 25 mai regroupent des familles très diverses, aux origines et aux idéologies souvent très différentes. Le chercheur Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite, propose dans une note de la Fondation Jean-Jaurès, « 50 nuances de droite », une classification au sein de ce qui est souvent représenté comme « un grand magma eurosceptique, populiste ou extrémiste de droite ».

La première famille est celle des « conservateurs eurosceptiques ». Elle regroupe le UKIP de Nigel Farage, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ou les Grecs indépendants de Panos Kammenos. Ces formations sont généralement

issues de partis de droite traditionnels, dont elles se sont progressivement détachées, le plus souvent sur les questions européennes. Au sein du Parlement européen, ils se retrouvent plutôt dans le groupe de Nigel Farage, l'Europe de la liberté et de la démocratie.

Le casse-tête des alliances

À l'opposé, les partis néo-nazis ou néo-fascistes constituent une extrême droite radicale, au discours ouvertement raciste et antisémite, dont Aube dorée en Grèce est devenu la face la plus visible. Le NPD allemand vient de faire élire un député européen, qui a recueilli 1 % des suffrages. Pour Jean-Yves Camus, « les extrêmes droites radicales constituent un phénomène en voie de marginalisation », sauf en Grèce.

Les partis regroupés au sein de l'Alliance européenne pour la liberté (AEL), qui vont du Front national au Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders au Pays-Bas en passant par le FPÖ autrichien ou le Vlaams Belang belge, sont au contraire dans une stratégie de normalisation. Ils cherchent à se démarquer « du racisme biologique et de l'antisémitisme », « références incapacitantes » de l'extrême droite historique. Marine Le Pen peine à séduire les Démocrates suédois et tente de se rapprocher des Lituaniens d'Ordre et justice, un parti plutôt souverainiste, dominé par son chef, Rolandas Paksas, « un caméléon politique », selon Jean-Yves Camus.

Certains partis scandinaves, comme les Vrais Finlandais ou le Parti populaire danois, sont à la pointe du refus d'une alliance avec Marine Le

Pen, en raison de l'antisémitisme de son père.

Pour compléter ce tableau composite, il faut ajouter ce que Jean-Yves Camus appelle « des ovnis politiques trans-idéologiques », comme le Mouvement 5 étoiles de Beppe Grillo en Italie.

Ces familles diverses peuvent se retrouver sur des thèmes communs, comme le montre notre infographie : la bureaucratie bruxelloise, l'euro ou l'immigration. Le rejet de l'euro couvre l'essentiel des partis, à l'exception des Vrais Finlandais, farouches partisans d'un euro fort, qu'ils verraient bien fonctionner sans les pays du Sud. L'immigration est un des principaux thèmes de ces droites, mais la menace islamique, qui obsède le Front national ou le PVV, n'est guère perçue en Pologne ou dans les pays baltes.

ALAIN SALLES

Un vote anti-UE générationnel, déconnecté du problème du chômage

En France, le Front national a obtenu 30 % des voix chez les moins de 35 ans

Analyse

Après la déferlante des partis populistes ou extrémistes lors du scrutin du 25 mai, les experts tentent de décrypter l'origine, les motivations et les revendications de ces mouvements protéiformes en Europe.

Faut-il parler seulement d'«europhobie» ? Bruxelles, vue comme une entité supranationale qui déciderait du sort des peuples au mépris des démocraties nationales, a nourri le succès de la plupart des partis populistes. Le discours de partis promettant de revenir au « monde d'avant » a séduit une population inquiétée par les transformations de la société, la disparition de certains métiers, les évolutions technologiques. « Pour ces partis, "l'Europe, c'est ce monde-là", celui de l'internationalisation, de la mondialisation, alors on propose de le "zapper", même si c'est irréaliste », observe Claudia Senik auteur d'une étude sur *Le Mystère du malheur français* (Ecole d'économie de Paris, 2011).

L'extrême droite n'a réellement emprunté le virage anti-Europe qu'à partir des années 1980, ne faisant que l'accentuer depuis le traité de Maastricht en 1992, précise Gaël Brustier, politologue et auteur de *Voyage au bout de la droite* (Fayard, 2011). Ce dernier rappelle que Gianfranco Fini, l'ancien président du Mouvement social italien (MSI, néofasciste) avait même épinglé le symbole de l'euro à sa boutonnière.

Au-delà de la peur d'un monde qui change, pour le politologue – qui récuse le terme de « phobie », car, dit-il, « on ne doit pas psychanalyser le débat » –, la critique de l'Europe a été favorisée par la quasi-interdiction de remettre en cause le fonctionnement de trois institutions : la Banque centrale européenne (BCE), la Cour de justice et la Commission de Bruxelles. « On a dépolitisé le débat », regrette-t-il. Les partis extrémistes se sont donc emparés de ces thèmes quand les pro-européens en sont restés à défendre « l'Europe de la paix ». « On ne peut pas légitimer l'Europe par des slogans cucul », accuse-t-il.



Des militants du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, le 23 mai, à South Ockendon. LEFTERIS PITRAKIS/AP

Y a-t-il un dénominateur commun aux mouvements populistes ? La plupart détestent l'euro, l'Europe et ses élites, et beaucoup s'épouvantent de l'immigration qui menacerait leur identité, mais en dépit de quelques traits communs, les partis d'extrême droite en Europe sont loin de composer une grande famille à vingt-huit, explique Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite dans une note pour la Fondation Jean-Jaurès, « 50 nuances de droite ».

Dans ce « grand magma » on peut déceler des néonazis ou néofascistes – Aube dorée en Grèce et Parti national britannique (BNP) au Royaume-Uni – assumant une rhétorique nationaliste et xénophobe, des partis d'extrême droite plus ambigus comme le Front national (FN) en France ou le Parti libéral d'Autriche (FPÖ), et enfin des partis plus proches des conservateurs, comme les Vrais Finlandais ou le Parti du peuple danois, qui refusent de s'amalgamer avec des partis comme le FN, notamment en raison des propos de Jean-Marie Le Pen sur les chambres à gaz. Il reste des inclassables, nés avec la crise, des partis transidéologiques, comme le Mouvement 5 étoiles de Bep-

pe Grillo en Italie, construit sur la critique du système dans son ensemble. Mais si l'Europe, et parfois l'euro, ont pu servir de défouloir, Gaël Brustier voit surtout monter un discours anti-immigration mâtiné d'une peur de l'islam, vu comme un danger de civilisation.

La crise est-elle le vecteur de la montée des extrémistes ? La précarité, le chômage, l'austérité ont été brandis comme l'explication com-

Au Danemark, le « pays des gens heureux », l'extrême droite est arrivée en tête du scrutin européen

mode à la montée des partis extrémistes. Mais cette analyse se heurte à une énigme : le cas danois. Au « pays des gens heureux », selon le Rapport annuel mondial du bonheur des Nations unies, l'extrême droite est arrivée en tête du scrutin européen. Gaël Brustier n'y voit pourtant pas de paradoxe, évoquant l'exemple du « populisme

alpin » qui prospère en Autriche ou en Suisse malgré une vie confortable. La crise, de fait, n'est pas qu'économique, elle est aussi identitaire. Et dans ces pays, dit-il, on a peur que les valeurs nationales soient dissoutes dans cette grande Europe que l'on ne maîtrise pas.

La jeunesse est-elle d'extrême droite ? Ce fut le deuxième choc du scrutin : les jeunes ont voté massivement pour le FN en France (chez les moins de 35 ans, le FN a obtenu 30 % des voix, selon Ipsos-Sterea). Un désaveu envers les partis traditionnels, jugés incapables de répondre à leurs angoisses. Pour ceux qui entrent dans le monde du travail, la crise, vécue ou redoutée, transforme le marché de l'emploi, rendant l'avenir instable.

Or, pour répondre aux peurs d'une « génération précaire », « les sociaux-démocrates optent pour un discours calqué sur le monde des "trente glorieuses", que les jeunes n'ont jamais connu », note Gaël Brustier. Résultat, les moins de 35 ans se tournent vers des partis alternatifs, dont le FN, qui offrent l'image d'un monde « idéal » à leurs yeux, même s'il est chimérique. ■

CLAIRE GATINOIS

INDE

Le premier ministre nationaliste Modi promet une Inde « forte »

NEW DELHI. Le nationaliste hindou Narendra Modi a prêté serment, lundi 26 mai, en tant que premier ministre, s'engageant à œuvrer en faveur d'une Inde « forte » pour des débuts marqués par la présence inédite de son homologue pakistanais, Nawaz Sharif. M. Modi a aussi révélé la composition de son gouvernement resserré de 45 personnes, soit 26 de moins que l'équipe précédente. Il a nommé un proche, Arun Jaitley, au poste de ministre de l'économie et des finances, et une femme, Sushma Swaraj, aux affaires étrangères. A 61 ans, M. Jaitley, un avocat réputé, devra relancer une croissance passée sous la barre des 5 % depuis deux ans. M^{me} Swaraj, 62 ans, est connue pour ses talents d'oratrice.

Le premier ministre Modi doit s'entretenir mardi avec son homologue pakistanais pour relancer le dialogue entre les deux pays, au point mort depuis l'attentat de Bombay, en 2008, par des hommes armés pakistanais, qui avait fait 166 morts. – (AFP) ■

VIETNAM

Nouvel incident maritime avec la Chine au large des Paracels

HANOÏ. Un navire chinois a percuté et coulé un bateau de pêche vietnamien près d'une plateforme pétrolière chinoise construite dans des eaux revendiquées par les deux pays, a annoncé, mardi 27 mai, le chef des garde-côtes du Vietnam. Selon l'agence de presse Chine nouvelle, le bateau a chaviré dans la zone après avoir « harcelé et heurté » un navire de pêche chinois. Les dix marins vietnamiens à bord ont été secourus. Un précédent incident au large des îlots Paracels a déclenché des émeutes antichinoises, début mai au Vietnam. – (Reuters) ■

« La confiance des citoyens européens envers les élites a diminué de manière dramatique, créant la peur de l'avenir »

José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, lundi 26 mai, lors d'un forum organisé par la Banque centrale européenne à Sintra, près de Lisbonne.

Nigeria L'armée affirme avoir localisé les jeunes filles captives de Boko Haram

ABUJA. L'armée nigériane a affirmé, lundi 26 mai, savoir où se trouvent les quelque 200 jeunes filles enlevées à la mi-avril par le groupe islamiste armé Boko Haram, sans toutefois révéler l'endroit, une information qualifiée de « secret militaire ». L'armée a exclu d'utiliser la force pour les sauver. – (AFP)

Tunisie La justice dissout la Ligue de protection de la révolution

TUNIS. Le tribunal de première instance de Tunis a dissous, lundi 26 mai, la Ligue de protection de la révolution (LPR), ainsi que toutes ses antennes. Créée en mai 2012, la LPR est accusée d'être une milice pro-islamiste. Ses militants sont soupçonnés de l'assassinat d'un membre du parti Nidaa Tounès à Tataouine et d'une attaque contre le siège du syndicat UGTT en 2012 – (AFP)

Turquie La justice ordonne l'arrestation de quatre anciens gradés israéliens

ISTANBUL. La justice turque a émis, lundi 26 mai, des mandats d'arrêt visant quatre anciens dirigeants de l'armée israélienne jugés par contumace pour la mort de neuf Turcs lors de l'assaut donné par Israël en 2010 contre le *Mavi-Marmara*, un bateau humanitaire à destination de la bande de Gaza. – (Reuters)

Aux Pays-Bas, l'échec de Geert Wilders traduit le lent déclin de l'extrême droite

Le Parti pour la liberté connaît sa troisième défaite en deux ans

Bruxelles
Bureau européen

Il était présenté par les sondeurs comme le grand vainqueur potentiel de l'élection européenne aux Pays-Bas et le moteur d'une alliance européenne des anti-UE. Souriant, Geert Wilders, le chef du Parti pour la liberté (PVV), avait posé, en novembre 2013, en compagnie de Marine Le Pen, en présentant l'Union européenne comme un « Etat nazi » dont il fallait « se libérer ».

Mais, le 22 mai, quand les Néerlandais ont voté pour les européennes, le vainqueur a été D66, un parti libéral réformateur, le plus europhile des Pays-Bas, avec 15,4 % des suffrages. Le PVV (13,3 %) est également devancé par l'Appel chrétien-démocrate (CDA), pro-européen, qui a réalisé 15 %. Le parti de M. Wilders perd un de ses cinq élus à Strasbourg.

M. Wilders a expliqué que 65 % de ses électeurs potentiels étaient restés chez eux (la participation a été de 37 %), sans doute persuadés qu'il était inutile qu'ils se déplacent tant le triomphe du PVV était

assuré. Mais aussi que l'Europe ne méritait de toute façon pas un détour par l'isolat.

Les électeurs seraient-ils fatigués de dix ans d'excès de M. Wilders, qui leur a tout promis mais n'a rien obtenu, hormis une lente percolation de ses idées dans la société et les partis ? A chaque grande échéance, le PVV ne réalise pas les scores qu'on lui prédit. Aux législatives de 2012 (10,1 %), il avait perdu un tiers de son électorat par rapport à 2010, lorsqu'il avait décidé d'apporter un soutien à la coalition de droite du libéral Mark Rutte. Il avait également raté son objectif pour les municipales de mars : obtenir une victoire symbolique à La Haye, la capitale politique.

Fractures internes

Celui qui se voyait premier ministre devait se contenter de coups d'éclat : un film anti-islam qui lui a valu un procès, soldé par un acquittement, une promesse de réduire le nombre d'immigrés marocains ou le versement à chaque Néerlandais d'une indemnité forfaitaire de 400 euros pour affronter la crise.

Le chef du PVV a dû aussi colmater les premières fractures au sein de son parti. Plusieurs cadres l'ont quitté et abreuvé les médias de commentaires sur ses pratiques, à commencer par une gestion d'une main de fer, avec un bureau politique réduit à sa plus simple expression (deux membres). « Les électeurs ont compris que le PVV n'était plus un parti stable », a expliqué un de ses anciens élus.

Deux autres éléments ont joué dans la défaite du PVV. Une partie de ses électeurs ont mal compris l'alliance avec le FN, que M. Wilders lui-même avait toujours présenté comme une formation antisémite et infréquentable. Son revirement stratégique, avec l'abandon de ses thèmes favoris, les « 3i » – immigration, intégration, islam – au profit d'une dénonciation radicale de l'UE, a également troublé les Néerlandais. Ceux-ci n'ont jamais eu un amour démesuré pour l'Europe, mais ils ne semblent pas prêts pour autant à confier leur destin à M. Wilders et à ses amis. Eurosceptiques, peut-être, pas extrémistes pour autant. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

“Choisissez de donner votre ISF pour de justes causes”

“Agissez utilement et devenez des acteurs de la Solidarité entre la France et Israël”.

Nicole Guedj, Ancien Ministre, Président de la Fondation France-Israël



Soutenez nos actions de coopération dans les domaines de :

- **La Mémoire**, avec le voyage en Israël des Descendants des Justes parmi les Nations
- **La recherche scientifique** avec la remise du “Prix de la Fondation France Israël” à des chercheurs français et israéliens
- **La technologie de pointe** notamment dans l'agriculture et le traitement de l'eau...
- **Stages de formation et voyages d'études** de jeunes français, en Israël

Un descendant de Justes parmi les Nations découvre avec émoi le nom de ses grands-parents sur le Mur à Yad Vashem, Jérusalem.

FONDATION FRANCE-ISRAEL
5 rue Alfred de Vigny - 75008 Paris
www.fondationfranceisrael.org
Tél. : 01 82 28 95 85

M. Porochenko face au défi séparatiste de l'est de l'Ukraine

A peine élu dimanche, le nouveau président a été confronté à la prise de l'aéroport de Donetsk

Kiev
Envoyé spécial

Trois mois : c'est le délai prévu par Petro Porochenko, pendant sa campagne présidentielle, pour parvenir à un accord avec la Russie et stabiliser la situation dans l'est de l'Ukraine. Elu le 25 mai dès le premier tour avec 40 points d'avance sur sa rivale Ioulia Timochenko, l'oligarque désormais président se retrouve face à sa promesse. Aucun état de grâce n'est concevable. Pour M. Porochenko, ces cent jours s'annoncent fort délicats, alors que les violences ont encore monté d'un cran dans le Donbass.

A Donetsk, les séparatistes se sont emparés de l'aéroport. Leur message semblait clair : Petro Porochenko n'est pas le bienvenu. Le chef de l'Etat a annoncé dès dimanche soir que son premier déplacement s'effectuerait dans la région. Lundi, il a confirmé la poursuite de « l'opération antiterroriste », mais souhaité qu'elle soit plus ramassée dans le temps et efficace. Le nouveau président a pour priorité « le rétablissement de l'ordre constitutionnel » dans le Donbass. Pas question de laisser l'Est se transformer en « Somalie ».

Après la saisie de l'aéroport de Donetsk par les séparatistes, la réplique militaire ukrainienne a été immédiate, afin d'éviter un nouvel abcès de fixation. L'armée

ukrainienne a attaqué avec une force inédite lundi. Mardi matin, la situation était toujours confuse et il n'était pas certain que les séparatistes aient été délogés.

Les rebelles ont annoncé avoir perdu trente hommes dans ces combats, qui se sont prolongés tard dans la nuit, sous la pluie. Lundi, ils s'étaient étendus à travers un quartier résidentiel vers la gare, où une passante a été tuée. Des hélicoptères et des avions de chasse sillonnaient le ciel de la ville. Denis Pouchiline, président du Parlement de la « république populaire » séparatiste de Donetsk, a renoncé à apparaître en public lundi soir.

Médiation russe

De son côté, Moscou, tout en retenue, se dit prêt à un dialogue avec le nouveau président ukrainien, sans intermédiaire. Mais le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé que la poursuite de l'opération militaire dans l'Est serait une « erreur colossale ». Petro Porochenko a lui-même souligné que les armes ne sauraient suffire pour résoudre le conflit. Il compte rétablir « la confiance » des habitants et les appelle à désigner leurs futures autorités locales par la voie démocratique.

Mais les représentants de la « république populaire de Donetsk » ne veulent même pas entrer en contact avec le nouveau



Des combattants prorusse prennent position près de l'aéroport de Donetsk, lundi 26 mai. VADIM GHIRDA/AP

chef de l'Etat. Ils réclament une médiation russe. « Il faut que la stabilité soit rétablie et qu'on arrête avec les déclarations vides et les tables rondes », explique Anatoli Blizniouk, député du Parti des régions, originaire de Donetsk. Il faut changer la Constitution pour instaurer la décentralisation et régler la question de la langue.

Sur le plan politique, l'élection de dimanche va provoquer des répliques sismiques d'envergure. Pour la première fois depuis vingt ans, l'opposition classique entre l'Est et l'Ouest, forces dites « prorusse » et « pro-européennes », ne se reproduit pas.

Au prix de l'annexion de la Crimée et de la déstabilisation du Donbass, une sorte de consensus a émergé. « 85 % des Ukrainiens ont soutenu des candidats qui insistent fortement dans leur programme sur l'intégration européenne du pays », a rappelé Petro Porochenko, lundi matin. Celui-ci compte signer, dès le mois de juin, l'accord d'association et de libre-échange avec l'Union européenne. Il mise aussi sur la levée des visas vers la zone Schengen, mais le résultat des élections européennes pourrait compliquer cette aspiration.

Sur le plan intérieur, M. Porochenko explique qu'il n'a « aucun

reproche » à adresser au premier ministre, Arseni Iatseniouk. Celui-ci restera donc en place jusqu'aux élections législatives anticipées et poursuivra la politique de stabilisation macroéconomique, en relation avec le Fonds monétaire international. Mais la ligne suivie pourrait être débattue. M. Porochenko n'a guère parlé de thérapie de choc pendant sa campagne. Les législatives risquent de mobiliser les élites pendant des mois.

« Nous sommes devant une reconfiguration totale », explique le politologue Vadim Karassev. Les nationalistes ont perdu de l'influence, Batkivchtchina [la formation

de Ioulia Timochenko] aussi. Le Parti des régions s'est effondré, les communistes n'existent plus. »

Selon Vadim Karassev, Petro Porochenko va chercher à confirmer sa victoire en obtenant une large majorité parlementaire avant la fin de l'année.

Deux options s'offrent à lui : lancer un bloc électoral à son nom, à l'image de Ioulia Timochenko avec le BloT ; ou bien confirmer ses fiançailles avec Oudar, le parti de Vitali Klitschko, l'ancien boxeur devenu dimanche le nouveau maire de Kiev. ■

PIOTR ŚMOLAR
AVEC LOUIS IMBERT (À DONETSK)

Au Venezuela, les épouses des maires emprisonnés plébiscitées par les électeurs

Les deux élections municipales, tenues dimanche 25 mai au Venezuela, sont une claque pour Nicolas Maduro, le successeur de Hugo Chavez, l'ancien chef d'Etat charismatique (1999-2013). En mars, le président Maduro, contesté par la rue, avait emprisonné deux maires d'opposition, coupables de ne pas avoir empêché les manifestations : Daniel Ceballos à San Cristobal, capitale de l'Etat de Tachira, et Enzo Scarano à San Diego, dans l'Etat de Carabobo. Les deux édiles ont été jugés de manière expéditive par une Cour suprême inféodée à l'exécutif, qui n'a pas respecté les droits de la défense, ni autorisé d'appel, et purgent leur peine dans une prison militaire.

Pour remplacer les maires destitués, le pouvoir s'était empressé de convoquer des élections dans les deux municipalités. Il s'agissait du premier scrutin organisé depuis le début des manifestations, en février. Les épouses des deux élus, Patricia Ceballos et Rosa Scarano, se sont portées candidates, à la fois au nom de leurs maris et de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD).

Elles ont été plébiscitées par les électeurs, obtenant un nombre de voix plus élevé que leurs époux. Patricia Ceballos a été élue à San Cristobal avec 73 % des voix. Rosa Scarano a remporté, à San Diego, 87 % des suffrages. Dès lundi, l'opposition a demandé la libération des prisonniers politi-

ques et la fin des poursuites engagées contre des manifestants, notamment des étudiants.

Ces trois mois et demi de crise de gouvernance ont été marqués par la stigmatisation et la criminalisation des protestataires. Outre les deux maires de localités emblématiques jetés en prison, une autre élue, Maria Corina Machado, a été privée de son mandat de député pour avoir dénoncé les violations des droits de l'homme devant l'Organisation des Etats américains.

Manifestations réprimées

Le suffrage universel vient de confirmer que les élus emprisonnés jouissaient et jouissent toujours du soutien de l'électorat. Trois mois et demi de manifestations, réprimées avec brutalité et qualifiées de manière injurieuse dans les médias d'Etat (« fascistes », « putschistes », « terroristes »), n'ont pas détourné les électeurs de leurs représentants.

Le gouvernement Maduro n'a pas réussi à rejeter la responsabilité des violences, qui ont fait 42 morts, sur les opposants. Le président parvient encore moins à se défaire de ses propres responsabilités dans les difficultés qu'éprouvent quotidiennement les Vénézuéliens. Le pays s'enfonce dans la récession, les pénuries, l'hyperinflation, tandis que le gouvernement s'enferme dans le déni. Endetté, l'Etat est au bord de la cessation de paiement.

Après quinze ans de chavisme, la désignation de boucs émissaires, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, est vouée à l'échec. Tirailé entre les divers courants chavistes, Nicolas Maduro semble incapable de négocier des mesures d'apaisement avec l'opposition. ■

PAULO A. PARANAGUA

Le sous-commandant Marcos annonce son retrait de la direction zapatiste

Le fameux guérillero mexicain encagoulé s'était éclipsé depuis 2009

Mexico
Correspondance

Marcos cesse d'exister », a déclaré, dans un communiqué publié dimanche 25 mai, le sous-commandant Marcos qui était réapparu en public, la veille, après cinq années d'absence. Porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional ; EZLN), le charismatique guérillero déclare quitter la direction du mouvement qui lutte, depuis vingt ans au Mexique, pour la défense des droits des Indiens. Une annonce choc, justifiée par les réorientations stratégiques de l'EZLN.

L'homme à la pipe et au passe-montagne avait créé la surprise, la veille, en faisant une apparition lors des funérailles d'un membre non armé des zapatistes dans un quartier indigène de la ville de Las Margaritas, dans l'Etat du Chiapas (sud). Face à des milliers de membres et sympathisants de l'EZLN, Marcos serait arrivé « à cheval avec un bandeau de pirate sur l'œil droit et fumant son inséparable pipe », a rapporté le Pozol Colectivo, un des rares médias communautaires autorisés à assister à l'événement.

Marcos aurait rendu hommage à José Luis Solís López, surnommé « Galeano », tué le 2 mai au cours d'un affrontement entre sympathisants de l'EZLN et des membres d'une organisation ouvrière, proche du gouvernement du Chiapas et du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir.

Quelques heures plus tard, Marcos a annoncé que sa « voix ne portera plus celle de l'EZLN ». Dans un long communiqué au style sarcastique, il explique que le personnage du « sous-commandant Marcos » a « été créé » par les Indiens

après l'insurrection armée du 1^{er} janvier 1994. Selon lui, le recours à un métis, pour incarner le combat pour l'autonomie des communautés indiennes et contre le néolibéralisme, visait à attirer l'attention de l'opinion publique. « La sagesse indienne se méfiait de la modernité au sein d'un de ses bastions : les médias », justifie-t-il.

Pari gagné en regard de la popularité suscitée par l'énigmatique guérillero encagoulé. A l'époque, la pression nationale et internationale contraignait le président Carlos Salinas de Gortari (1988-1994) à ordonner un cessez-le-feu, après onze jours de combats. Le soutien de nombreux intellectuels, du sociologue Alain Touraine à l'écrivain Régis Debray, du linguiste américain Noam Chomsky au cinéaste Oliver Stone, force le gou-

Le mouvement s'est réorienté vers l'action politique au sein d'une quarantaine de municipalités autogérées

vernement à négocier avec les rebelles. En 1996, les accords de San Andres reconnaissent notamment la culture des Indiens et leur droit à l'autogestion. Mais ce pacte ne sera jamais appliqué dans sa totalité. Dix ans plus tard, l'échec de la caravane zapatiste pacifique, baptisée l'« Autre campagne », qui avait traversé le Mexique pour unir les minorités du pays, incite Marcos à sortir progressivement de la scène publique.

La dernière apparition de celui que les autorités ont identifié comme Rafael Sebastian Guillen Vicen-

te remontait au 3 janvier 2009 au Chiapas, à l'occasion du 15^e anniversaire du soulèvement de l'EZLN. Depuis, ce philosophe mexicain de 56 ans se contentait de signer des communiqués et de publier des articles.

Cette absence alimentait les rumeurs sur son état de santé. « Le remplacement au commandement n'intervient pas pour maladie ou pour décès, ni pour mutation interne, purge ou épuration », assure-t-il, précisant que cette décision s'explique par les « changements internes qu'a connus et que connaît l'EZLN ».

Depuis plusieurs années, le mouvement zapatiste s'est réorienté vers l'action politique au sein d'une quarantaine de municipalités autogérées, réunies en cinq zones, appelées caracoles (« escargots »). En janvier, pour le 20^e anniversaire de leur soulèvement, les rebelles ont organisé des « écoles zapatistes », accueillant au sein de ces îlots de résistance des Indiens d'autres régions du pays, des chercheurs et des militants des droits de l'homme, dans l'espoir que leurs méthodes d'autogestion fassent école.

Selon le communiqué, la mort de José Luis Solís López a été le « moment adéquat » pour annoncer la disparition du personnage de Marcos, prévue de longue date. D'autant que d'autres personnalités montantes, comme le sous-commandant Moises et le commandant Tacho, avaient déjà pris la relève. Dans le style elliptique qui le caractérise, Marcos sous-entend qu'il se fera désormais appeler « Galeano », en l'honneur du défunt. Sans dire s'il jouera un rôle dans l'EZLN sous ce nouveau pseudonyme. ■

FREDERIC SALIBA

LCP
ASSEMBLEE NATIONALE

Mercredi 28 mai à 20h30
Bernard CAZENEUVE

Invité de
QUESTIONS D'INFO

Emission politique présentée par Frédéric HAZIZA

Avec :
Françoise FRESSOZ, Frédéric DUMOULIN et Marie-Eve MALOUINES

Le Monde AFP info

Et Dailymotion

LCP
sur le canal 13 de la TNT, le câble, le satellite, l'ADSL, la téléphonie mobile, sur iPhone et iPad. En vidéo à la demande sur www.lcp.fr et sur Free TV Replay.
www.lcp.fr

Centrafrique : à Bambari, la politique « à tombeau ouvert »

Les musulmans, qui ne se sentent pas protégés par « Sangaris », parlent de sécession

Reportage

Bambari
Envoyé spécial

La prière vient de commencer. Les fidèles musulmans ont momentanément déposé arcs, sabres, bâtons ou lance-grenades devant leur tapis de prière. Les chrétiens sont, par milliers, réfugiés dans les églises. Toutes les apparences d'une guerre de religion sont réunies à Bambari. Les jeunes qui crient fiévreusement « Allah Akbar », ou se revendiquent spontanément de Boko Haram, viennent renforcer l'impression. Et, pourtant, la crise en République centrafricaine (RCA) est infiniment plus complexe. L'aspect confessionnel du conflit, où chacun se définit désormais en fonction de sa religion, masque les ressorts profonds du drame centrafricain.

La ville de Bambari concentre une bonne partie des enjeux du moment. Depuis moins d'une semaine, les deux communautés, qui, jusque-là, cohabitaient sans heurt majeur, vivent dans la peur l'une de l'autre. La minorité musulmane tient encore les leviers du

Des jeunes ont jeté des pierres sur les soldats français, et des accrochages ont opposé les ex-rebelles à la force « Sangaris »

pouvoir militaire et civil, mais pour combien de temps ? Qu'ils soient combattants de la Séléka ou simples civils, hommes mûrs ou enfants prépubères, tous déboulent armés dans les rues de cette ville située à la « frontière » entre l'ouest du pays, sous la coupe des milices anti-balaka (chrétiennes), et l'est, sous contrôle de l'ex-rébellion musulmane.

Des commerçants musulmans locaux, ou partis de Bangui pour échapper aux tueries et aux pillages, des éleveurs peuls qui ont vu

leurs familles massacrées en brousse, sont terrorisés à l'idée de voir la Séléka désarmée. « Il n'y a qu'eux pour nous protéger, s'ils sont désarmés ce sera la catastrophe. Les policiers et les gendarmes, ici, sont avec les anti-balaka qui rôdent autour de la ville. Certains ont même commencé à s'infiltrer à Bambari », raconte Moussa Zoubeïrou, le président de la jeunesse musulmane locale.

L'imam de la mosquée centrale, Aboubacar Souleïmane, incite les jeunes de sa communauté à remettre les armes à la maison, appelle les Séléka à regagner leurs bases, prêche la concorde interconfessionnelle, mais, dit-il, « si les anti-balaka rentrent, nous serons obligés de défendre nos maisons et nos commerces à n'importe quelle condition ».

A Bambari, comme ailleurs en RCA, les musulmans considèrent dans leur ensemble que les forces françaises de l'opération « Sangaris » et africaines de la Misca n'offrent aucune garantie de sécurité face aux milices paysannes et aux militaires qui constituent les troupes désunies des anti-balaka. La chasse menée depuis décembre contre leurs coreligionnaires dans tout l'ouest du pays et dans la capitale leur donne de légitimes motifs d'inquiétude.

Le passage, mercredi 21 mai, de l'ambassadeur de France, du patron de l'opération « Sangaris », de représentants de l'ONU et des autorités de transition centrafricaines a brutalement réveillé les tensions. En exprimant publiquement leur refus de voir la Séléka installer un « état-major » parallèle à Bambari et en annonçant que, dès le lendemain, les « mesures de confiance » (le cantonnement en vue d'un désarmement) seraient imposées aux combattants de l'ex-rébellion, ces visiteurs venus de Bangui ont suscité la colère d'une bonne partie de la communauté musulmane et de plusieurs chefs militaires de ceux qui se sont rebaptisés « forces républicaines ».

Des jeunes ont jeté des pierres sur les soldats français, érigé des barricades, et des accrochages ont



Des musulmans à Bambari, à 400 kilomètres de Bangui, le 23 mai. JEROME DELAY/AP POUR « LE MONDE »

opposé les ex-rebelles aux militaires de « Sangaris ».

Dimanche, la situation semblait s'apaiser, mais plusieurs morts sont à déplorer. « Cet état-major a été formé pour regrouper les éléments éparpillés et faire cesser le désordre des troupes. Cela ne veut pas dire que nous voulons faire partition », assure le général Zakaria Damane. Le colosse en grand boubou bleu ciel, figure historique des mouvements rebelles partis du nord-est de la RCA, poursuit : « Dans ce pays, les communautés ont été séparées contre notre volonté. Avons-nous une fois brûlé une église ? Catherine Samba-Panza [la présidente de transition] ne fait rien, c'est une anti-balaka. Alors, est-ce qu'on ne peut parler de partition pour faire pression ? »

Cette menace de coupure du pays suivant un axe nord-sud, exprimée jusque-là mezza voce, est désormais largement reprise au sein de la communauté musulmane. Elle n'est pas brandie comme un projet réfléchi de longue date, mais comme une nécessité pour se protéger. « Nous sommes centrafricains, mais les chrétiens ne veulent plus de nous. Nous n'avons aucun problème avec eux, mais quand la cohabitation devient impossible, la meilleure des choses, c'est la séparation. Vous n'avez pas critiqué la partition entre le Soudan et le Soudan du Sud, entre l'Éthiopie et l'Érythrée, alors pourquoi nous la refuser ? Il

faut l'autodétermination pour le nord-est de la Centrafrique, car on ne peut pas manger la carotte quand d'autres brandissent le bâton », déclare Ali Mahamat, un ancien étudiant en sciences politiques ayant dû fuir Bangui, la machette en bandoulière sous son pardessus.

Au sein de la Séléka, la question suscite des divisions. Certains officiers inscrivent leur avenir dans l'armée nationale, qui reste à

Tous les officiers de la Séléka ne sont pas prêts à abandonner le pouvoir et les richesses acquis par les armes

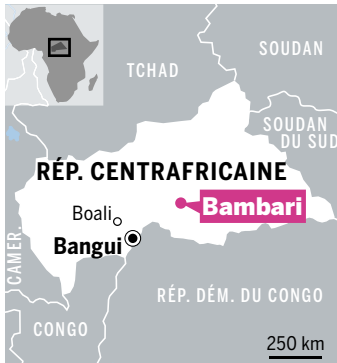
rebâtir. Mais d'autres ne sont pas prêts à abandonner le pouvoir acquis par les armes, ni les richesses, notamment tirées de l'exploitation des mines de diamants du nord-est, si l'Etat centrafricain venait à reprendre position dans une zone qu'il a désertée depuis fort longtemps.

Hassan, un boutiquier au chômage, lui, ne veut pas entendre parler de division. De passage à la cathédrale Saint-Joseph, où sont réfugiés des milliers de ses voisins, cet homme sympathique au léger embonpoint se désole : « Comment voulez-vous que nous nous

séparions ? Regardez, celle-là, c'est ma belle-sœur. Ma mère était d'une famille chrétienne. »

La Sœur Marie-Claire pleure, elle aussi, le temps passé. « Des problèmes entre chrétiens et musulmans, ça n'a jamais existé. Ce sont les politiciens qui ont amené ça », déplore la religieuse. « Les musulmans n'ont jamais touché les chrétiens, et les chrétiens n'ont jamais touché les musulmans. Cette crise a été amenée par ceux qui sont affamés de pouvoir. Il n'y a aucune guerre de religion ici », ajoute Mgr Edouard Mathos. L'évêque du diocèse ne cite aucun nom, mais son courroux vise les dignitaires de l'ex-rébellion et les tenants du pouvoir central à Bangui. Les premiers, pour avoir dégradé les relations intercommunautaires, en ne pillant que les chrétiens et en obtenant la complicité des commerçants musulmans. Les seconds, pour leur « amateurisme ».

Réfugié dans l'église Saint-Joseph, Edmond Yangué, malgré ses quatre années d'arriérés de salaire et les enfants au regard durci tout autour de lui, exprime avec jovialité ce que sont, selon lui, les origines de la crise actuelle. « Ces gens [les musulmans] sont des "situationnistes", ils profitent de la situation. Ils sont venus comme ça, sans rien, puis ils sont devenus de grands commerçants. Ils ont acheté des fusils et veulent maintenant nous prendre comme esclaves. Ils ont marié nos filles, nos sœurs et



maintenant ils nous prennent pour des couillons, car ils ont de l'argent », avance cet arrière-grand-père de 67 ans. Il ajoute : « Ils ont vu les faiblesses de nos dirigeants. Avec leur volonté de devenir président, ils ont commencé leurs bêtises, mais ils doivent savoir qu'ils ne sont pas de vrais Centrafricains. »

L'accaparement ou la conservation du pouvoir et des richesses, ainsi que les questions autour de la nationalité, sont aujourd'hui les vrais ressorts de la crise en Centrafrique. A 388 kilomètres de Bambari, sur la terrasse du Ledger, le palace de Bangui, Abdoulaye Hissene, physique de star du ballon rond, ex-rebelle, rallié aux trois derniers pouvoirs, résume la situation : « La politique en Centrafrique, on la fait à tombeau ouvert. » ■

CYRIL BENSIMON

Sur Lemonde.fr

Voir le portfolio

Au dernier jour de son voyage en Terre sainte, le pape multiplie les gestes envers Israël

Le pontife, qui a invité les présidents israélien et palestinien au Vatican pour une prière commune, a voulu donner à sa visite une tonalité équilibrée

Jérusalem
Envoyée spéciale

Faiseur de paix, oui, mais pas négociateur. La rencontre prévue au Vatican entre le pape et les présidents israélien et palestinien le 6 juin ne sera pas une rencontre « pour faire une médiation ou chercher des solutions » au conflit israélo-palestinien, a précisé le pape François lors d'une conférence de presse, tenue lundi 26 mai au soir, dans l'avion qui le ramenait à Rome après trois jours de voyage en Jordanie, dans les territoires palestiniens et en Israël.

Au lendemain de son invitation surprise, acceptée par les deux dirigeants, le pape a confirmé qu'il s'agirait d'une « rencontre de prière, sans discussion, et qu'après, chacun rentrerait chez soi ». « Il y aura un rabbin, un musulman et moi », a-t-il aussi déclaré sans préciser le rôle exact des deux responsables politiques dans ce contexte. Une manière d'anticiper l'absence probable de résultats tangibles à cette démarche avant tout symbolique.

Auparavant, le pape avait consacré l'essentiel de la dernière journée de son voyage en Terre sainte au judaïsme et à Israël. La veille, sa prière silencieuse devant le mur de séparation à Bethléem avait été perçue comme un soutien appuyé au peuple palestinien.

Comme ses deux prédécesseurs, le pape avait prié au mur des

Pédophilie, renonciation, célibat : les réponses du pape

Dans l'avion du retour de son voyage en Terre sainte, le pape, détendu et enclin à la conversation, a, durant 45 minutes, répondu à une dizaine de questions des journalistes qui l'accompagnaient. Sur la pédophilie dans le clergé, il a rappelé le principe de « tolérance zéro » et estimé qu'« abuser un enfant » revenait à « trahir le corps du Christ, à faire une messe noire ». Pour la première fois, il rencontrera, début juin, « six à huit victimes » venues de divers pays. Il a aussi assuré que les cas de « trois évêques » étaient en cours d'étude.

Lamentations, posant la main sur les pierres blondes et glissant un Notre Père rédigé en espagnol dans les interstices, sous l'œil de ses amis, un juif et un musulman, venus d'Argentine. Puis, il avait rencontré de nouveau le président israélien Shimon Pérès et le premier ministre Benyamin Nétanyahou.

Il est par ailleurs revenu sur la renonciation de son prédécesseur : « Benoît XVI a ouvert la porte pour des papes émérites. Un pape qui sentirait ses forces décliner doit se poser les mêmes questions que lui. » Sur le sujet récurrent du célibat des prêtres, il a rappelé qu'il ne s'agissait pas d'un « dogme » et que « la porte est toujours ouverte ». Mais, a-t-il précisé, « c'est une règle de vie que j'apprécie ; je pense que c'est un don de Dieu ». Il a confirmé ses prochains voyages en Corée du Sud, au Sri Lanka et aux Philippines.

Mais auparavant, une étape imprévue, suscitée, selon la presse, par M. Nétanyahou, l'avait amené au Mémorial pour les victimes d'actes terroristes. Il s'agissait de contrebalancer l'image du pape priant devant le mur de séparation à Bethléem. Ce geste aurait suscité la colère des autorités israéliennes, convaincues selon le *Jerusalem Post*, que « l'Autorité palestinienne a mis une très forte pression sur le pape pour qu'il s'arrête le long de la barrière de sécurité ».

Sur place, le premier ministre israélien a expliqué au pape que la décision de construire ce mur avait été prise « pour éviter de nombreuses victimes du terrorisme palestinien, qui continue aujourd'hui ». Le mur, long de 700 km, a été construit à partir de 2002, suite à une vague d'attentats-suicides en Israël, mais son tracé empiète sur la Cisjordanie, enclavant Jérusalem et divisant le territoire palestinien. M. Nétanyahou a aussi montré au pape la section consacrée aux 85 victimes de l'attentat contre une association juive de

Buenos Aires en 1994. François, dans un geste identique à celui de la veille au mur de Bethléem, et du matin au mur des Lamentations, a touché les plaques commémoratives de la main et du front, plongé dans une courte prière.

A la demande des Israéliens, le pape s'est aussi rendu sur la tombe de Theodor Herzl, le père du sionisme. Puis, il a rencontré des survi-

Au mémorial de Yad Vashem, le pape François a baisé les mains des survivants présents. Un geste « apprécié »

vants de la Shoah au mémorial de Yad Vashem. Dans ce lieu, où Benoît XVI, jugé trop froid, avait déçu les Israéliens, le pape François a baisé les mains des survivants présents. « Ce geste, au-delà du discours [largement inspiré de passages de la Bible] a été appré-

cié », selon un responsable des relations judéo-chrétiennes. Tout au long de ce voyage, François aura efficacement mis en pratique ce qu'il a récemment appelé « l'éloquence du geste ».

Alors que le pape venait de répéter devant le président israélien la demande, également adressée au président palestinien, « que l'on évite de la part de tous des initiatives et des actes qui contredisent la volonté déclarée d'arriver à un vrai accord », le gouvernement israélien a autorisé la construction de 50 logements dans la colonie d'Har Homa, située entre Jérusalem-Est et Bethléem. Lors de ses rencontres avec les responsables israéliens, le pape avait plaidé pour « un accès libre de tous aux lieux saints », allusion aux difficultés rencontrées par les Palestiniens de Cisjordanie et plus encore de Gaza pour venir prier à Jérusalem, dont l'accès est contrôlé par Israël. ■

STÉPHANIE LE BARS

Sur Lemonde.fr

Le blog « Digne de foi »

L'espoir d'une hausse du niveau des élèves en primaire s'éloigne

Des élèves de CE2 testés avec succès à la sortie de la maternelle ont, depuis, perdu leur avance

Le 12 septembre 2013, le ministère de l'éducation nationale annonçait que le niveau des élèves à la sortie de l'école maternelle avait largement monté entre 1997 et 2011 (*Le Monde* du 14 septembre 2013). La nouvelle était de taille puisque c'était la seule amélioration de niveau observée depuis une vingtaine d'années dans le système éducatif français. Pour vérifier si les élèves avaient capitalisé sur ces acquis précoces, la direction de l'évaluation du ministère, la DEPP, a réinterrogé dans la foulée ces mêmes enfants, alors en CE2. Et pour que le comparatif soit aussi temporel, ils les ont soumis aux mêmes exercices que leurs aînés quatorze ans plus tôt.

Avec la publication de ces résultats s'évanouissent les espoirs d'une montée du niveau. C'est plutôt une baisse qui prévaut en français et en mathématiques. Les enfants nés en 2005 obtiennent les mêmes scores que ceux nés en 1991 en compréhension des consignes et des textes faciles ou en reconnaissance de mots. En revanche, ils sont moins à l'aise avec un texte court contenant de l'implicite, connaissent moins de vocabulaire, maîtrisent moins bien l'orthographe.

En mathématiques, leur niveau n'a monté qu'en technique de la soustraction. Il est globalement stable en calcul et en mesure. En revanche, les figures géométriques, la résolution de problèmes, la gestion des données d'un tableau, le rangement des nombres sont nettement moins bien maîtrisés aujourd'hui qu'en 1999.

Ces tests révèlent globalement une situation plus inquiétante en mathématiques qu'en maîtrise de la langue. Il y a quatorze ans, 40 % des élèves résolvaient correctement la série de problèmes proposés. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 32 %. La directrice de la DEPP, Catherine Moisan, qui est aussi agrégée de mathématiques, estime que les copies des élèves poin-



A l'école primaire Les Hélices vertes de Cerny (Essonne), en 2012. AMÉLIE BENOIST/BSIP

tent des lacunes en « conscience des nombres ». Aujourd'hui, seuls 65 % des enfants de CE2 savent comparer $200 + 70 + 5$ et $200 + 40 + 5$. « Il faut se demander si les enseignants ont assez d'outils à leur disposition », lançait M^{me} Moisan en présentant ces résultats.

Plus on lit, mieux on lit

Question d'autant plus cruciale que la très grande majorité des maîtres du primaire sont de formation littéraire. Pour Rémi Brissiaud, chercheur à Paris-VIII sur l'enseignement des maths, la mode de la récitation de la frise numérique en maternelle (1, 2, 3, 4...) brouille les cartes et laisse croire à tort qu'un enfant qui compte bien a conscience de ce qu'est un nombre. Pour Jean-Paul Fischer, professeur en psychologie du développement à l'université de Lorraine, s'ajoute le problème du

temps consacré à la discipline qu'il estime « trop faible ». En CP et CE1, les élèves font 5 heures hebdomadaires de mathématiques contre 10 heures de langage...

En français, les évaluations de CP avaient montré que ces enfants étaient entrés en primaire avec un bon niveau en décodage ($B + A = BA$). Malheureusement, cela n'a rien changé sur leur compréhension de textes difficiles. Cette déficience est un vrai problème sur lequel 20 % des jeunes Français butent dans toutes les évaluations nationales ou internationales.

La tentation de revenir à une maternelle plus ludique serait une erreur, d'après les travaux de Maryse Bianco, maître de conférences à l'université de Grenoble. Pour elle, mieux on décode, plus on lit et plus on lit, mieux on lit... Un avis partagé par Michel Fayol. Depuis son laboratoire de psychologie sociale et cognitive de l'université de Clermont-Ferrand, ce spécialiste des apprentissages insiste aussi sur le fait que « les progrès de ces dernières années en décodage sont essentiels car c'est un passage obligé pour entrer en lecture ; mais l'enquête sur les CE2 nous montre que pour faire de bons lecteurs, il va falloir travailler de façon plus scientifique sur la compréhension des textes et le vocabulaire ».

Les enseignants ont en effet été largement sensibilisés à l'importance de l'étape du décodage depuis les années 2000 et les travaux du

médecin grenoblois Michel Zorman. Beaucoup d'outils ont été conçus pour aider les professeurs des écoles dans cette tâche. En revanche, « si tout le monde sait qu'il faut travailler la compréhension des textes très tôt avec les jeunes enfants et les aider à élargir leur vocabulaire, les outils manquent cruellement pour la classe », regrette Michel Fayol. C'est un paradoxe car nous sommes en pointe en recherche scientifique sur la compréhension. Maryse Bianco et son équipe ont mis au jour le type d'activités le plus efficace en la matière. Il reste à créer des outils utilisables par les maîtres », rappelle le chercheur.

S'il les résultats du ministère sont une nouvelle claque pour l'école, ils ont le mérite de montrer un chemin, en mettant le projecteur sur l'urgente nécessité de transformer les résultats scientifiques en outils pour les enseignants. L'avancée sur le décodage, la stagnation sur la compréhension, voire la baisse du niveau en mathématiques ne peuvent être lus autrement. Une voie se dessine donc pour sortir des débats stériles qui, en opposant les méthodes, ont fait oublier qu'il y a des consensus scientifiques.

Reste à savoir qui sera le ministre de la diffusion des résultats scientifiques auprès des enseignants. Une réponse rapide serait bienvenue dans une école en souffrance où le maître et l'élève paient au prix fort le temps perdu. ■

MARYLINE BAUMARD

Alerte sur les dangers des nouvelles drogues de synthèse

Les usagers s'injectent de plus en plus ces produits, ce qui accroît le risque d'infections

Les dangers des nouveaux produits de synthèse (NPS) se précisent. L'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), qui publie, mardi 27 mai, son rapport 2014, alerte sur des « épidémies d'injection localisées et nationales inquiétantes » de cathinones (l'un des principes psychoactifs du khat) de synthèse. Encore peu présent en France, ce mode de consommation est cependant observé dans les cercles festifs de la communauté gay avec le « slam », qui consiste à s'injecter par voie intraveineuse un stimulant dans un contexte sexuel.

Méphédronne, pentédronne, MDPV, 4-MEC... plus de cinquante dérivés de cathinone ont été détectés dans l'UE, dont sept nouveaux l'an passé. En 2013, ce sont 81 nouveaux produits qui ont été repérés, confirmant l'essor de ces drogues non réglementées, qui copient les stupéfiants illicites. L'OEDT insiste sur les intoxications et les décès liés à la consommation de NPS. En outre, elles s'inquiète de voir le nombre de morts liées aux opiacés de synthèse augmenter, alors que ceux dus à l'héroïne baissent.

« C'est un message de prévention que nous voulons faire passer, parce que l'injection est un facteur de risque aggravant pour les infections [VIH, hépatites...] et aussi les overdoses », affirme Isabelle Giraudon, épidémiologiste à l'OEDT. L'injection des produits génère des effets plus puissants et plus rapides qu'en sniffant ou en avalant les produits.

Pas chers, accessibles sur Internet, les NPS séduisent. Ceux qui s'injectent des stupéfiants classiques y viennent. D'autres, après une période d'abstinence, retombent dans l'injection par le biais des NPS. Il y a aussi ceux qui découvrent l'injection avec eux.

En Roumanie ou en Hongrie, l'injection est désormais repérée chez de nombreux drogués. En Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en République tchèque, elle est détectée dans des groupes restreints, comme les injecteurs traditionnels, les patients en traitement ou les détenus. Elle l'est aussi dans certaines grandes villes européennes, associée à des pratiques sexuelles à risque, chez les homosexuels hommes. Un comportement « de plus en plus préoccupant », documenté en Grande-Bretagne et en France.

L'OEDT fait référence à la première étude qualitative, menée par Aides en 2013 auprès d'adeptes du

« slam ». Ils venaient de Paris, des Bouches-du-Rhône, de Loire-Atlantique, de l'Hérault... Des « plans slam » ont également été mentionnés à Lyon, Rennes, Angers, Londres, Amsterdam ou Barcelone.

« Intensification du désir, du plaisir et de la capacité d'endurance sexuelle ; exacerbation des sensations (...) », voilà pour les effets. L'étude constate l'absence de méfiance vis-à-vis des risques médicaux ou psychosociaux de ces produits. « Les premières injections sont le plus souvent réalisées par des tiers plus expérimentés », lit-on. Or ce type d'injection surexpose au risque infectieux.

Des injections ont été observées dans les cercles festifs de la communauté gay

Les « slameurs » ne se considèrent pas comme toxicomanes, ils ne fréquentent donc pas les lieux d'accueil où ils pourraient apprendre à réduire les risques (non-partage des seringues). On a vu les premiers arriver en 2011 à l'hôpital Beaujon à Clichy (Hauts-de-Seine). Une soixantaine de personnes ont déjà consulté. Ils ne parvenaient plus à maîtriser leur consommation de cathinones de synthèse. La plupart sont séropositifs. L'addictologue Philippe Batel se montre très inquiet : « L'envie d'en reprendre est très importante avec ces produits. J'ai suivi de grands cocaïnomanes, jamais je n'avais rencontré des patients qui, à ce point, ne cessaient de s'injecter pendant plusieurs jours d'affilée. » Il compte aussi des hétérosexuels parmi ses patients.

On connaît à présent un peu mieux les consommateurs de drogues de synthèse. Il y a les « geeks », professionnels des molécules qui savent limiter les risques en pesant les doses. Il y a les usagers de drogue traditionnels, plus âgés, mieux au fait des dangers. Et puis il y a les jeunes fréquentant les milieux festifs : « Eux ne sont pas conscients des risques, et parfois ne savent même pas ce qu'ils consomment », résume Agnès Cadet-Taiou, de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. L'organisme a lancé, le 18 mai, une enquête sur Internet pour mieux cerner les usages. En France, trois nouveaux produits par mois ont été détectés en 2013, contre un par mois en 2010. ■

LAETITIA CLAVREUL

Secret de l'instruction : un avocat convoqué par la police

Le conseil d'Anticor, M^e Jérôme Karsenti, a été entendu lundi après une plainte de François Pérol

Une nouvelle fois, un avocat est poursuivi pour avoir parlé à un journaliste : M^e Jérôme Karsenti, l'avocat d'Anticor, une association de lutte contre la corruption, était convoqué, lundi 26 mai, à la brigade de répression de la délinquance contre la personne, à Paris. Un journaliste de l'Agence France-Presse va être entendu les jours suivants : faute de pouvoir s'attaquer de front au secret des sources des journalistes, après les multiples affaires de fadettes, il s'agit désormais de remonter directement à leurs sources supposées.

C'est l'inspecteur des finances François Pérol qui a porté plainte pour violation du secret de l'instruction le 12 février, à la lecture d'une dépêche, la veille, de l'AFP. Il avait été mis en examen pour « prise illégale d'intérêts » le 6 février, pour avoir accepté, en 2009, de prendre la tête du deuxième groupe bancaire français, issu de la fusion entre les Banques popula-

res et les Caisses d'épargne, alors qu'il avait suivi le dossier à l'Elysée, en tant que secrétaire général adjoint chargé des dossiers économiques.

M^e Karsenti, avocat de la CGT-Caisse d'épargne, avait déposé plainte dès 2009. « On a la confirmation que la décision a bien été prise à l'Elysée, avait indiqué l'avocat à l'AFP, d'une certaine manière, cela montre la pratique du pouvoir de Nicolas Sarkozy, qui consistait à placer ses proches à tous les postes clés. »

Le parquet de Paris a ordonné une enquête préliminaire le 3 avril. « C'est un détournement de procédure, estime M^e Karsenti, le secret des sources protégeant les journalistes, la stratégie semble être de mettre en péril le secret professionnel des avocats. » L'AFP n'a pas fait de commentaires. Les enquêtes préliminaires étant par définition secrètes, on ignore si les policiers ont exploité les facturations téléphoni-

ques détaillées (fadettes) de l'avocat et du journaliste.

Une affaire comparable a été tranchée au même moment, le 10 avril, par la cour d'appel de Paris : l'un des accusés du « gang des barbares » avait déposé plainte pour « violation du secret de l'enquête et de l'instruction », après un article du *Monde* qui faisait état de ses interrogatoires. Les enquêteurs avaient, sur ordre d'une juge d'instruction, analysé les fadettes des deux auteurs de l'article pendant quarante jours, puis placé l'un d'eux sur écoute, trois ans plus tard, en 2009, pendant un mois.

« Impératif d'intérêt public »

L'avocat soupçonné d'avoir donné des éléments du dossier avait été entendu comme témoin assisté, un statut intermédiaire entre le simple témoin et le mis en examen, et l'affaire s'était conclue par un non-lieu, jusqu'à la décision de la cour d'appel qui a annulé la

majeure partie de la procédure.

« En l'espèce, l'enquête policière portait sur une dénonciation de la probabilité, voire de la simple possibilité, de la commission d'un délit de violation du secret de l'instruction », avait jugé la Cour, alors qu'une atteinte au secret des sources impose « l'existence d'un impératif prépondérant d'intérêt public » et « la stricte nécessité et proportionnalité des mesures envisagées au but légitime poursuivi ». En conséquence de quoi elle avait annulé à la fois les fadettes, les écoutes, et donc l'essentiel de l'instruction.

La jurisprudence a désormais solidement établi que la violation du secret de l'instruction n'est pas « un impératif prépondérant d'intérêt public ». Nicolas Sarkozy, l'employeur de François Pérol, a lui-même indiqué le 7 janvier 2009 devant la Cour de cassation que « le secret de l'instruction est une fable à laquelle plus personne ne croit ». ■

FRANCK JOHANNÉS

CORBEIL-ESSONNES

Un proche de Serge Dassault visé par des tirs d'arme à feu

Un proche de Serge Dassault, directeur des sports à la mairie de Corbeil-Essonnes, a été visé par des tirs d'arme à feu dans la nuit de dimanche 25 à lundi 26 mai à Saintry-sur-Seine (Essonne). Machiré Gassama, également élu à Saintry, n'a pas été blessé, selon une source judiciaire. L'enquête a été confiée à la police judiciaire de Versailles, dont les services enquêtent par ailleurs sur deux tentatives d'homicide survenues début 2013 à Corbeil-Essonnes. M. Gassama avait alors fait l'objet d'une plainte pour « association de malfaiteurs », aux côtés de l'ancien maire de Corbeil, Serge Dassault (UMP), et de son successeur, Jean-Pierre Bechter (UMP). Ces règlements de comptes pourraient être liés à un système d'achat de votes que la justice soupçonne la municipalité d'avoir mis en place à l'époque de M. Dassault. – (AFP.)

Affaire Tapie La garde à vue de Claude Guéant a repris mardi matin

La garde à vue de Claude Guéant dans l'enquête sur l'arbitrage controversé dont a bénéficié Bernard Tapie dans son litige avec le Crédit lyonnais a repris mardi 27 mai, après avoir été interrompue lundi soir. L'ancien secrétaire général de l'Elysée sous Nicolas Sarkozy a été entendu lundi toute la journée dans les locaux de la brigade financière à Paris. – (AFP.)

Faits divers Une étudiante fait une chute mortelle à Télécom Saint-Etienne

Une étudiante de Télécom Saint-Etienne est morte lundi 26 mai d'une chute d'au moins 5 mètres dans cette école d'ingénieurs. Une enquête doit déterminer l'origine de cette chute. – (AFP.)

La prison d'Avignon dévore les œuvres d'art

La Collection Lambert a investi le bâtiment abandonné en 2003, qui se révèle être une galerie redoutable



« Holy War », de Deimantas Narkevicius. COLLECTION ENEA RIGHI/GB AGENCY

Arts

Avignon

Depuis 2000, la Collection Lambert, du nom du galeriste Yvon Lambert, occupait l'hôtel de Caumont, dans le centre historique d'Avignon, et y présentait des expositions de grande ampleur. En 2012, Yvon Lambert a fait don de 556 de ses œuvres à l'Etat. L'hôtel de Caumont étant dès lors trop exigü, la ville a proposé que l'hôtel de Montfaucon, mitoyen, devienne le lieu de présentation de la Collection permanente, le premier bâtiment étant désormais dévolu aux expositions temporaires. L'ensemble doit ouvrir en juillet 2015.

Mais les travaux exigeant que les deux bâtiments soient fermés à la visite, la Collection n'avait plus ni murs ni toit pour sa manifestation estivale annuelle. Eric Mézil, son directeur, a cherché un lieu. Il en a trouvé un, d'une nature très particulière : l'ancienne prison d'Avignon, nommée prison Sainte-Anne. Elle a été bâtie sous le Second Empire au pied du Rocher des Doms selon un plan simple : des galeries de cellules sur trois étages, autour de petites cours étroites. Depuis son ouverture en 1871, peu d'aménagements y ont été exécutés jusqu'à son abandon et au transfert des prisonniers, en

mars 2003, dans un établissement construit dans la ville limitrophe du Pontet.

Il a ensuite été question d'établir sur son emplacement un hôtel de luxe, mais les sommes nécessaires ont paru excessives aux investisseurs, et la prison, sans usage, est restée telle qu'elle était jusqu'à ce que commencent enfin, à l'hiver 2013, les travaux nécessaires à l'accueil de l'exposition estivale dans des bâtiments si peu faits pour en recevoir une.

Celle-ci s'intitule « La Disparition des lucioles » en mémoire d'un texte de Pier Paolo Pasolini qui voyait dans l'extinction de ces insectes lumineux l'un des signes des ravages de la modernité. Elle réunit une centaine d'artistes récents ou actuels, pour beaucoup d'entre eux très connus.

Si la Collection Lambert en est naturellement la principale pourvoyeuse, des collections privées et

publiques étrangères et françaises ont aussi contribué au projet. De bons artistes sont donc représentés par des œuvres de qualité. Dans l'ordre alphabétique, la liste va d'Adel Abdessemed à Chen Zhen. Elle passe par Joseph Beuys, Louise Bourgeois, Douglas Gordon, Mona Hatoum, Jenny Holzer, Deimantas Narkevicius, Martha Rosler, Kiki Smith et Ai Weiwei. Ce dernier a fait récemment l'expérience de l'emprisonnement. Tel fut aussi le cas de deux autres qu'Eric Mézil a tenu à évoquer, Paul Verlaine et Jean Genet, en écho aux archives retrouvées de la prison.

L'exposition a en effet été conçue en pensant à l'endroit où elle se tiendrait. Mais peut-on vraiment exposer de l'art – actuel ou ancien, peu importe – dans un tel endroit ? A peine y est-on entré, que la réponse ne fait aucun doute. Il est impossible de faire comme si on se trouvait dans un monument

historique quelconque. Impossible de ne pas être saisi par la pensée de ce qui a pu se passer dans ces couloirs, ces cellules, ces parloirs, ces courettes au-dessus desquelles des filets sont encore attachés, à moitié déchirés.

Incongruité

La question n'est même pas celle de l'incongruité des espaces et de leur exiguïté. Elle est qu'on ne voit, qu'on ne peut voir, que la prison : murs sales dont les couleurs s'écailent, portes écrasantes, grilles du sol au plafond et, plus que tout, traces laissées par les détenus. Il reste les photos de pin-up et de voitures de luxe découpées dans des magazines et collées sur les murs. Il y a les graffitis de filles nues, de paysages sommaires ou, plus impressionnant, ce dessin provocateur du 11-Septembre tracé sur une porte.

Ces signes visuels sont parfois plus intéressants que les œuvres placées à proximité. Il y a encore les noms, les slogans, les dates, les imprécations écrites au crayon ou au feutre, les incisions dans le crépi. Il y a des traces plus simples encore, les cadres métalliques qui supportaient les postes de télévision, les éviers, les douches : tout ce qui aide à supposer ce que c'était qu'être enfermé ici. Ce sont ces traces et ces choses qui capturent le regard.

Introduire dans ces cellules des travaux d'Ana Mendieta, Gordon Matta-Clark ou Cy Twombly, c'est les soumettre à une épreuve qui n'a pas de sens, pas plus que n'en aurait d'accrocher Poussin ou Cézanne sur ces murs maculés et pourris.

Dans bien des cas, l'incongruité est si flagrante qu'elle en devient gênante, aux dépens des artistes. De façon prévisible, ne résistent que les œuvres qui ont été conçues avec l'enfermement, la souffrance ou le désespoir en tête. Les photographies de graffitis de Brassai, celles de baigneuses surprises par Miroslav Tichy, le *Monument Odesa*, de Christian Boltanski, le diaporama de « gueules cassées » et de masques africains réparés, monté par Kader Attia, *Les Hurleurs*, de Mathieu Pernot, trouvent leur place. Que ce soit des photos, donc le plus commun des moyens d'expression, n'y est pas pour rien. Les filles nues floues de Tichy et les visages spectraux de Boltanski ne sont pas incongrus. Ils pourraient même presque avoir été laissés par des détenus au jour de leur libération.

Trois présences appellent une attention particulière. L'une est celle de Gloria Friedmann. Elle a réalisé in situ une installation sculpturale, *Le Cobaye*. Ayant été réfléchie en fonction du lieu, elle est juste dans ses proportions, dans le

choix des matériaux – une terre grise – et dans son allégorie de l'accablement.

La deuxième est celle de Jean-Michel Pancin, qui, se fondant sur sa connaissance précise de la prison et de son histoire, lui consacre une vidéo et une installation, toutes deux sobres et directes, d'une charge expressive intense.

La troisième est un témoignage, celui de Marceline Lorian-Ivens. Dénoncée avec sa famille, qui s'était réfugiée dans la région, elle a transité par Sainte-Anne, avant Drancy et Auschwitz. Filmée durant sa visite de la prison en avril, elle raconte, par exemple, comment elle échappa à un viol parce que l'officier nazi qui dirigeait la troupe – ancien professeur d'allemand en France – rabroua le soldat qui la poursuivait en lui rappelant qu'un guerrier aryen ne touchait pas aux races inférieures. Quand on a entendu ce récit, énoncé d'une voix neutre, il est très difficile de s'intéresser aussitôt après au minimalisme ou au postmodernisme. ■

PHILIPPE DAGEN

La Disparition des lucioles. Prison Sainte-Anne, rue Bannasterie, Avignon. Tous les jours de 11 heures à 19 heures en juillet et août, du mardi au dimanche, de 11 heures à 18 heures, en juin, septembre, octobre et jusqu'au 25 novembre. De 8€ à 10€.

Dominique Rocheteau est dans
France Culture Papiers n°10
disponible en kiosque et en librairie

Histoire • Philosophie • Société • Culture

bayard

france
culture
papiers



« Aglavaine et Sélysette », rêve éveillé de Maeterlinck

Au Théâtre de la Colline, Célie Pauthe hésite entre tragédie et comédie sentimentale

Théâtre

Tout le monde peut se tromper. Célie Pauthe aussi. Elle qui a signé de belles mises en scène décroît avec *Aglavaine et Sélysette*. En sortant du Théâtre national de la Colline, où le spectacle est présenté, on se demande comment on en est arrivé là, à une soirée monotone, sans vision ni enjeux, du moins apparents. Il y avait pourtant, dans la pièce de Maurice Maeterlinck, de quoi satisfaire le goût de Célie Pauthe pour les zones d'ombre de l'âme. Mais la mise en scène n'en rend pas compte. Elle s'enlise quand *Aglavaine et Sélysette* s'envole vers un absolu de l'amour comme il en a rarement été raconté.

Maeterlinck avait 34 ans quand il a écrit cette œuvre, en 1896. Elle lui a été inspirée par Georgette Leblanc, la sœur de l'auteur d'*Arsène Lupin*, qu'il avait rencontrée un an auparavant. Elle avait 26 ans, et se destinait à une carrière de chanteuse d'opéra. Avec elle, l'auteur belge dit être passé de l'ombre à la lumière. Il voulait se détacher de la force du destin qui traversait les pièces qui l'avaient rendu célèbre, de *La Princesse Maleine*, en 1889, à *La Mort de Tintagiles* et *Intérieur*. Cet appel vers la lumière, né de sa passion pour Georgette, qui allait devenir l'interprète de ses œuvres et sa compagne, il le mit jusqu'au mysticisme dans *Aglavaine et Sélysette*, reprenant, à sa manière, le schéma de l'amour à trois.

Quand la pièce commence, Sély-

sette et Méléandre vivent un amour paisible dans un château, dans la seule compagnie de la grand-mère et de la petite sœur de Sélysette. Dans la lettre annonçant son arrivée, Aglavaine, veuve du frère de Sélysette, écrit qu'elle a connu le malheur, mais qu'elle ne doute pas de le voir s'éloigner à jamais, en étant unie avec eux.

Méléandre croit à ce rêve énigmatique qui fait d'Aglavaine un oiseau de paradis. Sélysette présente le danger, elle voit dans Aglavaine l'oiseau de malheur qui rompra son couple. C'est pourtant elle qui ira jusqu'au bout. D'abord rétive, elle se lance corps et âme dans l'union totale que Maeterlinck appelle de ses vœux, comme un idéal de l'amour qui transcenderait les contingences.

On ne dira pas ce qui arrive à la fin. Les personnages ont guidé l'auteur vers une issue qu'il n'eût peut-être pas souhaitée, mais qui s'imposait. Ce n'est pas le plus important. Ce qui compte, c'est le chemin, ces scènes qui se déploient comme des tableaux, ouverts à des interprétations multiples. Il n'y a que Maurice Maeterlinck pour mettre le spectateur dans un état de somnolence éveillée, où se croisent le rêve, le fantastique et l'angoisse. Tout cela ne franchit pas le plateau du Théâtre de la Colline. ■

BRIGITTE SALINO

Aglavaine et Sélysette, de Maeterlinck. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20°. Jusqu'au 6 juin. www.colline.fr

« Le Consul », opéra kafkaïen et désespéré de Gian Carlo Menotti

Bérénice Collet met en scène à Herblay, dans le Val-d'Oise, la première grande pièce du compositeur italien, qui mêle savamment les accents du drame et la légèreté de la comédie musicale américaine

Opéra

Ces dernières années, le Théâtre Roger-Barat, à Herblay (Val-d'Oise), s'est fait une spécialité de monter des ouvrages rares du répertoire lyrique. Ainsi, *Vanessa* de Samuel Barber, en 2012, dont il avait assuré la création scénique française (*Le Monde* du 25 mai 2012). Cette fois, il s'agit du *Consul* de Gian Carlo Menotti, mentionné parmi les ouvrages marquants du XX^e siècle, désormais rare sur une scène d'opéra.

Un lien affectif et professionnel rapproche les deux ouvrages : Gian Carlo Menotti (1911-2007), librettiste de *Vanessa*, avait rencontré Samuel Barber alors qu'il était étudiant au Curtis Institute of Music de Philadelphie – il sera son compagnon jusqu'à la mort de Barber en 1981.

Dans *Le Consul*, son premier grand opéra, Menotti est seul maître d'œuvre du long calvaire infligé à la jeune Madga Sorel, épouse sacrificielle d'un dissident politique ayant fui à l'étranger. Traquée par la police secrète, elle tentera, en vain, d'obtenir, pour le rejoindre, un visa auprès d'un consulat à la bureaucratie kafkaïenne. Elle ne pourra sauver ni son enfant malade, ni sa vieille belle-mère, ni même son mari qui veut rentrer pour la voir au péril de sa vie et qu'elle tente de dissuader en se suicidant.

Œuvre d'un tropisme désespéré, *Le Consul* mêle savamment aux



Au Théâtre Roger-Barat, à Herblay (Val-d'Oise). TRBH/HERBLAY

accents dramatiques issus de l'opéra de Puccini (parfois un tantinet emphatique) – ce qui lui valut notamment le mépris de Stravinsky et de Luigi Nono –, l'esprit plus léger et grinçant de la comédie musicale américaine avec ses dialogues parlés et ses parties chorégraphiées. *Le Consul* est créé le 1^{er} mars 1950 au Shubert Theatre de Philadelphie avant l'Ethel Barrymore Theatre à Broadway, quinze jours plus tard. Il remporte d'emblée le prestigieux prix Pulitzer, dans la catégorie « œuvre musicale », ainsi que le New York Drama Critics' Circle Award de l'œuvre musicale de l'année.

La metteuse en scène Bérénice Collet a suivi ses personnages à la lettre, dessinant notamment avec finesse la cruelle diversité des figures secondaires. La direction d'acteurs est probe et sensible, aussi juste dans le détail que judicieuse dans le symbole. La simplicité luxuriante des décors de Christophe Ouvrard mérite une fois encore l'éloge (tel était déjà le cas dans le

Tancredi de Rossini récemment à l'affiche du Théâtre des Champs-Élysées), que contrepointent la vidéo poétique de Christophe Waksman (qui apporte son pouvoir d'évasion au cauchemar) et les belles lumières d'Alexandre Ursini.

Bons rôles principaux

Largement dominée par les femmes, la distribution n'est pas des plus idoine mais les rôles principaux tirent leur épingle du jeu. Que ce soit la Magda omniprésente et scéniquement convaincante de Valérie McCarthy, dont le soprano manque hélas d'un peu d'aisance dans les aigus ; l'impavide secrétaire du consul que caractérise avec aplomb Béatrice Dupuy ou la grand-mère compassionnelle campée par Joëlle Fleury (un mezzo au vibrato un peu large), dans la lignée des vieilles femmes de douleur. Sans oublier la Femme étrange d'Ainhoa Zuazua Rubira, jolie incarnation du verisme italien.

La gent masculine semble, elle, plus caricaturale : le baryton ter-

rien de Philippe Brocard (John Sorel), l'agent de la police secrète de Nicolas Rigas (un chant aussi rugueux que son rôle) ou le magicien bavard d'Artavazd Sargsyan faisant son numéro dans le bureau du consulat (sans conteste l'une des scènes les plus réussies du spectacle).

Sous la baguette attentive d'Inaki Encina Oyon, les musiciens de l'Orchestre Padeloup ont paru manquer parfois d'engagement et de précision. ■

MARIE-AUDE ROUX

Le Consul, de Gian Carlo Menotti. Avec Valérie McCarthy, Philippe Brocard, Joëlle Fleury, Béatrice Dupuy, Nicolas Rigas, Artavazd Sargsyan, Ainhoa Zuazua Rubira, Bérénice Collet (mise en scène), Christophe Ouvrard (scénographie et costumes), Christophe Waksman (vidéo), Alexandre Ursini (lumières), Orchestre Padeloup, Inaki Encina Oyon (direction). Théâtre Roger-Barat, à Herblay (Val-d'Oise). Jusqu'au 5 juin. Tél. : 01-39-97-79-73. De 12 à 26 euros.

Camille Chamoux, née sous Giscard, a quand même réussi sa vie

Dans son one-woman-show, la comédienne de 36 ans s'amuse de sa « génération inerte », pour qui la nostalgie est un « refuge pratique »

Théâtre

Difficile de passer à côté de l'affiche de Camille Chamoux dans les rues de Paris : cette tenue de miss, ce diadème kitsch, cet air indolent, ce sourire mièvre et ce titre : *Née sous Giscard*. Ne vous y trompez pas. Derrière cette image innocente et surannée se cache une jeune comédienne moderne et pétillante qui se rit de sa génération.

Camille Chamoux a eu la bonne idée de s'éloigner des sketches et du stand-up pour construire un spectacle en forme de comédie sociologique à un personnage et de conversation avec le public. On pénètre dans la salle du Théâtre du Petit Saint-Martin comme dans la chambre d'une jeune fille. Camille Chamoux est déjà là, à écouter sur son tourne-disque des 33 tours de Serge Lama et d'Aznavor, à chanter son journal intime, à chanter de Anne Sylvestre et à rêver de devenir danseuse.

Elle est née dans une France giscardienne, ses parents étaient fans de Madelin, le tube de son enfance s'appelaient *Big bisou*, l'idole de son adolescence Patrick Bruel et, quand elle a eu le droit de regarder

librement la télévision, elle a découvert l'humour avec Michel Leeb...

Alors ne lui parlez pas d'un âge d'or révolu ! Camille Chamoux préfère tordre le cou à la nostalgie, à cet insupportable « c'était mieux avant » qui finit par inciter chacun à mettre les mains dans les poches et à devenir mou. « *On est juste une génération inerte* », lâche-t-elle.

Autodérision

Ses pairs trentenaires qui, à longueur de dimanches, dénichent en s'extasiant du vintage dans les brocantes l'insupportent. « *Je me suis fait chier chez ma grand-mère, ce n'est pas pour passer ma vie à reconstituer son salon*. » Ses copines devenues de jeunes mamans sans cesse « *fatiguées* » la désolent.

Camille Chamoux a le don de nous prendre par la main pour nous raconter ses souvenirs d'enfance et pratique avec justesse l'autodérision sur les névroses de cette génération X que l'on a surnommée « bof ». Ce spectacle rondement mené et intelligemment écrit nous renvoie à notre tendance à embellir le passé pour mieux se plaindre de l'époque actuelle. « *La nostalgie est un refuge pratique* », pointe la comédienne.

Avant d'être seule en scène, Camille Chamoux a longtemps pratiqué le théâtre. En parallèle de ses études en hypokhâgne-khâgne, elle se forme au conservatoire du VII^e arrondissement de Paris. Mais, dit-elle, « *j'ai tout raté : Normale-Sup et les concours d'art dramatique* ». Sans désespérer. Elle commence sa carrière au Théâtre Montfort sous le regard du metteur en scène Régis Santon avant de se lancer, en 2006, dans un premier one-woman-show (*Camille attaque*).

Belle promesse de la scène humoristique féminine, au jeu naturel et à l'écriture féroce, Camille Chamoux livre avec *Née sous Giscard* une thérapie euphorisante. Sans doute est-ce pour cela que le succès est au rendez-vous. Depuis deux mois, le Théâtre du Petit Saint-Martin ne désemplit pas. On peut avoir des « *bases molles* » et très bien s'en sortir. ■

SANDRINE BLANCHARD

Née sous Giscard, de Camille Chamoux. Mise en scène Marie Dompnier, Théâtre du Petit Saint-Martin, 17, rue René-Boullanger, Paris 10^e. Tél. : 01-42-08-00-32. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 16 heures. Jusqu'au 26 juillet. Tarif : 25 euros

FRANCE INTER, DES PARTENARIATS QUI FONT LA DIFFÉRENCE

BRAVO !

NURI BILGE CEYLAN
POUR WINTER SLEEP

XAVIER DOLAN
POUR MOMMY

JEAN-LUC GODARD
POUR ADIEU AU LANGAGE

PRIX DU JURY EX-AEQUO

ANDREÏ ZVIAGINTSEV
POUR LEVIATHAN

PRIX DU SCÉNARIO

MARIE AMACHOUKELI
CLAIRE BURGER, SAMUEL THIES
POUR PARTY GIRL

CAMERA D'OR

france inter

LA VOIX EST LIBRE

franceinter.fr

■■■ EXCELLENT ■■■ À VOIR ■■■ POURQUOI PAS ■■■ ON PEUT ÉVITER

Quand les hommes montrent leurs crocs

« White Dog », chef-d'œuvre de Samuel Fuller de 1982, ressort en salles dans une version restaurée



Extrait de « White Dog » (« Dressé pour tuer »). DR

Reprise

Le racisme est-il une maladie mentale incurable ou un comportement acquis, susceptible d'être soigné ? C'est sur la base de ce questionnement anthropologique et philosophique que s'articule *White Dog* (*Dressé pour tuer*), le brûlot que réalisa Samuel Fuller (1912-1997) en 1982, d'après le roman de Romain Gary, *Chien blanc* (1970). Vidé du contexte politique du livre (la lutte des Noirs américains pour leurs droits civiques), le film tend vers l'allégorie. Pas de Blacks Panthers ici, ni d'émeutes raciales après l'assassinat de Martin Luther King. *White Dog* met en scène une jeune actrice qui recueille un chien errant.

Elle ne tarde pas à se rendre compte qu'il a été conditionné pour attaquer les Noirs. Horrifiée et désespérée, elle le confie à un dresseur et anthropologue de couleur pour tenter d'éradiquer la haine qu'on a inculquée à l'animal.

C'est d'abord à Roman Polanski qu'on confia la réalisation du film. Mais rattrapé par l'affaire de mœurs qui le poursuivit toute sa vie, il choisit l'exil pour échapper à la justice américaine. Reléguée dans les limbes, la production du film reprit plusieurs années plus tard. Curtis Hanson, scénariste du film, suggéra alors à la Paramount d'engager Samuel Fuller.

Cinéaste de la violence, il écrivit sur ce thème dès l'âge de 17 ans, alors qu'il était reporter criminel

pour le *New York Evening Graphic*. Puis il en explora tous les vertiges dans ses films de guerre (*Les maraudeurs attaquent*) ou ses thrillers psychologiques (*Shock Corridor*). Une violence à laquelle il fut par ailleurs personnellement confronté quand il servait dans l'armée américaine, au sein du Big Red One, la première division d'infanterie de l'U.S. Army, pendant la seconde guerre mondiale. Il participa aux débarquements en Afrique du Nord, en Sicile et en Normandie et filma la libération du camp de Falkenau, en Tchéquie.

Euthanasie

Le traumatisme de la découverte des chambres à gaz, sur lequel il reviendra dans le stupéfiant *Au-delà de la gloire* (1980), ne cessera d'accompagner ce fils d'immigrants juifs, né en 1912 dans le Massachusetts. Ce choc donne tout son sens à une scène terrible de *White Dog* où un chien se fait gazer sous les yeux de l'héroïne, venue récupérer son berger allemand à la fourrière. Filmant d'abord l'exécution à distance et dans un léger flou, la caméra se rapproche du hublot où l'animal est euthanasié. Mais elle se tiendra résolument au seuil. Toute l'éthique de la mise en scène de Fuller s'exprime dans cette séquence.

L'auteur eut pourtant toutes les peines du monde à imposer ses choix de réalisation, dans un contexte créatif houleux. Avant même que le film soit achevé, des lobbys prêtèrent à Fuller des intentions racistes. Il reçut, pendant le tournage, la visite de représentants de la NAACP (Association nationale pour l'avancement des personnes de couleur) qui voulaient s'assurer que le film ne portait pas atteinte à leur dignité. Fuller finira par les chasser du plateau, mais le mal était fait. La Paramount prit peur face aux rumeurs et bloqua la distribution du film.

La sortie en salles, dix ans plus tard, sera parcimonieuse aux États-Unis et réservée à de rares pays comme la France où, écoeuré, Fuller s'exila à son tour. Le film ne sortira en DVD qu'en 2008, grâce aux efforts de l'éditeur vidéo Criterion.

La restauration dont le film fait l'objet aujourd'hui, assortie d'une nouvelle sortie en salles, ne se contente pas d'être splendide et respectueuse du travail du cinéaste : elle permet de mesurer à quel point *White Dog* n'a rien perdu de sa puissance, ni de sa pertinence. Si l'on peut combattre le racisme,

sa haine résiduelle, nous enseignent le film, résiste à l'éducation. ■

SANDRINE MARQUES

White Dog (*Dressé pour tuer*), film américain de Samuel Fuller (1h30).

Martha, une condamnée à la joie contagieuse

Dans un premier film sensible, la Mexicaine Claudia Sainte-Luce s'inspire de sa propre vie

Les Drôles de poissons-chats

Le cinéma latino-américain s'écrit désormais au féminin. Claudia Sainte-Luce, Mexicaine de 31 ans, a fréquenté l'école de cinéma de Guadalajara et réalise ici son premier film. Encouragée par la réalisatrice argentine Paula Markovitch, elle a entrepris de rédiger un scénario, nourri de sa propre biographie.

L'histoire de Claudia est donc la sienne. Coïncée dans une vie médiocre de démonstratrice de supermarché, la jeune femme est hospitalisée à la suite d'une crise d'appendicite. Dans ce triste décor, elle fait la connaissance de Martha, une mère de famille atteinte du sida, qui élève seule ses quatre enfants. Claudia s'installe chez elle et noue avec eux une relation privilégiée.

Sous son titre énigmatique, ce premier film raconte une amitié féminine placée sous le signe de la transmission. Deux décennies séparent Martha et Claudia. La jeune fille a l'avenir devant elle et pourtant son horizon est bouché. Quant à Martha, ses jours ont beau être comptés, elle déborde de vie. Ce qui porte Martha est bien plus que du courage face à la maladie. C'est un élan, une joie de vivre contagieuse. On comprend que la réalisatrice ait voulu rendre hommage à la femme qui a inspiré le personnage de Martha. Son influence positive se mesure à l'aune de la

destinée d'artiste qu'elle s'est choisie. Le projet était risqué, comme tous ceux qui entretiennent avec leur sujet une trop grande proximité. Mais la contiguïté entre la réalité et la fiction apporte un surcroît de véracité au film.

Sensualité tragique

Claudia Sainte-Luce n'a pas hésité à faire voisiner les deux. La comédienne qui interprète Wendy, l'adolescente mal dans son corps généreux, est la propre fille de la vraie Martha. La jeune réalisatrice se révèle, pour l'occasion, excellente directrice d'acteurs. La famille vit, vibre, s'anime et se solidarise autour de la mère qui glisse vers la mort. *Les Drôles de poissons-chats* est le récit d'une transformation et d'un legs. C'est en cela qu'il bouleverse, ainsi que dans son refus de creuser le sillon du pathos.


On retiendra surtout de cette chronique sensible l'émouvante virée à la mer de Martha. La baignade lustrale se pare d'une sensualité tragique. La comédienne Lisa Owen incarne avec finesse et sobriété cette mère qui n'est déjà plus tout à fait là. Elle laissera une lettre testamentaire. De ces mots offerts aux vivants, que restera-t-il ? Le souvenir indélébile d'un été où la grâce d'une femme et son amour de la vie ont tout transformé. ■

S. MA.

Film mexicain de Claudia Sainte-Luce. Avec Ximena Ayala, Lisa Owen, Sonia Franco, Wendy Guillen, Andrea Baeza (1h29).




ALAIN SARDE ET WILD BUNCH PRÉSENTENT



PRIX DU JURY
FESTIVAL DE CANNES

ADIEU AU LANGAGE
Jean-Luc Godard



Le Monde

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

f / ADIEUAUUSAGE

CANAL+

inter

wild bunch

LES AUTRES FILMS DE LA SEMAINE

Retrouvez l'intégralité de la critique sur [Lemonde.fr](#) (édition abonnés)

À VOIR

L'Ile de Giovanni

Film d'animation de Mizuho Nishibuko (1 h 42). Sur les traces d'Isao Takahata (*Le Tombeau des lucioles*), ce film qui veut à tout prix émouvoir, et y parvient, suit le destin de deux frères qui ont eu la malchance de naître à Chikotan, dans les Kouriles, juste avant la seconde guerre mondiale. L'occupation soviétique, la déportation de la population sont évoquées tour à tour avec lyrisme et réalisme, et une exigence de rigueur historique qui destine ce film à un public adolescent et adulte. ■ T.S.

ON PEUT ÉVITER

Etre et devenir

Documentaire français de Clara Bellar (1 h 39). Clara Bellar s'intéresse, dans ce documentaire, au phénomène du « *unschooling* », qui consiste à ne pas envoyer les enfants à l'école afin qu'ils découvrent de manière autonome les apprentissages et leurs propres centres d'intérêt. La volonté prosélyte de l'ensemble est telle que le film n'accueille, à aucun moment, une parole divergente. Cette absence de rigueur dans la construction intellectuelle du propos et dans la conduite même de l'enquête rejoint celle d'un film qui – comble de l'ironie – prône l'ouverture et la liberté mais la refuse à ses spectateurs. ■ S.M.A.

Je te survivrai

Film belge de Sylvestre Sbillé (1 h 31). Joe, directeur cynique d'une agence immobilière, convoite le terrain de sa voisine, une vieille femme nommée Blanche. Un beau jour, il tombe dans un puits.

Contraint d'accepter l'aide de la grand-mère, il s'humanise à son contact en attendant les secours. Cette satire caricaturale de l'arrogance ordinaire, tournée en Belgique avec des acteurs belges, est d'une ineptie et d'une laideur sans recours. ■ M.M.A.

Le Vieux qui ne voulait pas fêter son anniversaire

Film suédois de Felix Herngren (1 h 54). À l'origine, il y a le best-seller de Jonas Jonasson, publié en 2009 et traduit dans plus de trente pays. Pour ceux qui seraient passés à côté du phénomène littéraire, *Le Vieux qui ne voulait pas fêter son anniversaire* narre les aventures rocambolesques d'un vieillard gaffeur, responsable, à son corps défendant, des grands bouleversements politiques de ce siècle. Accumulation de scènes marabout, bout de ficelle, cette comédie paresseuse et grotesque peine à affirmer, sur la durée, sa capacité à divertir. ■ S.M.A.

NOUS N'AVONS PAS PU VOIR

Amour sur place ou à emporter

Film français d'Amelle Chahbi (1 h 30).

Caricaturistes, fantassins de la démocratie

Documentaire français de Stéphanie Valloatto (1 h 46).

La Liste de mes envies

Film français de Didier Le Pêcheur (1 h 38).

Maléfique

Film américain de Robert Stromberg (1 h 38).

Ton absence

Film franco-italien de Daniele Luchetti (1 h 40).

Ugly

Film indien d'Anurag Kashyap (2 h 06).

FESTIVAL

Les intermittents déclarent les ministres « persona non grata » aux spectacles estivaux

Les intermittents menacent d'interrompre les spectacles auxquels assisteraient cet été des ministres, pour protester contre la réforme de leur régime d'assurance-chômage, selon une déclaration lue, lundi 26 mai, lors de la conférence de presse du Festival « off » à Avignon. « Nous nous mettrons en grève dès lors que des ministres participent à un spectacle et nous ne reprendrons que lorsqu'ils en seront sortis », a déclaré Marc Splyer, un des responsables de la CGT-Spectacle qui dénonce une « négociation déloyale ». Il demande au ministre du travail de ne pas agréer la nouvelle convention d'assurance-chômage sur laquelle se sont mis d'accord les partenaires sociaux en mars et qui prévoit un durcissement de leur régime. Le texte a été amendé depuis, mais selon la CGT et les associations d'intermittents, il n'a été modifié « qu'à la marge ». – (AFP.)

Francophonie La fermeture de l'Institut français du Cap-Vert suscite l'incompréhension

La fermeture prévue fin juillet de l'Institut français du Cap-Vert suscite l'incompréhension du monde politique et des milieux intellectuels et culturels de cet archipel ouest-africain membre de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Dans une pétition, artistes et intellectuels font part de leur « désarroi », soulignant que « le français fait partie de l'environnement sociolinguistique et culturel du pays ». Dans une lettre adressée fin mars à son homologue français, dont l'AFP a obtenu une copie, le président capverdien Jorge Carlos Fonseca demande à François Hollande de « réviser cette décision ». Ce dernier note dans sa réponse que l'Institut français a « perdu de son énergie et de sa pertinence », mais que sa fermeture « ne signifie, en aucune façon, l'arrêt de notre coopération culturelle avec votre pays ». – (AFP.)

Cinéma Les super-héros mutants de « X-Men » en haut du box-office nord-américain

Les super-héros de la célèbre franchise X-Men se sont placés au sommet du box-office nord-américain lors du week-end prolongé du Memorial Day, selon les chiffres provisoires publiés dimanche 25 mai par Exhibitor Relations. Le film *X-Men, Days of Future Past* a rapporté plus de 90 millions de dollars (66 millions d'euros) entre vendredi et dimanche.

Archéologie Des écoliers découvrent une momie vieille de 7 000 ans dans le nord du Chili

Des enfants ont trouvé une momie vieille de 7 000 ans dans la région d'Arica, au nord du Chili, selon des informations publiées le 25 mai par les médias locaux. Découverte lors d'une sortie de l'atelier d'archéologie de l'Ecole américaine dans le Morro de Arica, la momie appartient à la culture chinchorro. – (AFP.)

Mode Autrefois destinés aux riches Américaines partant passer l'hiver au soleil, les défilés d'intersaison permettent aux maisons d'aller présenter leurs modèles au plus près de la clientèle

Le vent d'été des collections croisières



Collection Dior, défilé croisière pour la collection 2015 à Brooklyn. JASON SCHMIDT

Un défilé Dior à New York face aux gratte-ciel de Manhattan le 7 mai ; un show Chanel sur une île artificielle au large des tours futuristes de Dubaï le 13 mai ; une présentation Louis Vuitton à l'ombre du palais princier de Monaco le 17 mai... Trois des plus grands noms du luxe français ont décidé en 2014 de faire de leurs défilés croisières des événements spectaculaires, instituant ainsi une sorte de micro-fashion week en dehors des dates des traditionnels défilés.

Le nom désuet de ces collections est lié à leur origine : dans les années 1920, les riches Américaines partant l'hiver en croisière vers des pays chauds réclamaient à leurs couturiers des vestiaires adaptés. Ces collections au ton estival ont conservé le nom de « croisière ». Malgré ce parfum suranné, leur persistance et la débâche de moyens déployés pour les présenter montrent l'importance qu'ont gardée ces rendez-vous.

« Ce sont les collections qui restent le plus longtemps en boutique [de fin octobre à mai], explique Michael Burke, PDG de Louis Vuitton. Elles sont aussi plus adaptées aux climats du Sud, destinations qui, depuis une dizaine d'années, sont privilégiées par nos clients. Brésil, Moyen-Orient, Asie du Sud-Est, même le sud des Etats-Unis avec des Etats comme la Floride, le Texas, la Californie : ces marchés se développent. La collection croisière est donc devenue la plus importante et elle mérite son défilé. »

La collection croisière moderne est donc un retour aux sources : la cliente est reine (même si la créativité n'est jamais sacrifiée) et on n'hésite pas à venir la servir sur son territoire. Une quête qui explique les choix des lieux de ces derniers déplacements.

Il s'agit souvent de territoires avec lesquels les marques ont des liens, et donc une clientèle historique. « La collection croisière est avant tout pensée pour nos clients, assure Michael Burke. Nous l'organisons dans les endroits où ils vivent, où ils aiment aller. A Monaco, par exemple, où nous avons une boutique depuis plus de trente ans, la famille princière compte parmi nos clients depuis plus d'un siècle. »

Même logique chez Dior, qui a traversé l'Atlantique pour montrer sa dernière collection. « Dès 1948, M. Dior était venu présenter ses créations à New York, rappelle Sidney Toledano, PDG de Christian Dior Couture. Nous avons commencé à nous interroger sur cette collection que les Américains appellent croisière il y a une dizaine d'années : les acheteurs des grands magasins américains, qui comp-



Défilé croisière Chanel, le 13 mai, à Dubaï. CHANEL

tent beaucoup dans le monde de la mode, avaient besoin de se faire livrer plus tôt dans la saison. Pour cela, il fallait un moment créatif et nous avons décidé, en 2005, de faire un défilé à New York. Nous l'avons organisé au 24^e étage de notre siège, devant 250 personnes : la presse, les acheteurs locaux et quelques clientes. Nous avons continué de présenter ces collections à New York pendant trois ans, jusqu'à la crise financière de 2008-2009. En 2010, nous avons organi-

— Ces moments d'exception sont partagés avec le monde entier grâce à Internet et aux réseaux sociaux —

sé le défilé à Shanghai. Après un changement de créateur et la première croisière de Raf Simons, en 2013, à Monaco, l'Amérique nous appelle à nouveau. Les collections de Raf Simons plaisent beaucoup ici : sa modernité et la façon dont il a réinterprété le style Dior ont séduit les clientes américaines. »

Même quand on explore un marché émergent, la demande de la cliente prévaut. « Il y a trente ans, il n'y avait rien à Dubaï, raconte Bruno Pavlovsky, président des activités mode de Chanel. En très peu de temps, c'est devenu un lieu incontournable commercialement.

La marque y rencontre un fort succès. En termes de business, ce défilé nous permet de donner des signes forts à des gens qui deviennent des clients incontournables, qui voyagent énormément et que l'on retrouve à Londres, Paris ou Singapour. Nous avons trois boutiques à Dubaï mais il y a encore du travail, car à chaque fois que l'on découvre une région, une nouvelle cliente, il faut s'adapter à ses attentes, à ses façons de faire. »

Nul doute que la féerie orientale moderne de la collection croisière conçue par Karl Lagerfeld a su convaincre cette clientèle, comme celle du reste du monde. De même, l'élégance graphique de Raf Simons est soluble dans le style new-yorkais comme dans des garde-robes moins anglo-saxonnes. Et le vestiaire pop, ni rétro ni trop futuriste, de Nicolas Ghesquière pour Louis Vuitton colle à l'esprit Riviera de Monaco, mais dans une version très fraîche et plus universelle.

Capable de satisfaire une clientèle locale et globale, la collection croisière est au cœur d'un paradoxe moderne : ces moments d'exception organisés dans des lieux privilégiés pour des invités soigneusement sélectionnés sont quasi instantanément partagés avec le monde entier grâce à Internet et aux réseaux sociaux.

A quoi bon, alors, partir au bout du monde ? « La virtualité, c'est bien, assure Sidney Toledano. Mais pour le créateur et son équipe, l'inspiration n'est pas la même face à



Défilé croisière Vuitton, le 17 mai, à Monaco. VUITTON

un écran qui ne donne pas toujours un sens du concret. Nous voulons aussi offrir une expérience aux gens qui sont venus. Bien sûr, ce privilège dure peu de temps, les commentaires seront vite en ligne, les gens vont tweeter et "instagrammer" pendant le défilé, mais on ne sait pas encore créer des hologrammes capables de reproduire la magie et la sensibilité de l'expérience réelle. »

Cette dualité est désormais intégrée à la création des événements. « Nous faisons un show entre nous, dans un lieu qui raconte une histoire, et en plus on peut le partager avec le monde entier, résume Bruno Pavlovsky. Je pense que nous provoquons quelque chose et on se sert des moyens actuels pour le mettre en avant. Ou plutôt ce sont les gens qui sont là qui le font pour nous. »

En termes d'image comme de chiffres d'affaires, la croisière et ses spectacles itinérants représentent un investissement capital. En jouant sur l'équilibre entre exclusif et universel, elle est au cœur d'un débat essentiel dans le luxe : comment gérer le désir ? « Je vais vous citer mon philosophe préféré, sourit Michael Burke, Groucho Marx : "Je ne voudrais pas appartenir à un club qui voudrait de moi comme membre." »

Et c'est grâce à cette petite contradiction perpétuelle de l'esprit humain que prospère l'immense industrie du luxe. ■

CARINE BIZET

Nadal et Djokovic engagent leur duel à distance

Après l'élimination de Stanislas Wawrinka, l'Espagnol et le Serbe ont le champ libre pour se retrouver en finale

Tennis

Ca te préoccupe. Pas moi.» La réponse a fusé, cinglante, interdisant toute relance. Convie lundi 26 mai à désigner le favori de Roland-Garros 2014 entre Novak Djokovic et lui-même, Rafael Nadal s'est montré fidèle à sa communication verrouillée. Impénétrable, l'octuple vainqueur du rendez-vous parisien n'a pourtant pas semblé prendre ombrage que pareille question puisse lui être posée.

C'est que le Majorquin serait enfin friable sur la brique pilée, une rumeur d'avant-tournoi que l'on a déjà entendu sporadiquement au cours de son interminable règne. Depuis 2005, elle s'est avérée juste à une seule occasion, en 2008, lorsqu'il fut sorti en huitièmes de finale par Robin Söderling, seul être humain à ce jour à l'avoir battu porte d'Auteuil.

Novak Djokovic peut-il succéder à ce Suédois, ce qui induit qu'il terrasse Rafael Nadal en finale ? C'est l'enjeu principal de cette édition. En 2013, la perspective d'une apothéose entre les deux meilleurs joueurs du monde avait été d'emblée écartée par le tableau. Ils s'étaient affrontés en demie en un combat homérique de cinq manches, un des plus beaux matchs de l'histoire du tournoi. La finale, opposant Nadal à son compatriote David Ferrer avait été aussi expéditive que soporifique.

Cette année, heureusement, le Valencien est promis en quarts au tenant du titre et le « Djoker » trace sa route dans l'autre moitié. Et il a battu l'empereur de l'ocre en finale à Rome le 18 mai, devenant ainsi le seul à l'avoir fait quatre fois sur terre battue.



Le Serbe Novak Djokovic s'est facilement débarrassé du Portugais Joao Sousa (6-1, 6-2, 6-4), lundi 26 mai sur le Central. MIGUEL MEDINA/AFP

S'il l'a emporté à Rio de Janeiro et à Madrid (sur abandon du Japonais Kei Nishikori, éliminé lundi à Roland-Garros), Rafael Nadal réalise pour le moment une saison en demi-teinte sur sa surface fétiche, « pas content de [ses] performances à Monte-Carlo et Barcelone » où il a atteint seulement les quarts, défaits par deux Espagnols, respectivement David Ferrer et Nicolas

Almagro. Symboliquement, son entrée dans les Internationaux de France ne s'est pas faite cette année par la grande porte du court Philippe-Chatrier (le central) mais par celle, à peine plus étroite, du Suzanne-Lenglen. Cette anomalie n'a pas manqué d'être interprétée comme un signe de déclassement. « Ce n'est pas très important, a relativement Rafael Nadal. Jouer à Roland-

Garros est toujours un plaisir pour moi. » Ce le fut moins pour l'amuse-gueule Robby Ginepri, un Américain classé au 279^e rang mondial, présent sur invitation. L'hôte fut fessé en 1 h 42 minutes (6-0, 6-3, 6-0) et Nadal a pu offrir à un spectateur son maillot guère encombré de sueur.

En un curieux chassé-croisé, Novak Djokovic l'avait précédé

dans l'après-midi, entre deux gouttes de pluie. A rebours de l'attitude sérieuse et ennuyeuse de son rival, il s'est lancé dans une offensive de séduction du public parisien, favorisée par sa nature facétieuse et blagueuse. Quelques points de popularité supplémentaires ont été engrangés en conviant un ramasseur de balles à s'asseoir à ses côtés sous le parapluie. Le gamin a pu

profiter d'un petit coin de paradis, d'autant que le champion lui a confié sa raquette et même offert à boire. « On a eu une discussion sympa, a précisé le Serbe. C'est un joueur de tennis, je lui ai demandé depuis combien de temps il jouait et s'il appréciait d'être ramasseur. On s'est bien marré ! Nous avons attendu pendant dix minutes pendant qu'il pleuvait à verse. Je me suis dit qu'il fallait que je fasse quelque chose, peut-être me faire un nouvel ami. »

Les commentaires au sujet de cette action divergeaient entre belle générosité spontanée et pure opération de communication. L'humeur partageuse de « Djoko » était à l'évidence favorisée par le score car il a été moins attentionné pour le Portugais Joao Sousa, libéré en trois manches (6-1, 6-2, 6-4).

« Nole »
entend changer
le cours de l'histoire
pour sa dixième
tentative
à Roland-Garros

Détendu et goguenard après sa victoire, le résident monégasque s'est exprimé en trois langues, anglais, français et serbe, en plaçant sur le régime sans gluten qu'il préconise, avant de se faire plus grave lorsqu'il a évoqué les inondations qui ont frappé les pays de l'ex-Yougoslavie. Et lui, au moins, a répondu à la question : oui, Nadal est le prétendant naturel à sa succession.

Un aveu d'humilité retors, bien connu pour mettre la pression sur l'adversaire. Car « Nole » entend changer le cours de l'histoire pour sa dixième tentative à Roland-Garros, seul tournoi du Grand Chelem manquant à son palmarès. Il n'a atteint qu'une seule fois la finale, en 2012, forcément contre Nadal, qui l'a aussi écarté à trois reprises en demies.

Dans la soirée, une bonne nouvelle attendait le tandem infernal. Le voilà débarrassé de celui qui était annoncé comme l'outsider de la compétition, le Suisse Stanislas Wawrinka. Récemment vainqueur à Monte-Carlo, le numéro 3 mondial a été victime à la surprise générale de l'Espagnol Guillermo Garcia-Lopez (4-6, 7-5, 2-6, 0-6) des ses premiers échanges. ■

BRUNO LESPRIT

Sur Lemonde.fr

Retrouvez « Troisième balle », le blog de nos envoyés spéciaux à Roland-Garros.

ELISABETH PINEAU

Les histoires de wild-cards finissent tôt, en général

SI HENRI LECONTE n'a jamais inscrit son nom au palmarès du simple messieurs, il s'y est tout de même distingué en signant une performance restée dans les annales du tournoi : celle du meilleur parcours d'un bénéficiaire de wild-card, ce précieux sésame qui permet d'intégrer directement le tableau final sans passer par la phase des qualifications. C'était en 1992, année où « Riton » s'était hissé jusqu'en demi-finales. Deux ans plus tôt, déjà invité par les organisateurs, le Français avait atteint les quarts.

Mais son cas est un peu l'exception qui confirme la règle. Car les

histoires de wild-cards finissent tôt, en général. Cette année, douze Français (six chez les dames, six chez les messieurs) en ont bénéficié. Il y a parmi eux des habitués (Michaël Llodra, Paul-Henri Mathieu, Mathilde Johansson) et des novices (Pierre-Hugues Herbert, Alizé Lim ou Fiona Ferro). Chez les dames, hormis Claire Feuerstein et Pauline Parmentier, qualifiées pour le deuxième tour, toutes se sont inclinées d'entrée.

Côté messieurs, déjà deux sorties prématurées. « Mika » Llodra, Axel Michon, Lucas Pouille et Albano Olivetti doivent disputer, eux, leur premier match mardi 27 mai.

« Il y a deux cas de figure : soit on en fait bénéficier un joueur dont le classement a chuté, souvent en raison d'une blessure, soit on choisit de l'attribuer à un jeune joueur pour lui donner la possibilité de s'aguerrir au plus haut niveau », explique Eric Winogradsky, responsable du haut niveau masculin à la Fédération française de tennis.

« Une belle expérience »

En 2013, c'est ce qui a permis à Lucas Pouille de faire ses premiers pas en Grand Chelem. Le joueur de 19 ans, alors classé 324^e mondial, avait honoré cette invitation en franchissant le premier tour

porte d'Auteuil. « J'avais fait un très bon premier match [victoire 6-1, 7-6, 6-2 sur l'Américain Alex Kuznetsov] sur le court n°7, où il y avait beaucoup de monde, toute ma famille et mes amis, se souvient le jeune homme. C'était vraiment une belle expérience. Au tour suivant, j'ai eu la chance d'affronter Grigor Dimitrov [le Bulgare sur-nommé « Baby Federer », contre lequel il s'était incliné] et de jouer sur le Suzanne-Lenglen, le deuxième plus grand court ici à Roland-Garros. La première fois, on est intimidé, mais c'est grisant. »

Cette année, classé désormais 190^e, le Tricolore bénéficie une

nouvelle fois d'une wild-card et affrontera pour son entrée dans le tournoi l'Argentin Juan Monaco (76^e), spécialiste de la terre battue. Ce qui n'a pas l'air de l'impressionner. Pas plus qu'il ne ressent de pression supplémentaire depuis la médiatisation qui a suivi ses débuts prometteurs : « J'arrive à faire abstraction de tout ça. Si les organisateurs m'ont donné une wild-card, c'est parce qu'ils me font confiance, ils espèrent que je donnerai tout pour gagner. Mais je ne pense pas qu'ils s'attendent à ce que je remporte le tournoi cette année... » ■

ELISABETH PINEAU

Stéphane Ruffier, le réserviste promu gardien numéro 2 des Bleus

Le Stéphanois, titulaire face à la Norvège, mardi 27 mai, profite du forfait de Steve Mandanda pour devenir la doublure d'Hugo Lloris

Football

Il était censé rallier Clairefontaine, le 20 mai, en tant que numéro 4. Figurant initialement parmi les sept réservistes retenus par Didier Deschamps pour la première phase du stage de préparation des Bleus, Stéphane Ruffier ne devait en principe jamais voir le Brésil.

A la suite d'un concours de circonstances, le gardien stéphanois sera titulaire, mardi 27 mai, au Stade de France lors du match amical contre la Norvège. Ménagé par le staff tricolore, le numéro 1 au poste, Hugo Lloris, laissera sa place à celui qui est devenu, entre-temps, sa doublure dans les buts de l'équipe de France à l'occasion de la Coupe du monde.

Dimanche 25 mai, Didier Deschamps a clarifié sur TF1 la hiérarchie de ses portiers. Au sortir d'une saison brillante avec l'AS Saint-Etienne (ASSE), classée 4^e de

Ligue 1, Stéphane Ruffier s'intercale désormais entre le capitaine des Bleus et le numéro 3 Mickaël Landreau, 35 ans et qui a mis officiellement un terme à sa carrière en club depuis le 17 mai. Ce même jour, le gardien marseillais Steve Mandanda se blessait aux cervicales lors de son ultime match de la saison de championnat contre Guingamp (1-0). Le verdict est cruel : six semaines d'indisponibilité. Doublure d'Hugo Lloris en sélection depuis 2009, le Phocéen a été contraint de déclarer forfait pour le Mondial.

En vacances à Bayonne, Stéphane Ruffier apprend alors qu'il ne passera pas son été à défier les vagues sur sa planche de surf. Le 16 juin 2010, il avait dû écourter ses congés après le forfait du numéro 3 tricolore Cédric Carrascho, victime d'une lésion des ischio-jambiers. Le Basque avait rejoint en urgence les Bleus en Afrique du Sud. En vertu du règlement FIFA, il

n'avait pu figurer sur le banc des remplaçants lors de l'ultime match perdu (2-1) par les Tricolores contre le pays hôte du Mondial. « J'ai suivi le groupe parce que je venais d'arriver. Pour moi, ce n'était pas évident de pouvoir faire quelque chose à côté. On ne se détache pas d'un groupe. C'est une question de solidarité », avait-il déclaré après la grève des joueurs de l'équipe de France à Knysna.

Présent lors du fiasco des Tricolores en terres australes, Stéphane Ruffier est toutefois convoqué par Laurent Blanc en tant que gardien numéro 1, le 11 août 2010, pour un match amical contre la... Norvège. Il étrenne son unique sélection à ce jour à l'Ullevaal Stadion d'Oslo où l'équipe de France s'incline (2-1). Non sélectionné par Laurent Blanc pour l'Euro 2012, il est rappelé par Didier Deschamps, en mai 2013, dans le cadre de la tournée des Tricolores en Uruguay et au Brésil.

A 27 ans, Stéphane Ruffier sera l'unique représentant des Verts à fouler le sol brésilien et à figurer parmi les vingt-trois Bleus convoqués pour le Mondial. A Clairefontaine, l'ex-gardien de l'AS Monaco (2005-2011) a retrouvé ses coéquipiers stéphanois Loïc Perrin et Benoît Trémoulinas qui, eux, quitteront la résidence de l'équipe de France mercredi 28 mai avec les autres réservistes.

« Je lui ai donné le sourire »

Formé sur le Rocher et prêté une saison (2005-2006) à l'Aviron bayonnais, Stéphane Ruffier avait quitté le club de la principauté pour rallier Saint-Etienne à l'été 2011, après la relégation des Rouge et Blanc en Ligue 2. Vigilant sur sa ligne et multipliant les arrêts spectaculaires, il n'a encaissé que 34 buts cette saison avec les Verts. « Il a fait des matchs de niveau international », estimait récemment son entraîneur Christophe

Galtier. « Je lui ai donné le sourire, il est passé d'une position où il n'était pas à la Coupe du monde à une position où il va y être, a déclaré à son propos Didier Deschamps. J'ai parlé avec Stéphane et « Micka » pour que la hiérarchie soit bien établie et qu'ils se donnent à fond. »

Nominé parmi les meilleurs gardiens de Ligue 1 mais nullement récompensé en 2013 lors de la remise des trophées de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), Stéphane Ruffier tentera de se distinguer, mardi au Stade de France, face à la Norvège, 56^e nation au classement FIFA. Son changement de statut avec les Bleus pourrait avoir un impact sur les négociations en cours avec l'ASSE concernant la prolongation de son contrat qui expire le 30 juin 2015.

Avant cette première rencontre de préparation au Mondial, Didier Deschamps a choisi de ménager Franck Ribéry, touché au dos, Elia-

quim Mangala, en délicatesse avec sa cheville, et Benoît Trémoulinas, blessé au mollet. En l'absence d'Hugo Lloris, c'est le défenseur de Liverpool Mamadou Sakho qui portera le brassard de capitaine au Stade de France.

Vainqueurs (4-1 après prolongations) en finale de la Ligue des champions, samedi 24 mai, contre l'Atlético Madrid, les Merengues Raphaël Varane et Karim Benzema ne participeront pas au match test face à la Norvège. Ce dernier est sorti à la 79^e minute de la rencontre disputée à Lisbonne, souffrant à l'adducteur gauche depuis plusieurs jours. « J'ai encore un peu mal, a-t-il confié après le dixième sacre européen de la « Maison blanche ». Là, j'ai trois semaines pour bien me reposer afin d'être opérationnel. » L'arrivée des deux joueurs du Real Madrid à Clairefontaine est prévue mercredi 28 mai. ■

RÉMI DUPRÉ

Le Monde

Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes, fiançailles, mariages, anniversaires de naissance

Avis de décès, remerciements, messes, condoléances, hommages, anniversaires de décès, souvenirs

Colloques, conférences, séminaires, tables-rondes, portes-ouvertes, forums, journées d'études

Soutenances de mémoire, thèses, HDR.

Expositions, vernissages, signatures, lectures, communications diverses

Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

✉ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Laetitia, Christel, Constance, Étienne, Michael et Clarisse, ses enfants, leurs conjoints,

Théodore, Raphaël, Giacomo, Salomé, Anouk, Philéas, Agathe, Otis, Joseph, Samuel, Émile et Olga, ses petits-enfants,

Roger Paluel-Marmont, son père et son épouse, Aleth,

Béatrice Enaud Robin de Morhéry Jean-Marie, Christophe et Claudia Paluel-Marmont, ses sœurs et frères et leurs familles,

Les familles Ambroselli, de Bayser, Baird-Smith, Seydoux, Prévot, Dumont et Acker

font part du décès de

Isabelle AMBROSELLI,
née PALUEL-MARMONT,

survenu le 24 mai 2014, à Paris, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 mai, à 10 h 30, en la basilique Notre-Dame des Victoires, Paris 2^e.

Isabelle sera inhumée à Sainte-Geneviève (Manche).

Elle reposera aux côtés de son époux,

Philippe AMBROSELLI,

décédé le 16 février 2006.

69, rue Sainte Anne,
75002 Paris.

Angers. Strasbourg. Mende. Versailles.

M. et M^{me} François et Danielle Bonnal, M^{me} Catherine Bonnal, ses enfants,

Claire, Fabien, Emmanuel, ses petits-enfants, son arrière-petit-fils,

M. et M^{me} Paul Bonnal, son frère et sa belle-sœur Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude BONNAL,
ingénieur agronome,

directeur à la Compagnie générale des eaux,

survenu le 25 mai 2014, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée vendredi 30 mai, à 15 heures, en la cathédrale de Mende (Lozère).

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Murianette (Isère).

Françoise et Anne, ses filles, Laurent, son gendre, Aurore et Maël, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marie-Madeleine LE BALLE,
née KERDILES,

survenu à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie aura lieu le mercredi 28 mai 2014, à 10 h 45, en l'église de Murinette.

Condoléances sur registre.

Le président de l'université Panthéon-Assas, Ses collègues, L'ensemble du personnel,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard COHEN-JONATHAN,
professeur émérite de l'université Panthéon-Assas.

Ils s'associent à la douleur de sa famille et de ses proches auxquels ils présentent leurs plus sincères condoléances.

Docteur en droit, agrégé de droit public, Gérard Cohen-Jonathan était professeur émérite de l'université Panthéon-Assas et a été président d'honneur de l'Institut international des droits de l'homme (Institut René Cassin), secrétaire général de la Société française pour le droit international et doyen honoraire de l'université Robert Schuman (Strasbourg). Spécialiste mondialement reconnu des droits de l'homme et du droit humanitaire, il fut un pionnier de l'enseignement et de la recherche en droit international et européens des droits de l'homme.

Les condoléances peuvent être envoyées à son épouse, 3, rue Verdi, 75016 Paris.

M^{me} Lina Lacour, M. Serge Dana et son épouse, Anne-Dominique, ses enfants, Mickael, Emmanuel, Claire et Lou, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Catherine DANA,
née GRAMIGNANO,

survenu le dimanche 25 mai 2014, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 30 mai, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar Quinet, Paris 14^e.

5, rue Lauriston,
75116 Paris.

Emmanuèle Jeandet-Mengual, présidente de la Fédération hospitalière de France de Haute-Normandie (FHF-HN),

La Délégation régionale, Patricia de Bonnay-Le Thuc et Nathalie Genevois Et tous ses membres,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Bernard DAUMUR,
directeur général du CHU-Hôpitaux de Rouen et vice-président de la FHF de Haute-Normandie,

emporté par une longue maladie le 24 mai 2014.

La FHF-HN s'associe à la peine qui touche sa famille et ses proches mais aussi l'ensemble de la communauté hospitalière.

Elle rend hommage à son humanisme, à ses valeurs de solidarité et à son grand professionnalisme qu'il a mis au service de notre région.

Versailles.

Ses enfants, Ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis et camarades,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard DUPUTEL,

survenu le 20 mai 2014.

18 bis, rue Champ Lagarde,
78000 Versailles.

Bertrand, Thierry et Bruno Lacourte et Béatrice Clerc, Ses quatre enfants, Ses dix petits-enfants, Ses quatorze arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LACOURTE,
notaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président de la Chambre interdépartementale des notaires de Pairs,

survenu le 25 mai 2014.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église des Mesnuls (Yvelines), le mercredi 28 mai 2014, à 10 h 30.

« Tout un homme, fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui » Sartre, dans « Les Mots ».

Sonia et Claire, ses filles, Ariane et Renaud, ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Françoise LUGASSY,
ex-professeur de psychologie clinique à l'université de Nancy II,

survenu le 21 mai 2014.

Guy et Charles Mayaud, ses fils, Dominique et Anne Mayaud, ses belles-filles, Fabrice et Gaëlle Mayaud, Morgane, Amélie et Hugues, Raphaël et Emmanuelle Mayaud, Maxence et Romane, Laurent et Valentine Mayaud, Baptiste, Octave et Rodrigue, Séverine Mayaud et Adèle,

Alexis Mayaud et Aurélie Gomez, Marie-Christine Mayaud, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, font part avec tristesse du rappel à Dieu, le 25 mai 2014, de

Colette MAYAUD,
née DECOLLOGNE, chevalier dans l'ordre national du Mérite.

La messe sera célébrée le vendredi 30 mai, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane Mallarmé, à Paris 17^e.

Paris.

Marianne et Yves Terrasse, sa fille et son gendre, Laure Terrasse, Vincent Terrasse, ses petits-enfants, Maud, son arrière-petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean MAZALEYRAT,
professeur émérite à l'université La Sorbonne Paris IV,

survenu le 16 mai 2014.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

82, rue de l'Abbé Carton,
75014 Paris.

M^{me} Huguette Ponroy, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses arrière-petits-enfants, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur d'annoncer le décès du

docteur Charles-Henry PONROY,

survenu le 23 mai 2014,

à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 28 mai, à 15 heures, en l'église de Cerbois (Cher).

Une pensée est demandée pour sa fille

Marie-Hélène

décédée en 2011.

Bucarest. Tel Aviv.

M. et M^{me} Jean Frydman, leurs enfants, Nathalie et Alicia, leur gendre, Hadrien Daudet,

ont le chagrin de faire part du décès de leur mère, belle-mère et grand-mère,

M^{me} Gertrude RUDICH,

survenu le 24 mai 2014, à Tel Aviv.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, Hatichon Street,
Savoyon 56530,
(Israël).

Denis Cavaillon, son beau-fils, Anna Kendall et Béatrice Hiest Noblet, ses belles-filles, Claudie, Monique et Magali, ses nièces,

ont la tristesse d'annoncer le décès, survenu le 21 mai 2014, de

M^{me} Yvonne CAVAILLON WEILL.

Ses belles-filles et ses nièces

rappellent le souvenir de leur père et oncle

Jacques KENDALL,

décédé le 17 novembre 2009, qui a partagé sa vie.

Danielle, son épouse, Sacha et Lise, Jérémie et Iman, ses fils et leurs compagnes, Anna, Rachel et Nahla, ses petites-filles, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Vladimir ZILBERFARB,

survenu le 23 mai 2014.

Un hommage lui sera rendu le mercredi 28 mai, à 16 h 45, au cimetière de Villebon-sur-Yvette (Essonne), rue de la Plesse.

14, rue Leperdriel,
91144 Villebon-sur-Yvette.

Anniversaire de décès

« Sa mort nous sépare. Ma mort ne nous réunira pas. C'est ainsi, il est déjà beau que nos vies aient pu si longtemps s'accorder. » Simone de Beauvoir, *La cérémonie des adieux*.

Il y a un an, le 28 mai 2013, disparaissait tragiquement

Saverio GERICO.

M^{me} Anna Di Lernia, veuve Gerico, sa mère, Pasquale Gerico, son frère, Rosella et Katia Gerico, ses sœurs Et tous ceux qui l'ont connu et aimé

se souviennent.

Saverio n'est plus parmi nous depuis un an et aucun mot ne traduit l'indicible douleur. Il demeure dans notre mémoire et notre cœur. Il nous manque.

« Je suis rongé d'une tristesse auprès de laquelle la nuit la plus sombre est une lumière éblouissante. » Alfred de Musset, *Lorenzaccio*, acte 3, scène 3.

« God ! My God ! Help me ! Give me the strenght, the understanding and the courage. »

« Dieu ! Mon Dieu ! Aide moi ! Donne moi la force, la compréhension et le courage. »

Ingrid Bergman dans la scène finale de *Stromboli* de Roberto Rossellini.

« Et le gros bloc de chagrin semblait s'amollir, se fendre, couler par mes yeux. » Guy de Maupassant, *Fort comme la mort*.

Pasquale Gerico, 17 F, via Martiri d'Avola, 70124 Bari, (Italie).

Commémorations

Commémoration de la déportation des Juifs de France par l'association « Les Fils et Filles des Déportés Juifs de France », avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Cérémonie à la mémoire des déportés du convoi n° 75 parti, il y a 70 ans, du camp de Drancy pour le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau, avec à son bord mille personnes dont 112 enfants.

Vendredi 30 mai 2014, à 12 heures.

Lecture des noms des déportés du convoi n° 75.

Mémorial de la Shoah 17, rue Geoffroy-l'Asnien, Paris 4^e.

Renseignements : FFDJF. Tél. : 01 45 61 18 78. Email : klarsfeld.fdfj@wanadoo.fr

Communication diverse

ISF : Déduisez 75 % du montant de votre don à la Fondation du patrimoine juif de France pour assurer la transmission des valeurs du judaïsme. Tél. : 01 49 70 88 02, consistoire@consistoirecentral.fr Sous l'égide de la Fondation du judaïsme français.



en vente
actuellement

En kiosque



Hors-série



Hors-série



7 matières pour
réussir votre bac

Collections

Les petits polars



Dès mercredi 28 mai, le volume n° 5
COMME UN CRABE, DE CÔTÉ
de M. Ledun, illustré par C. Berberian

Le Monde HISTOIRE & CIVILISATIONS



Dès mercredi 28 mai,
le volume n° 19 **LES ROYAUMES CHRETIENS ET LES CROISADES**

GAINSBOURG



Actuellement en kiosque
le CD-livret n° 21
CHEZ LES YÉ-YÉ

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde

80, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris
M^o Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

Service des ventes

Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde

OFFRE DÉCOUVERTE 3 MOIS

69€

au lieu de 179,40€*

ABONNEZ-VOUS



BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A100 - 62066 Aras Cedex 9



OUI je m'abonne à la **Formule Intégrale du Monde Le quotidien chaque jour + tous les suppléments + M le magazine du Monde + l'accès à l'Édition abonnés du Monde.fr** pendant 3 mois pour **69 €** au lieu de 179,40€*

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du Monde

☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____ Date et signature obligatoires

Expire fin : _____

Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON

Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR**

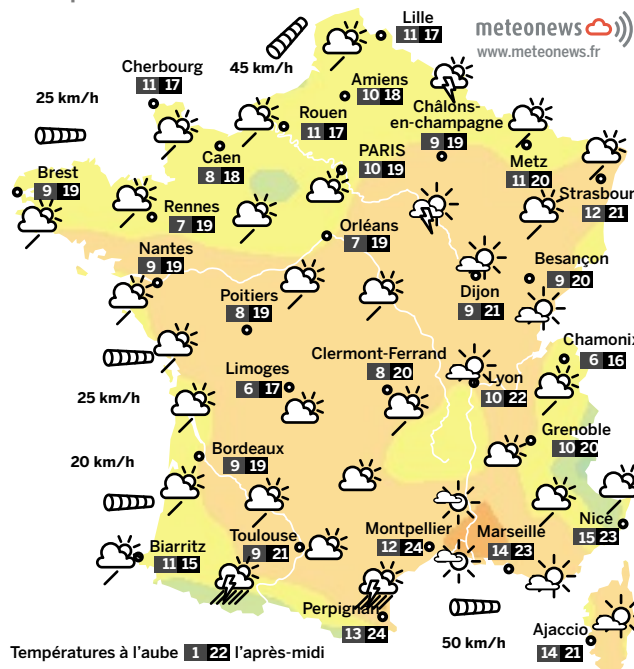
☐ Maison individuelle ☐ Interphone ☐ Oui ☐ Non ☐ Dépôt chez le gardien/accusé ☐ Dépôt spécifique le week-end

☐ Immediat ☐ Boite aux lettres ☐ Bât. N° _____ ☐ Escalier N° _____

☐ Digicode N° _____

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 899 850 RCS Paris - Capital de 94 000 348,70€ - Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2014. En application des articles 18, 38 et 40 de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez la case ci-contre. Pour notre information, ces données pourraient être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez la case ci-contre. *Prix de vente en kiosque. **Tous réservés de la possibilité pour nos porteurs de servir votre adresse.

Mercredi 28 mai 2014
Temps instable sur le Nord et l'Ouest



Aujourd'hui

Mercredi, un temps mitigé dominera sur le nord et l'ouest de la France, avec des éclaircies mais également un risque d'averses, voire d'orages en journée. Sur l'est et le sud du pays en revanche, le risque d'ondées sera plus localisé et on profitera d'éclaircies plus larges, surtout l'après-midi. Les températures évolueront quant à elles entre 17 et 26 degrés au meilleur de la journée de Lille jusqu'à Marseille, en passant par 21 degrés à Toulouse et 22 à Lyon.

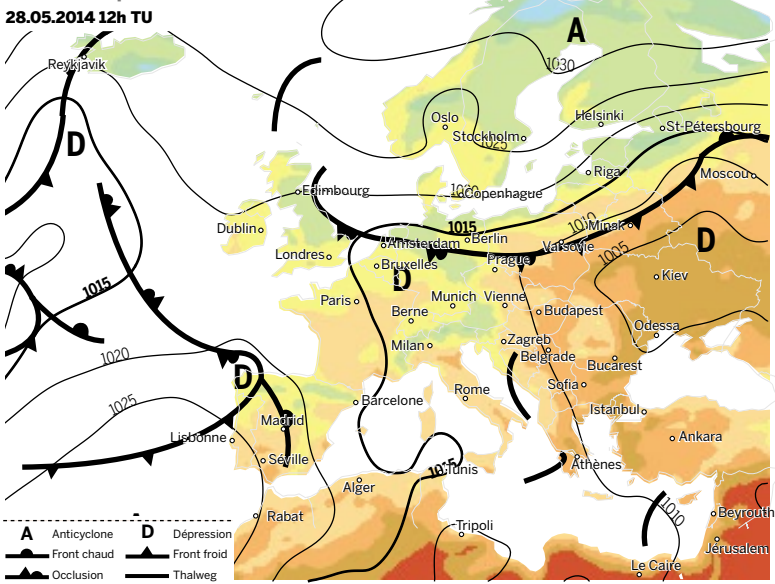
Jeu

Jours suivants	Vendredi	Samedi	Dimanche
Nord-Ouest	11 17	9 22	9 20
Ile-de-France	13 21	13 22	9 21
Nord-Est	12 20	10 22	12 20
Sud-Ouest	12 21	12 24	12 23
Sud-Est	15 27	15 28	17 28

Chaque jeudi, l'essentiel de la presse étrangère

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

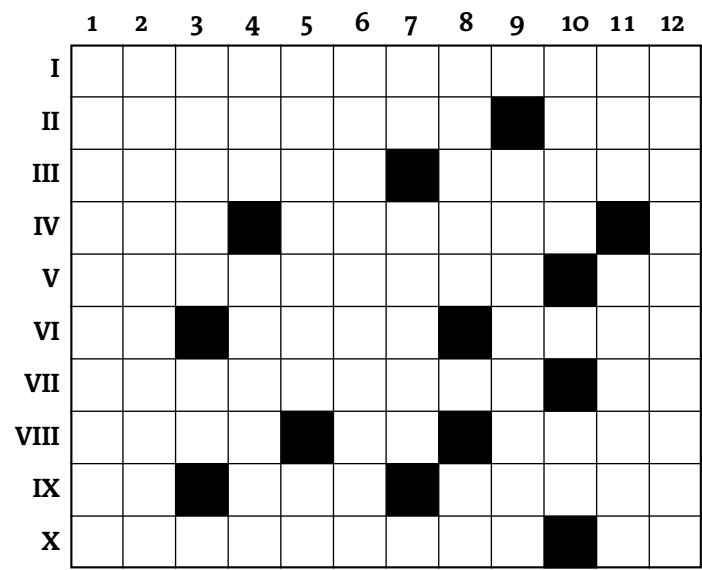
En Europe



En Europe	Riga	New Delhi	30 44
Amsterdam	pluie modérée	12 14	12 17
Athènes	assez ensoleillé	16 20	12 38
Barcelone	soleil, orage possible	9 27	20 17
Belgrade	beau temps	7 12	7 20
Berlin	fortes averses	6 9	16 23
Berne	en partie ensoleillé	18 25	19 23
Bruxelles	averses éparses	16 21	14 26
Budapest	bien ensoleillé	12 20	27 33
Bucarest	soleil, orage possible	10 19	16 22
Copenhague	assez ensoleillé	12 21	19 29
Dublin	en partie ensoleillé	15 24	20 26
Edimbourg	pluie modérée	11 12	17 22
Helsinki	nuageux	4 11	21 28
Istanbul	soleil, orage possible	19 23	18 26
Kiev	bien ensoleillé	18 30	27 27
La Valette	assez ensoleillé	16 20	26 27
Lisbonne	assez ensoleillé	12 18	21 25
Ljubljana	averses éparses	10 18	
Londres	averses éparses	12 18	
Luxembourg	bien ensoleillé	13 25	
Madrid	averses éparses	23 30	
Moscou	beau temps	6 17	
Nicosie	bien ensoleillé	12 18	
Oslo	soleil, orage possible	9 12	
Prague	assez ensoleillé	12 14	
Reykjavik			
Sofia			
Stockholm			
Tallin			
Tirana			
Varsovie			
Vienne			
Vilnius			
Zagreb			
Alger			
Amman			
Bangkok			
Beyrouth			
Brasilia			
Buenos Aires			
Dakar			
Djakarta			
Dubai			
Hongkong			
Jérusalem			
Kinshasa			
Le Caire			
Mexico			
Montréal			
Nairobi			
Paris			
Rabat			
Rio de Janeiro			
Séoul			
Singapour			
Sydney			
Téhéran			
Tokyo			
Tunis			
Washington			
Wellington			
Yokohama			

Les jeux

Mots croisés n° 14-125



Horizontalement

I. A pratiquement disparu avec l'arrivée de la vapeur.
II. Retournement extérieur. Quitte le Jura pour le Rhône.
III. Mesure d'hier. Met fin au combat sur le tapis.
IV. Fabrique de cadres. Arme l'espion.
V. Accordée. Ouvre la pyramide.
VI. Peut être approuvé. Composé au laboratoire. Du porc ou du cocon.
VII. Annonçaient les lépreux. Pour les proches.
VIII. Relie la France à la Belgique. Ville aux bulles d'or. Qui fait quoi au journal.
IX. Garde l'anonymat. Du bleu à la campagne. Dure un tour.
X. Viennent des côtes de la Méditerranée. Dans la caisse.

Verticalement

1. Fait le poids en degrés.
2. Du quartz et du mica.
3. Pompât à la source. Introduit la licence.
4. Devrait devenir un geste naturel. Se cache comme un cerf.
5. Utilisée à l'officine. Aux deux bouts de l'intestin.
6. Trop beau pour être vrai.
7. Eaux des Pyrénées. A mis la palette en place.
8. A la base de tous les nombres. Jour après jour, il avance.
9. Accélérons la cadence.
10. Boit comme une bête. Point de départ.
11. Part de lion. Font rire, en principe.
12. N'ont aucune chance de vous faire rire.

Philippe Dupuis

Solution du n° 14 - 124

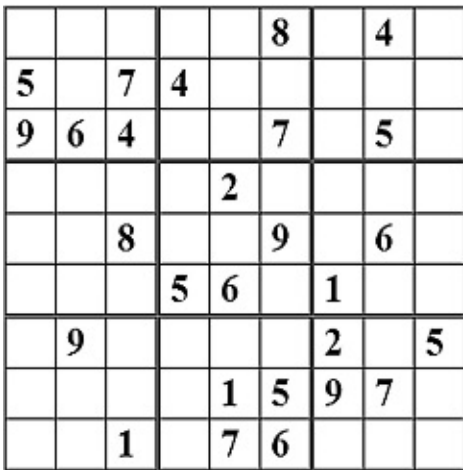
Horizontalement

I. Moins-disants.
II. Arguments.
OC. Lins.
III. Duègne.
IV. Ve.
V. Arc.
VI. Olténie.
VII. Pull.
VIII. Eolie.
IX. Alexandrie.
X. Nis.
XI. Séant.
Co. Tees.
IX. Léonin.
X. Suspendues.

Verticalement

1. Malvoyants.
2. Oriel.
3. Lieu.
4. Nuageux.
5. Sp.
6. Nias.
7. Indre.
8. Stuc.
9. Ernée.
10. Ase.
11. Poitou.
12. Scelleries.

Sudoku n° 14-125



Solution du n° 14-124



Facile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Loto

Résultats du tirage du lundi 26 mai.

3, 8, 32, 39, 40 ; numéro chance : 1.
Rapports :
5 bons numéros et numéro chance : 11 000 000,00 € ;
5 bons numéros : 194 639,20 € ;
4 bons numéros : 14 749,90 € ;
3 bons numéros : 14,20 € ;
2 bons numéros : 6,10 €.
Numéro chance : grilles à 2 € remboursées.
Joker : 4 687 033.

Le Monde

est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 94.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanc, 75707 Paris Cedex 13 Tél. : 01-57-28-20-00
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ;
par courrier électronique : abo@monde.fr ; par fax : 01-57-28-39-00 ;
Courrier des lecteurs : blog : http://mediateur.blog.monde.fr/ ; Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@monde.fr
Médiateur : mediateur@monde.fr
Internet : site d'information : www.monde.fr ; Finances : http://finance.monde.fr ; Emploi : www.talents.fr/ ; Immobilier : http://immobilier.monde.fr
Documentation : http://archives.monde.fr
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0717 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du « Monde »
12, rue Maurice-Gunsch, 94852 Ivry cedex
Toulouse (Occitane Imprimerie)
Montpellier (« Midi Libre »)

80, bd Auguste-Blanc, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



C'EST À VOIR | CHRONIQUE

PAR RENAUD MACHART

Ad nauseam

J'aurais pu attendre, dimanche 25 mai, le résultat des élections européennes avant d'écrire ma chronique d'hier, et rapporter le flot répétitif de commentaires entendus sur les plateaux de France 2 et LCI, regardées en alternance dans la soirée.

Mais j'avais décidé, dans l'après-midi, juste après être allé faire mon devoir de citoyen (expression dont je n'ai rarement à ce point ressenti le sens profond, depuis un certain 21 avril 2002), de parler plutôt de la cérémonie de clôture du Festival de Cannes, samedi, soupape de ventilation à laquelle je n'ai pas résisté en ce week-end à l'atmosphère délétère.

Ce n'est donc que lundi que j'ai choisi de rendre compte ici de ce que j'avais entendu sur les chaînes de télévision au lendemain de la soirée électorale : certains analystes voyaient le FN à l'Elysée en 2022, si les partis traditionnels ne se réformaient pas, tandis que la majorité d'entre eux considéraient le vote français comme un prurit d'agacement maximum mais temporaire contre le marigot politique français.

Mon confrère Claude Askolovitch, sur son compte Twitter, résumait la chose aussi plaisamment qu'on peut en pareilles circonstances : « Si le FN est le "premier parti de France" pour avoir emporté une élection, Guingamp est le meilleur club de France pour avoir gagné la Coupe. »

Avec les nouvelles, lundi matin, d'un Jean-François Copé retranché dans son bunker avec ce qu'il restait encore de ses « proches », d'un Pierre Leclouche abusé lançant, après François Fillon la veille, des salves contre une UMP

suspectée de fausses factures, puis d'un Claude Guéant mis en garde à vue, je me disais que cette atmosphère aux relents méphitiques avait atteint son comble.

Mais alors que je venais d'écrire, en milieu d'après-midi, une première version de ce que vous lisez, d'autres nouvelles fracassantes m'ont contraint à revoir ma copie : les révélations accusatoires de Patrick Maisonneuve, l'avocat de la société Bygmalion, d'un système de fausse facturation au profit de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012, développées dans « Tirs croisés », sur i-Télé.

Dimanche 25 mai, certains analystes politiques voyaient le FN à l'Elysée en 2022

Puis, sur BFMTV, les aveux « pathétiques », selon ses propres termes, de Jérôme Lavrilleux, directeur adjoint de la campagne de M. Sarkozy en 2012 et bras droit de Jean-François Copé.

Pendant quoi François Hollande, à l'Elysée, après s'être tâté toute la journée sur l'utilité de parler ou de ne pas parler aux Français, enregistrerait un court message diffusé à 20 heures : discours véhément mais purement rhétorique et confirmant le déni de réalité qui semble le plomber.

Que le président n'a-t-il parlé plus juste, et plus tôt, comme l'a fait Angela Merkel en Allemagne, au cours de nombreux meetings ! Ça n'aurait vraiment pas fait de mal au pays, à l'Europe, et à lui-même. ■

Les soirées télé

Mardi 27 mai

TF1
20.50 Football. Match de préparation à la Coupe du monde 2014 : France - Norvège. En direct du Stade de France, à La Plaine Saint-Denis. 23.05 Unforgettable. Série. Retour de flammes. Les Traces du passé (saison 1, 4 et 7/22) ; Jeu de mémoire. En toute diplomatie (S2, 4 et 6/13) (190 min).
FRANCE 2
20.47 Qui sera le prochain grand pâtissier ? Episode 2. Télé-réalité (S2). 23.15 Infrarouge. Ils ont débarqué en Normandie. 0.15 25 août 1944. Maille : un crime sans assassin (80 min).
FRANCE 3
20.45 La Danse de l'albatros. Téléfilm. Nathan Miller. Avec Pierre Arditi, Stéphanie Crayencour (France, 2012). 22.10 Météo, Grand Soir 3. 23.15 Les Carnets de Julie. L'île de Noirmoutier, en Vendée. Magazine. 0.10 Libre court. Spécial Georges Méliès, le premier magicien du cinéma (30 min).
CANAL +
20.55 Quartet Film Dustin Hoffman. Avec Maggie Smith, Tom Courtenay, Billy Connolly (GB, 2012, audio.). 22.30 The Square Film Jehane Noujaim (Egypte, 2013, v.o.). 0.15 David et Madame Hansen Film Alexandre Astier (France, 2012, 90 min).
FRANCE 5
20.35 Le Monde en face. Quand les entreprises jouent à cache cash. 21.30 Débat. 21.45 La Guerre des graines. 22.35 C dans l'air. Magazine. 23.50 Entrée libre. Magazine (20 min).
ARTE
20.50 Tous allergiques ? Documentaire. Patrizia Marani (Coprod., 2014). 22.10 Spécial élections européennes. Débat en direct de Bruxelles. 23.05 Oui mais non ! Le Compromis à la belge. Documentaire. 0.05 Les Enquêtes du commissaire Winter. Série (saison 1, 1 et 2/8, 120 min).

Mercredi 28 mai

TF1
20.55 Grey's Anatomy. Série. Le Rendez-vous de la dernière chance. Greffes en série ; Nouveaux jouets (saison 9, 16 à 18/24, inédit). Avec Sandra Oh. 23.20 Revenge. Série. En l'honneur d'Amanda. Une enfance vengée ; La Nuit des masques (saison 2, 16 à 18/22, inédit). Avec Emily VanCamp (145 min).
FRANCE 2
20.47 Un si joli mensonge. Téléfilm. Alain Schwartzstein. Avec Corinne Touzet, Francis Renaud, Anémone (Fr., 2014). 22.30 La Parenthèse inattendue. Invités : Gilbert Montagné, Titoff, Laetitia Millot. 0.45 Grand Public. Magazine (45 min).
FRANCE 3
20.45 Le Grand Tour. Saint-Louis du Sénégal, Canton, Pondichéry : l'héritage des comptoirs français. 22.50 Météo, Grand Soir 3. 23.20 Pièces à conviction. Nuggets : autopsie d'un succès. 0.30 Les Chansons d'abord (55 min).
CANAL +
20.55 Spécial investigation. Les clowns contre-attaquent. Magazine. 22.30 Very Bad Trip 3 Film Todd Phillips. Avec Bradley Cooper, Zach Galifianakis, Ed Helms (Etats-Unis, 2013). 0.05 Vikings. Série (saison 2, ép. 5 et 6/10, 95 min).
FRANCE 5
20.35 La Maison France 5. Inspire : Faites entrer le soleil... 21.40 Silence, ça pousse ! Magazine. 22.30 C dans l'air. Magazine. 23.45 Entrée libre. Magazine (20 min).
ARTE
20.50 Monsieur Lazhar Film Philippe Falardeau. Avec Fellag (Can., 2011). 22.20 Artistes en Tunisie. Documentaire. Serge Moati et Clément Lebatteux. 23.15 Fuite à travers l'Himalaya Film Maria Blumencron. Avec Hannah Herzsprung, Sangay Jäger (Suisse, 2012, v.o., 95 min).
M 6
20.50 Pékin express : à la découverte des mondes inconnus. Ep. 7 : Pékin express stoppé par la justice indienne ! 1.35 Pékin express : le tour du monde de l'inattendu. Episode 7 (60 min).

Qui est responsable de la montée du FN ?

La première place du Front national aux élections européennes du 25 mai marque une rupture dans la vie politique française. Quelles sont les responsabilités des partis traditionnels dans cette déroute ? Après l'avoir diabolisé dans les années 1980, les médias n'ont-ils pas contribué à banaliser le FN des années 2010 ? L'UMP survivra-t-elle à cette percée frontiste ? Comment le PS peut-il encore éviter la perspective d'un 21 avril 2017 ? Comment réduire la fracture entre les perdants et les gagnants de la mondialisation ?

■ La revanche des déclassés Obsessions antimondialistes

Nicolas Bouzou

Economiste

Les ressorts de la montée des extrêmes droites en Europe sont très puissants. Considérer leur force comme l'expression d'un agacement contre une Europe trop bureaucratique ou des gouvernements de piètre qualité est une erreur qui conduit à sous-estimer la durabilité de la popularité de l'extrême droite et qui ne permet pas de la combattre efficacement sur le plan des idées.

Des pays non européens comme les Etats-Unis ou la Suisse souffrent aussi d'une extrême droite forte. En outre, considérer, ce qui est souvent fait en France, qu'il existe un lien entre extrême droite et chômage relève du sophisme. L'extrême droite est forte en Autriche, pays au plein-emploi, et au Danemark, où le chômage actuel est de nature conjoncturelle. Elle est en revanche contenue là où le chômage est le plus fort en Europe, notamment en Espagne et au Portugal. En réalité, l'extrême droite est un problème dans l'ensemble des pays développés, l'Allemagne constituant l'exception dont il est, pour des raisons évidentes, impossible de tirer des enseignements généraux.

Le point commun des pays développés, c'est qu'ils connaissent depuis une dizaine d'années une immense transformation économique et sociale liée à mondialisation et à l'innovation. L'apparition de changements profonds dans la quasi-totalité de nos économies, d'Internet à la robotique en passant par la génétique et les nanotechnologies, entraîne une gigantesque vague de « destruction créatrice » schumpétérienne. En d'autres termes, une nouvelle économie est en train d'en remplacer une ancienne, faisant des gagnants mais aussi beaucoup de perdants. La deuxième partie du XVIII^e siècle (le début de la première révolution industrielle, avant la Révolution française), le début des années 1840 (avec le chemin de fer) ou la fin du XIX^e siècle (avec l'électricité puis l'automobile) fournissent des points de comparaison.

Les gagnants de ces périodes sont ceux que le sociologue américain Robert Reich nomme les « manipulateurs de symbole » et que les populistes d'extrême droite appellent les « élites mondialisées ». Les perdants sont les ouvriers, les petits commerçants, certains patrons de PME des secteurs traditionnels ou la grande masse des fonctionnaires qui doit changer sa façon de travailler au risque d'être mise au ban de cette nouvelle économie. Comme l'avait parfaitement démontré l'historien français Fernand Braudel, ces grandes vagues d'innovations sont historiquement simultanées à un déplacement de « l'économie monde », aujourd'hui de l'Ouest vers l'Est. En effet, ce qu'on appelle mondialisation est avant tout une perte de pouvoir économique de l'Occident au profit de l'Asie émergente, Chine en tête.

Cet immense changement n'entraîne pas forcément du chômage. C'est le cas dans les pays où le marché du travail fonctionne, comme la France, mais l'Autriche et la Suisse, bien que soumises à ces mouvements, comme les autres, restent,

elles, au plein-emploi. En revanche, tous les pays développés sont soumis à une transformation structurelle de leur économie, en réalité de la société tout entière, inconfortable quand on a été habitué pendant cinquante ans à la couette de l'Etat-providence et de l'hyper-puissance occidentale. La conséquence matérielle la plus immédiate réside dans la diminution des classes moyennes : les individus qui savent profiter de cette période s'enrichissent considérablement, alors que ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas s'adapter risquent le déclassement, d'où un terrible sentiment d'anxiété validé par l'augmentation visible des inégalités.

La force de l'extrême droite, c'est de proposer quelque chose à cette immense partie de la population qui, pendant cette phase de mutation, pourrait faire les frais de ces immenses changements. Son obsession antimondialiste (dont le rejet de l'Europe n'est qu'un avatar), se traduisant par une critique du libre-échange, tape sur un point sensible. Le programme de l'extrême droite est réactionnaire mais cohérent. Pour elle, l'essentiel de nos maux, chômage, insécurité, pauvreté, a pour source la mondialisation (dont l'immigration est un composant). Et il est vrai que l'instauration d'un protectionnisme européen, voire français, constituerait un réducteur

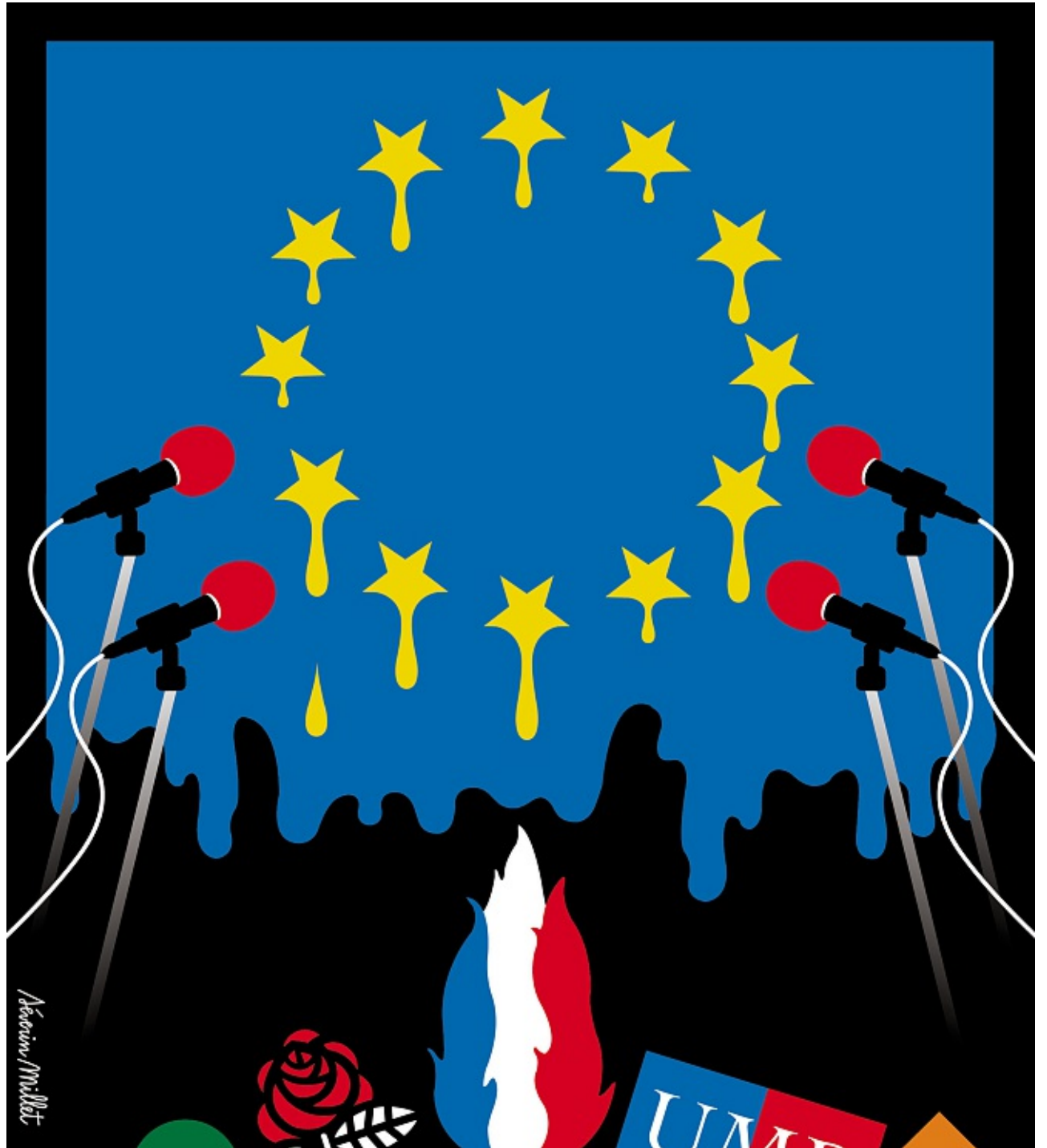
**Une nouvelle économie
en remplace une
ancienne, faisant
des gagnants, mais aussi
beaucoup de perdants**

d'inégalités. Mais cette politique ne serait justifiable que si l'on accepte d'en payer le prix : un appauvrissement généralisé lié à l'augmentation du prix des produits importés et une forte contraction des débouchés qui s'offrent à nos entreprises.

En effet, il est naïf de penser que le protectionnisme ne réduit que les importations. Le protectionnisme est un nationalisme (et non un patriotisme) qui génère l'autarcie. L'économie se contracte, et tout finit par se réduire : la croissance, les profits, les salaires, les investissements... On n'est pas très loin des effets de la décroissance, délétères pour le corps social.

Mais, c'est vrai, le protectionnisme affaiblit les pressions concurrentielles et n'incite pas les entreprises à incorporer dans leur processus de production des nouveaux procédés technologiques. Il freine le processus de « destruction créatrice ». L'extrême droite propose la régression, mais la régression dans une plus grande égalité. Or, dans un pays où l'on se méfie plus qu'ailleurs du marché, ces thèses reçoivent une forte audience, surtout quand les partis de gouvernement abandonnent le champ des idées et sont incapables de proposer une alternative.

C'est bien là le plus urgent : reconstruire un discours économique et social schumpétérien (qui permette la croissance économique) et humaniste (qui ne laisse personne sur le bord du chemin). Mais il faut le faire urgemment car, comme dans les années 1930, les extrêmes droites européennes sont en train de gagner une sorte de leadership intellectuel, ce qui est bien triste compte tenu de la vacuité de leur pensée. ■



■ Une inquiétante banalisation médiatique

François Jost

Professeur à la Sorbonne-Nouvelle-Paris-III et directeur de la revue « Télévision » (CNRS Editions)

Dimanche soir, lors de l'intervention en direct de Marine le Pen, une affiche résumait en lettres capitales la portée de sa victoire : « Front national. Premier parti de France. » A y regarder d'un peu plus près, on aurait pu s'interroger sur le sens véritable de cette affirmation. Après tout, avec une abstention de près de 60 %, avec 40 % de votants, les 25 % de voix dont a bénéficié le parti ne représentent qu'un peu plus de 10 % de Français. C'est évidemment trop. Mais cela n'autorise pas à considérer que les Français ont voté FN. Or, lors de la soirée électorale, on s'aperçut bien vite que ce qui n'était qu'un slogan devint très vite la prémisse de tous les raisonnements, des politiques comme des journalis-

Et l'on vit peu à peu les médias adopter et diffuser cette appellation plus rassurante de « Bleu Marine » pour désigner le FN...

tes, sans qu'aucun n'ose la soumettre à son analyse.

Personne ou presque ne se risqua à opposer que le premier parti de France était celui des abstentionnistes et qu'en termes de militants le FN n'était sûrement pas majoritaire. Cette appropriation des mots du parti d'extrême droite par l'ensemble de la classe médiatique est un symptôme parmi d'autres de la réussite d'une communication habile, dont la formule « premier parti de France » est l'aboutissement.

La politique est aussi une histoire de mots. Chaque parti a son vocabulaire. Les mots de Jean-Marie Le Pen étaient menaçants. Il les utilisait comme des scuds, des provocations et des insultes. Marine le Pen a mis en œuvre une autre stratégie, que les spécialistes du marketing télévisuels américains appellent le « non objectionnable ». Il s'agit de trouver des mots qui, s'ils n'entraînent pas l'assentiment de tous, du moins ne provoquent pas de rejet. Pour rendre le parti de son

père plus présentable, elle a d'abord cherché à se défaire de la connotation nationaliste du FN, en introduisant une véritable marque, qui avait le double avantage de qualifier la couleur de son parti et de renvoyer à son inévitable culte du chef : ce fut le « Bleu Marine ». Et l'on vit peu à peu les médias adopter et diffuser cette appellation plus rassurante. Pour accompagner cette grande lessive linguistique, la leader du FN remplaça l'adjectif « nationaliste » par celui de « patriote », qui est maintenant sur toutes les lèvres. Mais, dimanche soir, elle affirma une nouvelle fois qu'elle seule savait ce qu'il voulait dire, en glorifiant « l'amour retrouvé de la patrie ».

Restait un obstacle de taille : la situation sur l'échiquier politique, à l'extrême droite. Il fallait adopter une stratégie plus radicale. Pour s'assurer que cette étiquette disparaisse peu à peu des analyses et des commentaires, Marine le Pen recourut à la menace. Quiconque utiliserait le terme d'extrême droite pour parler de son parti ferait l'objet de poursuites. Quelques-uns résistèrent, mais les sondages se faisant l'écho d'une victoire annoncée, on se plia peu à peu à ses oburgations. Pas seulement les journalistes, mais aussi diverses personnalités qui prennent la parole dans l'espace médiatique. Quand un animateur aussi populaire que Patrick Sébastien déclare à la télévision : « Les gens qui ont voté FN, c'est pas des racistes. (...) Ce sont des gens honnêtes qui respectent les règles et qui voient que quand on ne respecte pas les règles, on s'en sort quand même », il achève cette dédramatisation, que Marine le Pen a su si bien mettre sur des rails par son lifting sémantique.

Elle a tellement bien compris le poids des mots que, non contente d'imposer les siens, elle se bat contre ceux des autres. Certes, la politique, c'est d'abord des actes, mais c'est aussi des mots. Roland Barthes disait que toute langue est fasciste « car le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire ». Sans doute est-ce exagéré. Mais il n'en reste pas moins que les médias doivent avoir présent à l'esprit qu'adopter une langue qu'on les oblige à parler, c'est cautionner un point de vue, une façon de penser : une façon de découper le réel.

Les médias doivent résister à la contamination de notre langue par les mots du FN, qui sait mieux que tout autre parti procéder à la contamination virale de son vocabulaire. ■

Renoncer au journalisme de sondage pour combattre Marine Le Pen

Philippe Riutort

Professeur de sciences sociales
au lycée Henri-IV à Paris,
chercheur au laboratoire
Communication et politique (CNRS)

Il est de bon ton, les lendemains d'élection, de tenir les médias pour responsables de la défaite. Cette explication est volontiers mobilisée par les professionnels de la politique eux-mêmes, qui se retranchent fréquemment, lors des soirées électorales, derrière de prétendues erreurs de communication et imputent leur incapacité à se faire comprendre des votants à un traitement médiatique partial ou absent.

Force est de constater pour les résultats français des élections européennes du 25 mai que cette explication semble un peu courte.

Le score inédit atteint par le Front national sur l'ensemble du territoire relève de causes certainement plus lourdes et durables : l'évaporation, scrutin après scrutin, de l'électorat qui a porté François Hollande à la tête du pays en 2012, et tout particulièrement de sa composante populaire, le rétrécissement électoral de l'ensemble de la gauche, y compris celle qui ne cesse de critiquer le tournant « social-libéral » du président de la République, les rivalités de personnes incessantes au sein de l'UMP ponctuées par le surgissement d'affaires

politico-financières, laissent manifestement nombre d'électeurs en plein désarroi. Et, de ce fait, une majorité d'entre eux ne prend plus la peine de se déplacer pour aller voter.

A ces phénomènes s'ajoute le faible enjeu politique, au plan national, suscité classiquement par les élections européennes. Elections intermédiaires par excellence, elles favorisent le désalignement partisan et l'avènement de forces politiques inédites : qui se souvient des scores réalisés par les listes de Villiers et Tapie en 1994 ? Ces résultats ne se retrouvent pas forcément, loin s'en faut, dans les scrutins suivants, surtout lorsqu'ils revêtent un enjeu capital pour le sort du pays. En ce sens, il existe bien des facteurs politiques aux résultats élevés remportés par les listes du Front national.

Ce constat fait, les médias peuvent-ils s'en servir pour s'exonérer totalement des résultats de dimanche ? Le Front national et ses dirigeants constituent une épine dans le pied des médias depuis au moins 1984, date de son émergence réelle dans le jeu politique. Le débat est ancien.

Il a pu être reproché au service public de télévision d'avoir invité, dès février 1984, en première partie de soirée, Jean-Marie Le Pen, alors leader du parti, à une émission de grande écoute, « L'Heure de vérité », alors que sa formation politique n'avait réalisé aucun score notable sur le plan national. On a pu y voir l'influence de l'Elysée, sous la présidence de François Mitterrand, escomptant perturber le jeu

politique à droite de l'échiquier.

Si Jean-Marie Le Pen est rapidement devenu un bon client des médias en raison de ses dérapages et des passes d'armes célèbres qui l'ont opposé à divers journalistes et débatteurs, le traitement médiatique dont il fait l'objet est pourtant, à ce moment, systématiquement défavorable. Ses sorties médiatiques suscitent l'indignation unanime, particulièrement relayée par les médias. En dépit de hauts et de bas électoraux du parti, de déchirements internes et de scissions, cela n'a gué-

Un dossier
minutieusement préparé
peut parfois suffire.
Anne-Sophie Lapix
a mis en contradiction
la présidente du FN
à deux reprises

re empêché le Front national de prospérer et de s'installer durablement au sein du jeu politique français.

La lassitude aidant, ce traitement médiatique marqué par la confrontation et la volonté de prendre en défaut le chef du Front national a laissé place à une attitude que l'on pourrait presque qualifier de systématiquement inverse. La plupart des médias ont été « embarqués » dans l'opération de ripolinage opérée par Mari-

ne Le Pen lors de son accession à la tête du parti en 2011. On a pu ainsi la voir dans la presse féminine ouvrir les portes de son dressing afin de dévoiler ses goûts vestimentaires... Sujet qui suscitait peu de curiosité lorsque son père présidait aux destinées du parti.

Au fur et à mesure, s'est installée dans les médias une respectabilité croissante du Front national : non seulement la présence de représentants du parti ne suscite plus aucune indignation, mais il est même permis désormais de plaisanter avec eux, comme cela se vérifie dans divers talk-shows où les représentants du Front national, après avoir été régulièrement boycottés, sont désormais systématiquement invités.

Puisque la stratégie de l'affrontement tous azimuts ne semble pas avoir porté ses fruits et que celle du silence s'avère intenable aujourd'hui – comment boycotter un parti arrivé en tête à une élection nationale ? –, peut-être serait-il temps que les responsables et acteurs des médias s'interrogent vraiment sur le traitement médiatique réservé au Front national.

Afin d'éviter de se trouver complice de la fabrication d'un « publi-reportage » entièrement sous contrôle de l'invité, comme cela est trop souvent le cas dans le cadre d'une interview politique, il semble souhaitable que le journaliste questionne précisément le leader sur son programme, les conséquences pratiques et concrètes des mesures qu'il préconise... dans le cas du Front national, comme dans celui des

autres formations politiques évidemment.

Une interview sans concession appuyée sur un dossier minutieusement préparé peut parfois suffire : la journaliste Anne-Sophie Lapix a ainsi pu mettre en contradiction à deux reprises Marine Le Pen en l'interviewant sur Canal+ en 2012 et 2013 en soulevant le bilan pour le moins discutable de la gestion des villes conquises dans les années 2000 par le Front national et en revenant sur les incohérences de son programme économique.

Attribuer certes les succès du Front national et de sa présidente au bouc émissaire unique et commode que seraient les médias paraît ridicule et simpliste. Pourtant, les médias auraient tout intérêt, à un moment où ils n'ont manifestement pas fini d'en parler, à s'interroger sur ce qu'ils font quand ils en parlent.

Si l'indignation morale n'est plus de mise à un moment où ce vote se banalise et se popularise, peut-être qu'une couverture médiatique davantage centrée sur les enjeux (à quoi sert vraiment le Parlement européen ?) que sur le commentaire prédictif des sondages, martelant jour après jour que le Front national « va gagner », permettrait de sortir de cette personnalisation extrême du jeu politique qui a conduit, quelle que soit la bonne volonté des uns et des autres, à faire de Marine Le Pen un de ses personnages incontournables. Autrement dit, faire son métier de journaliste, plutôt que de dialoguer sans cesse, ou polémiquer parfois, avec le Front national. ■

La disparition de l'UMP est inéluctable Sa direction est comptable de la défaite

Yves Roucaute

Philosophe

L'UMP rentre dans une crise majeure dont le côté salubre est à noter. Car ce qui ne peut durer à droite, n'est-ce pas l'UMP elle-même ? Face au Front national, devenu premier parti de France, il n'est certes pas étonnant de voir le président du parti, Jean-François Copé, dénoncer la gauche. Il sait l'enjeu : la survie de son organisation. Que le PS fasse donc une « autocritique », dit-il. Diantre, et pas d'autocritique à droite ?

Certes, les politiques d'austérité ne sont pas pour rien dans le rejet des partis institutionnels. Mais le nombre de partis de droite victorieux, rattachés au Parti populaire européen (PPE), majoritaire en Europe, interdit l'économie d'une réflexion sur la particularité de la situation française. D'ailleurs, hors Grèce, Danemark et Autriche, sans évoquer le Royaume-Uni, la vague extrémiste a été contrôlée dans l'Union européenne par le jeu classique des partis institutionnels, voire jugulée, comme aux Pays-Bas, en Hongrie et en Finlande.

Certes, la façon dont la presse a rendu compte de cette élection n'est pas non plus très satisfaisante. D'une part, la mobilisation autour des enjeux – l'élection du président de la Commission – n'a pas été mise en récit. D'autre part, la connivence entre les élites n'a pas permis d'entendre le monde ordinaire et sa façon de mêler immigration, sécurité, emploi et identité. Enfin, mais cela est lié, jamais le journalisme « éditorial » n'a été aussi développé au détriment du journalisme d'investigation, refusant souvent de jouer le rôle d'intercesseur auprès des experts et des citoyens ordinaires. Mais ces faits, dont d'autres pays latins sont aussi coutumiers, n'expliquent pas l'échec de l'UMP et sa disparition annoncée.

Première cause, la façon cavalière, voire irresponsable dont cette campagne a été conduite. La direction de l'UMP, comme d'ailleurs celle du PS, prétendait voir dans cette élection un enjeu vital pour la France. Pourtant, peu de dirigeants connus se précipitèrent pour conduire les listes ; certains étaient plus pressés naguère quand il s'agissait de prendre la direction du parti. L'Europe ne vaut-elle donc pas une messe ? Quel le crédit accordé à leurs discours ? Souvent choisis parmi les battus des législatives et les porte-flingues des caciques du parti, les candidats durent affronter un FN qui, lui, n'a pas hésité à envoyer ses dirigeants en première ligne.

Seconde cause, le désordre interne. Où est la cohésion entre fédéralistes et souverainistes ? Faute de débats, chacun défendit ses positions. Le paroxysme fut atteint quand 40 députés signèrent une pétition contre la ligne politique de leur parti et quand l'un de leurs, ex-plume de Nicolas Sarkozy, se déclara opposé à la liste présentée. Puisque nul ne leur avait demandé leur avis, ils le donnaient.

Troisième cause, la gestion opaque du parti. Faute de transparence, la rumeur devint l'alliée de la démo-

bilisation. Le paroxysme fut atteint par la découverte des 20 millions d'euros versés à la société Bygmalion pour 70 conventions dignes de l'Arlésienne. Aux journalistes qui avaient accompli leur mission d'éclairer les citoyens, les sommets de l'UMP ne peuvent plus répondre par l'invective.

Dernière cause, l'autisme vis-à-vis des citoyens qui se sentent rejetés et dont les protestations ne sont plus entendues par une élite de droite coupée du monde. Une élite issue de la haute administration qui pense plus en termes de carrière que de bien commun et qui persiste à vendre une Europe tout aussi dénuée qu'elle du souci de démocratie participative.

Autant de symptômes du mal congénital qui ronge l'UMP. En 2002, l'UMP signifiait Union pour la majorité présidentielle : une organisation pour Jacques Chirac, alors président, mise au service de sa seule ambition. Une structure pyramidale opaque de nature bonapartiste. Un modèle âgé de deux siècles qui interdit toute gestion transparente et toute démocratie participative interne.

Efficacité ? Faible. Elle a d'ailleurs connu peu de succès, si l'on excepte la victoire de 2007 à la présidentielle, aux européennes en 2009 et aux dernières municipales. Ce type de structure rend possibles les mobilisations victorieuses seulement quand se rencontrent une vision du monde et une occasion ; un phénomène

Des alliances électorales ne suffiront plus.
Il ne suffira pas d'être « droit dans ses bottes »
pour résister à la prochaine vague FN

rare qui expliqua jadis le charisme d'un Charles de Gaulle. Il appelle plus souvent des guerres picrocholines sans intérêt, sinon d'assurer la carrière de ceux qui maîtrisent les rouages bureaucratiques.

Le soldat Sarkozy peut-il encore sauver l'UMP ? Son échec dans la volonté de dynamiser une campagne européenne minée par les jeux internes montre l'inanité du projet. Cet instrument, dont il avait su faire bon usage, est devenu inutilisable. Son charisme n'y est pour rien, la nature de la structure pour tout. Certes, dit Alain Juppé, « la droite et le centre font 30 %. S'ils se mettent en ensemble, le FN n'est plus le premier parti de France ». Mais le centre ne veut pas de l'UMP bonapartiste. Et ne faut-il pas 50 % pour gagner la présidentielle ? Des alliances électorales ne suffiront plus. Il ne suffira pas d'être « droit dans ses bottes » pour résister à la prochaine vague FN.

La reconquête : tel est l'enjeu d'une nouvelle organisation pluraliste, ancrée sur les valeurs universelles, mise à l'heure de la démocratie participative, avec le projet d'une France forte dans une Europe forte, qui tienne compte de la porosité des Etats, de la mondialisation et du développement des nouvelles technologies. Il n'est pas d'autre alternative qu'entendre le pays réel pour sauver la République du populisme, revenir à un jeu normal d'alternance démocratique entre partis républicains et ainsi sortir de la crise de régime. La disparition de l'UMP est bel et bien programmée. ■

Yves Roucaute
est auteur
d'« Eloge du
mode de vie à
la française »,
(Les Editions
du Rocher,
2012)

Nicolas Brien

Conseiller municipal (PS) de Montluçon

Ce quinquennat ressemble à l'un de ces films catastrophe dont, à peine arrivé au milieu, on entrevoit déjà la scène finale. Pour les Français, le scénario paraît écrit d'avance. La tentation est forte de projeter les résultats de dimanche sur la prochaine élection présidentielle en 2017.

Un 21 avril 2017 aura lieu, car la coupure des acteurs politiques avec nos concitoyens est trop large pour être résorbée en trois ans. Deux ans après sa victoire, 82 % des Français se déclarent mécontents de François Hollande. Plus grave, le rejet dépasse le président et l'abstention est là pour rappeler à tous les fanfarons que le premier parti de France est avant tout celui du dédain. Personne n'échappe à ce rejet et aucun commentateur n'a voulu constater que le nombre de Français ayant choisi le FN dimanche est en très net recul par rapport à la présidentielle de 2012.

Un 21 avril 2017 aura lieu, car la gauche n'a jamais été aussi fragmentée. La sortie des Verts du gouvernement et le score honorable de jeunes formations comme Nouvelle Donne laissent augurer un éparpillement des candidatures qui avait été néfaste à Lionel Jospin. Plus grave, la gauche est isolée. Les états-majors des partis n'ont jamais autant été des cénacles de cadres quinquagénaires et franciliens. « Gauche recherche peuple désespéré » : depuis la dissolution de la classe ouvrière dans le chômage de masse, aucun parti n'est en mesure de définir quel peuple il souhaite défendre. Les controverses entre Gauche populaire et le think tank Terra Nova n'ont pas permis de trancher la question. Or, sans peuple, difficile d'affirmer une stratégie.

Un 21 avril 2017 aura lieu, car la gauche n'a pas encore produit de projet de société. Aux petits épiciers du politique qui s'imaginent qu'inverser la courbe du chômage et équilibrer les comptes de la nation suffit à entraîner une adhésion massive, nous rappelons que le gouvernement Jospin a créé des millions d'emplois, équilibré les comptes de la Sécurité sociale et baissé le chômage. M. Jospin a pourtant trébuché, car il n'exprimait pas de projet de société pour faire reculer le sentiment de déclassement des Français. En 2012, M. Hollande l'avait compris et voulait que « la génération suivante vive mieux que la

précédente », afin de « réenchanter le rêve français ». Où est passé ce projet aujourd'hui ?

Le 21 avril 2017 aura donc lieu, sauf si nous décidons d'écrire un autre scénario et de renouer avec la promesse de 2012. Rien n'est gravé dans le marbre, nous avons encore le choix. Le 21 avril 2017 aura lieu sauf si la gauche cesse d'opposer redistribution et production des richesses. Le livre de Thomas Piketty le démontre : la redistribution des richesses diminue la rente, stimule la consommation, réduit l'incertitude, augmente l'investissement privé. Il ne suffit pas de créer des emplois au niveau du smic, encore faut-il qu'ils offrent des perspectives d'ascension sociale. Si la gauche engage la lutte contre les inégalités de patrimoine par une réforme fiscale et contre la fracture générationnelle en créant un vrai droit à la formation, alors le sentiment de déclassement cessera de ronger la société.

Crédibilité à la parole publique

Le 21 avril 2017 aura lieu, sauf si la gauche cesse d'opposer les territoires : les villes, le périurbain et les campagnes. Seules les métropoles profitent de la mondialisation, tandis que les zones périphériques absorbent la casse sociale. Plutôt que d'envoyer une réforme territoriale avec une logique d'économies comptables, la gauche doit en priorité recentrer les aides aux entreprises directement vers les salariés pour favoriser leur qualification, leur formation et leur mobilité en s'appuyant sur les infrastructures des territoires en crise.

Le 21 avril 2017 aura lieu, sauf si la gauche décide de reprendre la main. La gauche est défaite dans les urnes car elle est défaite dans les têtes. Nous devons imposer un autre langage et relancer la bataille culturelle. En affirmant des valeurs de transparence et d'éthique, un vaste renouvellement des pratiques et du personnel politique est nécessaire pour redonner de la crédibilité à la parole publique.

L'effroi des résultats de dimanche devra céder la place à de l'intelligence collective. N'usons pas toute cette intelligence à disséquer le FN, à l'ausculter, à le mythifier. Il est trop tard pour se rendre compte qu'il n'est que le symptôme, et non la maladie. Inventons un autre demain et on empêchera le 21 avril 2017. Ne laissons pas à d'autres le soin d'écrire le scénario à notre place, inventons-le. Inventons demain. ■

Sur Lemonde.fr

La liste des jeunes cadres socialistes qui ont signé cette tribune.

LE JAPON VEUT JOUER UN RÔLE MILITAIRE DANS LE MONDE

ANALYSE

PAR PHILIPPE PONS
Correspondant à Tokyo

Le Japon est l'un des rares pays à célébrer sa Constitution par un jour férié (le 3 mai) : ce qui tend à montrer qu'il y tient. Il a aussi l'originalité d'y avoir inscrit qu'il « *renonçait à jamais à la guerre en tant que droit souverain* » et « *à l'usage de la force ou à sa menace dans le règlement des conflits entre nations* ». « *Le droit de belligérance de l'Etat n'est pas reconnu* », conclut l'article 9 de la loi fondamentale.

C'est à la réinterprétation de ces dispositions qu'entend procéder le premier ministre, Shinzo Abe, afin de permettre à l'armée japonaise de jouer un plus grand rôle à l'extérieur, même si l'Archipel lui-même n'est pas attaqué. Si cette « révision » constitutionnelle, qui ne dit pas son nom, est entérinée par le Parlement, l'un des grands principes qui ont guidé la politique de défense du Japon depuis la défaite de 1945 aura été aboli. Les partis formant la coalition gouvernementale ont commencé à en débattre.

Arguant d'un rapport d'experts – pour le moins favorable à ses idées –, soulignant les changements intervenus dans l'environnement sécuritaire du Japon depuis 1947 – année

de l'entrée en vigueur de la Constitution rédigée sous l'occupation américaine –, le premier ministre veut mettre un terme au principe selon lequel l'Archipel ne peut pas participer à un système de défense collective. Placé sous la protection des Etats-Unis, en vertu du traité de sécurité signé avec ce pays, le Japon ne peut pas venir en aide à son allié si celui-ci est attaqué en raison de sa Constitution.

Ce ne sera certes pas la première fois que l'article 9 sera réinterprété. Depuis la promulgation de la loi fondamentale, le camp conservateur n'a cessé de réclamer un changement de cette disposition dont il estime qu'elle entame la souveraineté nationale. D'entorse en entorse, au fil d'une casuistique sans fin, l'esprit du texte a perdu de sa substance.

Ainsi, aux termes de cet article, le Japon ne doit pas entretenir d'armée sur son territoire. Mais, faisant valoir le droit à la légitime défense, et sous la pression des Etats-Unis engagés dans la guerre de Corée, le Japon se dota en 1950 d'une force de police de réserve puis, en 1954, de forces d'autodéfense (FAD), devenues aujourd'hui la 6^e armée du monde. Au cours des guerres en Corée (1950-1953) et au Vietnam (1955-1975), l'Archipel servit de base arrière aux forces américaines.

Après la guerre froide, le rôle des FAD fut progressivement étendu afin de leur permettre de participer à des opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies. Au fil des

ans, la rhétorique de la menace (terrorisme, Corée du Nord, Chine) instrumentalisée par le camp conservateur a partiellement entamé la résistance à une révision constitutionnelle de l'opinion, attachée à un pacifisme constitutionnel qui est fortement défendu par les mouvements associatifs.

Un contexte favorable

Pour les « révisionnistes » derrière M. Abe, le contexte est favorable pour forcer un changement : le Parti libéral démocrate (PLD) détient la majorité absolue au Parlement et les gesticulations nucléaires et balistiques de la Corée du Nord ainsi que la tension avec la Chine – dont les récents incidents avec le Vietnam confirment les ambitions hégémoniques régionales – inquiètent l'opinion. Le gouvernement fait valoir des scénarios qui ne peuvent que rallier les indécis : si un bateau américain transportant des Japonais évacués de Corée était attaqué, les FAD ne pourraient lui porter secours.

D'autres scénarios sont moins clairs : y a-t-il une limite à l'intervention de l'armée japonaise ? Selon les « faucons », dont le secrétaire général du PLD, Shigeru Ishiba, elles doivent pouvoir intervenir n'importe où dans le monde. En d'autres termes, participer notamment aux guerres menées par les Etats-Unis. Si cette possibilité avait existé en 2003, les troupes japonaises auraient donc combattu en Irak.

L'opinion est partagée : selon les sondages

des quotidiens de centre gauche, la majorité est opposée à une réinterprétation de la Constitution ; pour ceux de centre droit et de droite, c'est le contraire. Deux facteurs obscurcissent le débat. D'abord, la manœuvre du gouvernement Abe : celui-ci entend imposer la réinterprétation de l'article 9 en évitant une réforme constitutionnelle, qui exige un référendum qu'il est loin d'être certain d'emporter. Des commentateurs politiques voient dans cette mise à l'écart de l'expression directe de la volonté populaire une grave entorse au processus démocratique. Un autre facteur jette une ombre sur les intentions réelles de M. Abe et de son entourage : un négationnisme minimisant les exactions commises par l'armée impériale.

Du renoncement au droit à la belligérance « *à quelque titre que ce soit* », dont, en 1946, le premier ministre, Shigeru Yoshida, faisait la condition pour que le Japon « *se refasse un nom honorable* », puis à l'autodéfense, le Japon est en train de passer à un « pacifisme proactif », euphémisme qui lui donne la possibilité de faire la guerre pour préserver la paix même s'il n'est pas lui-même attaqué. Un changement de taille, mettant en cause un pacifisme, malmené certes par des entorses successives mais effectif pendant soixante-dix ans et ancré dans la mentalité japonaise, qui va jeter de l'huile sur le feu des tensions régionales. ■

pons@lemonde.fr

**L'ARCHIPEL
S'ORIENTE
VERS UN
« PACIFISME
PROACTIF » :
FAIRE
LA GUERRE
POUR
PRÉSERVER
LA PAIX**

LE LIVRE DU JOUR

Beppe Grillo ou le Web contre la démocratie

Beppe Grillo ne fait pas du tout rire Jacques de Saint Victor. Bon connaisseur de l'Italie, cet historien du droit et des idées politiques prend l'ex-comique au sérieux. Il ne croit pas que la spectaculaire percée électorale de son Mouvement cinq étoiles (M5S), en février 2013, soit réductible à une mauvaise farce italienne. Dans son livre *Les Antipolitiques*, il dissèque les ressorts de ce populisme d'un nouveau genre et conclut qu'à la faveur du développement du Web 2.0, une nouvelle pensée politique se propage qui menace les fondements de la démocratie représentative.

Beppe Grillo s'est fait connaître au milieu des années 1980, lorsque l'opération « Mains propres » a décimé les vieux partis politiques italiens. A l'époque, le comique dénonce la corruption. Vingt ans plus tard, il torpille la « caste » des élites en usant d'un slogan aussi radical que simpliste : « *Ils doivent tous dégager* ». Ce « *Savonarole postmoderne* » pourrait n'être qu'un de ces prédicateurs comètes qui prospèrent avec la crise et disparaissent ensuite, convient l'auteur, sauf que sa popularité et son audience sont indissociables du blog que Gianroberto Casaleggio, un apôtre de la Toile, lui a fabriqué.

Aversion des élites

Ce blog, à la très forte audience, est devenu le pivot du mouvement, celui qui commande tout jusqu'à imposer sa loi aux parlementaires du Mouvement qui représentent un tiers du Parlement italien. C'est cette conjonction entre un homme et un média que l'auteur explore, avec la conviction que les révolutions technologiques ne sont jamais anodines. Sa thèse : de même que l'apparition de l'imprimé



Les Antipolitiques
Jacques de Saint Victor
Grasset, 128 p., 10 €

merie a favorisé au XVI^e siècle le libre examen de la Bible et donc le développement du protestantisme, le Web interactif est le vecteur d'une forme ultramoderne de populisme qui se croit capable de changer le monde, de dresser le portrait de ces antipolitiques qui prospèrent sur la Toile. Ils ne se reconnaissent ni dans la droite ni dans la gauche, nourrissent une forte aversion à l'encontre des élites, manifestent une défiance à l'égard des institutions, nient toute dimension sociale, ne revendiquent aucune conscience de classe et sont capables d'organiser des mobilisations instantanées et spectaculaires.

Même la France, qui pourtant communie dans la religion du politique, est touchée, affirme l'auteur, en évoquant le phénomène Dieudonné. Inquiet, Jacques de Saint Victor pointe les dangers de « *cette démocratie des humeurs* » qui prospère sur la Toile. Une « *foule solitaire* » d'individus rêve de s'émanciper à coups de clics mais est en réalité manipulée par un « *meneur de foule* ». La webdémocratie n'existe pas. ■

FRANÇOISE PRESSOZ

Le Monde

Les Unes du Monde

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ
DES « UNES » DU MONDE
ET RECEVEZ CELLE DE
VOTRE CHOIX ENCADRÉE

RENDEZ-VOUS SUR www.lemonde.fr/boutiqueLe Monde
présentent

SNCF

Les petits
polars
SAISON 32€
50
LE LIVREDès mercredi 28 mai,
le volume n°5

Comme un crabe, de côté
de Marin Ledun,
illustré par
Charles Berberian

Une nouvelle inédite
tous les 15 jours en kiosque

- | | | | |
|---|--|---|--|
| 1. 03/04 HÉRVÉ CLAUDE LOUSTAL
<i>La Volupté du billabong</i> | 4. 15/05 ROMAIN SLOCOMBE JEAN-CLAUDE DENIS
<i>Le Corbeau</i> | 8. 10/07 MARC VILLARD JEAN-CHRISTOPHE CHAUZY
<i>Tango flamand</i> | 11. 21/08 JÉRÉMIE GUEZ MILES HYMAN
<i>La Veuve blanche</i> |
| 2. 17/04 PHILIP LE ROY GÖTTING
<i>Cannibales</i> | 5. 28/05 MARIN LEDUN CHARLES BERBERIAN
<i>Comme un crabe, de côté</i> | 9. 24/07 FRANZ BARTELT HONORÉ
<i>Sur mes gardes</i> | 12. 04/09 JEAN-BERNARD POUY FLORENCE CESTAC
<i>La Capture du tigre par les oreilles</i> |
| 3. 30/04 DOMINIQUE SYLVAIN JEAN-PHILIPPE PEYRAUD
<i>La Mule du coach</i> | 6. 12/06 ANTHONY PASTOR
<i>Le Cri de la fiancée</i> | 10. 07/08 DIDIER DAENINCKX MAKO
<i>Les Pigeons de Godewaersvelde</i> | 13. 18/09 SANDRINE COLLETTE DOMINIQUE CORBASSON
<i>Une brume si légère</i> |
| | 7. 26/06 MARCUS MALTE ANDRÉ JUILLARD
<i>Les Cow-boys</i> | | |

EN PARTENARIAT AVEC



* Les volumes de la collection sont vendus successivement, chacun pendant une semaine, au prix de 2,50 € en plus du Monde. Chaque élément peut être acheté séparément, à la Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Voir conditions en magasin. Offre réservée à la France métropolitaine, sans obligation d'achat du Monde et dans la limite des stocks disponibles. Visuels non contractuels. Société éditrice du Monde, RCS Paris 433 891 850. © Blaz Kure - Fotolia.com © SNCF - G-Potter. Coordination Jfd System.

Tunisie Tabarka, ville à l'arrêt

La petite station balnéaire de la côte nord-ouest concentre les maux du pays : grèves, chômage, constructions sauvages, autorités impuissantes... Trois ans après la révolution, la colère gronde

ISABELLE MANDRAUD

Tabarka (Tunisie)
Envoyée spéciale

Les joueurs de belote, nombreux, se retrouvent chaque jour à la même heure autour des tables de bois blanc et rouge du joli café Al-Andalous. Le marché, qui draine un peu de vie le matin, est clos. Tabarka s'étiole. Cette charmante station balnéaire réputée pour sa plongée sous-marine sur la côte nord-ouest de la Tunisie, à 15 kilomètres de la frontière algérienne, paraît assoupie. Mais, sous la surface, couve un volcan social, à l'image du pays tout entier.

Il y a des villes qui le font savoir de façon plus tapageuse. Gafsa et son bassin minier au centre de la Tunisie, par exemple, où les émeutes, commencées dès 2008, resurgissent. Il y en a d'autres qui sombrent dans le découragement comme Tozeur et ses chameliers, au sud, dans l'attente du retour des touristes. Tabarka, elle, n'attire pas l'attention, et pourtant, rien ne fonctionne. Grèves, commerce informel, constructions anarchiques, chômage endémique. Ces maux de la Tunisie, cette antique cité génoise de 20 000 habitants les a tous. Même les ressources locales, comme l'exploitation du liège ou la pêche, périclitent.

Cinq hôtels sur dix ont fermé leurs portes. Le plus grand et le plus luxueux, le Tabarka Beach, inauguré en 2008, avec ses dizaines de chambres, son golf en bord de mer et ses bungalows encore en travaux, a été racheté en 2012 par des Qataris. D'autres restent inachevés ou décrépisent, sans vie. « *Tous les propriétaires et les promoteurs appartenaient à l'ancien régime* », s'excuse presque le maire.

Trois ans après la chute de Zine El-Abidine Ben Ali, la question sociale à l'origine du soulèvement de 2011, marginalisée par les débats politiques entre islamistes et laïques, revient en force. « *Le pays coule* », s'est alarmé récemment le premier ministre, Mehdi Jomâa. Pour boucler des fins de mois difficiles, l'Etat tunisien s'est résigné à lancer, le 12 mai, un emprunt obligataire national de 500 millions de dinars (225 millions d'euros).

A Tabarka comme ailleurs, le message ne fait pas recette. « *Avant, il y avait beaucoup de problèmes mais peu de contestation. Maintenant, il y a des problèmes et beaucoup de contestation*, estime, à Tunis, l'économiste Abdeljalil Bedoui. *Malheureusement, la liberté d'expression, le seul acquis de la révolution, complique la situation, car elle prend des formes destructives, avec des dérapages à tous les niveaux.* »

Avec indifférence, les Tabarkinois ont appris, le 8 mai, la mort de leur ancien maire, décédé, à 67 ans, d'une crise cardiaque au lendemain même de sa sortie de prison. Jilani Daboussi, qui a géré pendant dix ans la ville, avait été arrêté en octobre 2011 pour « *escroquerie et spoliation de biens immobiliers* ». Sa dernière apparition à la télévision, après la chute de Ben Ali, avait déclenché une émeute. En l'entendant protester de son innocence et, pis encore, paraître vouloir se concilier les bonnes grâces du parti islamiste Ennahda, vainqueur des premières élections libres de Tunisie, des jeunes sont allés derechef brûler la clinique et l'hôtel qu'il faisait construire. Leurs façades noircies sont restées en l'état, en plein centre-ville.

L'ellipse municipale a duré trois ans. Trois années sans autre responsable qu'un secrétaire général, avant que les habitants



Vente d'essence de contrebande. Ci-dessous, dans le quartier commerçant de Tabarka. N. FAUQUE/IMAGES DE TUNISIE POUR « LE MONDE »



ne se résignent à désigner eux-mêmes, faute d'élections municipales, un nouveau maire. Nommé par « consensus » au début du mois de mai, Chokri Zouaoui, un architecte timide de 47 ans sans étiquette politique, a vite fait les comptes : zéro budget, hormis celui pour payer les 105 fonctionnaires de la mairie. « *Les taxes municipales ne sont plus payées depuis trois ans, ni les loyers des biens municipaux.* » La baisse du tourisme a entraîné une chute drastique des recettes tirées des taxes hôtelières : 400 000 dinars (environ 180 000 euros) en 2010, contre 60 000 dinars en 2013.

Ici aussi, on avait espéré une vie meilleure après la chute de l'ancien régime, à laquelle les jeunes Tabarkinois ont pris leur part. Et c'est de Tabarka qu'est parti le coup de grâce contre l'ex-ministre française de l'intérieur Michèle Alliot-Marie, contrainte à la démission fin février 2011. Déjà empêtrée dans ses contradictions pour avoir voyagé dans le jet privé d'Aziz Miled, un géant du tourisme proche de Ben Ali, l'ex-ministre a dû faire face, fin janvier, à de nouvelles révélations du *Canard enchaîné* selon lesquelles ses parents, qui l'accompagnaient, avaient conclu des affaires immobilières, en pleine révolution, avec le même Aziz Miled, propriétaire du fameux Tabarka Beach Hotel...

Installée à Tabarka une bonne partie de l'année, Pierrette Lestelle, une retraitée française des Pyrénées-Orientales, ne l'a

pas supporté. Elle est allée chercher elle-même copie de l'acte de vente à la municipalité, comme elle accepte aujourd'hui de le raconter avec son accent du Sud et sa gouaille. « *Mets mon nom, je n'ai rien à gagner, mais rien à perdre non plus*, intime cette petite femme brune de 57 ans. *MAM est arrivée ici pendant les vacances de Noël, après l'immolation du petit Bouazizi. Le 30 ou le 31 décembre [2010], j'ai vu passer les voitures, deux de la présidence, une de l'am-*

« La vérité, c'est que nous n'avons pas su capitaliser sur notre révolution »

Neji Naghmouchi
cinéaste

bassade de France. Quand j'ai entendu aux infos qu'elle voulait envoyer sa science policière pour taper sur la gueule des Tunisiens et qu'elle démentait avoir été à Tabarka, je n'ai pas aimé. »

La tentative de relancer le Festival de jazz, créé ici dans les années 1970 et qui a accueilli des musiciens aussi prestigieux que Miles Davis, Manu Dibango ou Barbara Hendricks, a tourné court. Manque de moyens, de savoir-faire, de motivation. La basilique est désormais trop petite pour rentabiliser le projet. Le nouveau théâtre, d'une capacité de 8 000 places, est à l'aban-

don depuis des années. Petit à petit, le commerce informel a donc envahi les rues, où l'on vend à la sauvette aussi bien des oignons de la région que des bijoux de pacotille importés de Chine.

« *Tout le monde en profite, et en même temps c'est ce qui empêche Tabarka de se développer*, constate Anis Bouchnak, 31 ans. *Le seul produit touristique que l'on a, ce sont nos plages, mais on ne fait rien pour mettre en valeur d'autres atouts, comme les montagnes ou les anciennes routes romaines.* » Rentré de France, où il a passé la moitié de sa vie, il a décidé de reprendre en 2010 l'entreprise de fabrication de pipes en bruyère fondée par son grand-père. En pleine révolution, il a rouvert l'atelier à l'arrêt. Connues des collectionneurs, les pipes Bouchnak sont entièrement faites à la main. Anis a été formé par Abdesslam, le dernier employé.

L'aéroport n'accueille plus que deux vols charters par semaine, et encore, à la belle saison, contre sept avant la révolution. Les unes après les autres, les usines de céramique, de liège, de contreplaqué ont fermé. « *A cause des grèves* », qui bloquent souvent les routes, disent les habitants. A la place des entreprises, des dizaines d'associations ont vu le jour. La société civile explose. Chacun y va de son idée pour développer la cité alange, empochant au passage les 3 000 dinars de subventions alloués par l'Etat.

Le maire, justement, a rendez-vous aujourd'hui avec quarante de ces associations pour tenter de juguler l'anarchie des constructions sauvages qui s'étendent jusque sur le front de mer, et régulariser ce qui peut l'être de factures d'électricité ou d'eau jamais acquittées. C'est désormais avec cette multitude d'associations citoyennes, seules interlocutrices tolérées, que la municipalité doit gérer. « *On a gagné ça : la liberté d'expression et la loi sur les associations, mais ce sont les islamistes les premiers qui en ont profité* », râle Neji Naghmouchi, cinéaste de gauche, qui préfère se présenter comme un « *agitateur culturel* ».

Le désenchantement s'est installé, et la consommation d'alcool grimpe à Tabarka, qui compte trente-sept bars, cafés et points de vente, discrets mais protégés par la population. Tout le monde semble d'accord pour boire et oublier les ennuis. « *La vérité*, soupire Neji Naghmouchi, *c'est que nous n'avons pas su capitaliser sur notre révolution.* »

Rien n'a changé », disent les ouvrières, employées par l'un des trois derniers artisans corailleurs dans un petit atelier. Payées 9 dinars la journée, elles cassent et polissent le corail rouge, pêché en profondeur, une spécialité locale autorisée, bien que l'espèce soit en voie de raréfaction.

« *On a gagné la liberté d'expression, c'est tout. Mais je suis content de ça, au moins on ne se fait plus insulter pour rien, l'administration et la police sont devenues plus gentilles* », nuance Chihab Amara, 38 ans, un petit armateur reconverti dans la pêche à la langouste, dont les activités, à sa plus grande satisfaction, ne sont plus contrôlées par personne. « *Les jeunes continuent à rêver d'Europe* », assure le pêcheur Youssef Saïdi en réparant ses filets, les mains entaillées de grosses coupures. « *L'été, quand ils rentrent, ils m'énervent : ils veulent du loup, et ce n'est pas la saison.* » Youssef, 60 ans, a deux grands enfants, une fille en Italie et un garçon dans la Garde nationale, « *qui lutte contre le terrorisme* ».

Levé à l'aube, Adil, 34 ans, surveille d'un oeil ses quelques bidons d'essence d'origine algérienne qu'il vend en contrebande tous les jours de 6 heures à 19 heures le long d'une route poussiéreuse. Sans formation, sans emploi, il désespère. « *Il y a la liberté, mais pas de travail. L'autre jour, les flics sont passés pour me dire : « Ça va finir, tout ça. » Gêné, Adil recroqueville sa silhouette longiligne en confiant qu'il était en prison quand la révolution a éclaté, condamné à un an pour trafic de zatla (cannabis). « Je ne dors pas la nuit, je n'ai rien fait de ma vie. » Il redresse la tête : « On en a marre, on a envie que ça explose, pour de bon. » Volcan social. ■*



FRANCE | CHRONIQUE

PAR GÉRARD COURTOIS

Front national, scénario catastrophe

PAS DE CATASTROPHISME !, PLAIDENT LES ESPRITS PLACIDES. HÉLAS, LE FLEGME N'EST PLUS DE SAISON

Pour quiconque se veut réaliste et averti, attentif aux lenteurs de l'Histoire et vacciné contre les alarmes de circonstance, la tentation est grande de relativiser le succès du Front national aux élections européennes du 25 mai.

Attention au catastrophisme !, plaident ces esprits placides. Sonner le tocsin à chaque fois que le parti d'extrême droite réalise un score électoral flatteur serait le plus sûr moyen de le valoriser, d'apporter de l'eau à son moulin et de déstabiliser un peu plus un paysage politique qui n'en a guère besoin, assurent-ils. Après tout, ajoutent-ils, cela fait trente ans que le FN s'est imposé dans ce rôle commode, longtemps tenu, auparavant, par le Parti communiste : le champion de la protestation contre le « système » – hier capitaliste, aujourd'hui mondialiste –, d'autant plus véhément qu'il est exclu du pouvoir.

Hélas, ce flegme n'est plus de saison. Il suffit de relire le petit livre éclairant de Pascal Perrineau, *La France au Front* (Fayard, 240 pages, 18 euros), pour s'en convaincre. L'ancien directeur du centre de recherche de Sciences Po (Cevipof) y explore l'avenir du Front national en quatre scénarios. Le premier est le « main-

tien du statu quo », celui d'un FN conservant « sa position de forte minorité capable de gripper le jeu politique, mais pas de l'investir ni de le modifier ». Cette perspective n'est « pas la plus probable », écrivait-il au début de l'année.

De fait, depuis trois ans, depuis que Marine Le Pen a succédé à son père et engagé la mue de son parti, celui-ci est porté par une évidente dynamique électorale. Amorcée dès la présidentielle de 2012, avec la reconquête (et au-delà) de tout le terrain perdu depuis 2002, cette dynamique lui a permis de franchir, en mars puis en mai, deux paliers déterminants. Aux municipales, la conquête de onze villes a confirmé un travail méthodique d'implantation locale et démontré que le FN est désormais considéré comme capable de gérer des villes, en attendant mieux. Le succès aux européennes est encore plus éclatant : avec près du quart des suffrages exprimés, le parti lepéniste a réalisé un score sans précédent, devancé l'UMP et plus encore le PS, et s'est installé dans la catégorie des « grands partis ».

Exit le statu quo, donc. Le deuxième scénario de Perrineau est celui de « la brèche à gauche ». Elle n'est pas nouvelle. Dès la présidentielle de 1995, Jean-Marie Le Pen avait attiré

une fraction importante de l'électorat ouvrier et sa fille avait récidivé en 2012. Mais, selon l'enquête réalisée par Ipsos à l'occasion des européennes, la brèche est désormais béante dans l'ensemble des catégories populaires qui souffrent le plus de la crise économique : 43 % des ouvriers, 38 % des employés, 37 % des chômeurs ont voté pour le Front national, soit davantage, dans les trois cas, que l'ensemble des partis de gauche réunis, de l'extrême gauche aux écologistes.

L'atout de l'inexpérience

Saisissant délitement de ce qui constituait, autrefois, le « peuple de gauche ». En 2012, François Hollande était parvenu, le temps d'une campagne électorale, à enrayer cette captation d'héritage par le Front national. Deux ans plus tard, le reflux est d'autant plus violent que la déception, la rancœur même sont profondes devant l'impuissance à juguler la crise et le chômage. Or, rien n'indique que ce ressort puisse se détendre rapidement : les perspectives économiques du pays restent très médiocres et la faiblesse des résultats prévisible. Pour le plus grand bénéfice de M^{me} Le Pen, qui ne cesse de marteler la nécessité d'une politique aux antipodes de celle qui est conduite par le pouvoir de gauche.

Troisième scénario : « la brèche à droite ». Elle menace. Depuis l'échec de Nicolas Sarkozy en 2012, en effet, l'UMP s'enfoncé dans la crise. Ce grand parti avait été créé, sous le choc du 21 avril 2002, pour rassembler toutes les familles de la droite et résister à la poussée du FN. Le résultat des européennes démontre combien la digue est désormais vulnérable.

Tout y contribue : l'impitoyable guerre de succession engagée depuis deux ans, l'absence de stratégie claire, l'écartèlement entre la tentation d'emboîter le pas au FN et la nécessité de le combattre, les délétères affaires financières qui mettent en cause sa direction actuelle, enfin l'autonomie revendiquée par les centristes... Sans chef, sans projet et sans cohérence, l'UMP est, pour l'heure, incapable d'incarner une opposition combative et convaincante. En ordre de bataille, le FN ne s'est pas fait prier pour tenir le rôle.

Et pour rêver du dernier scénario : celui qui lui permettrait, selon Perrineau, de « devenir une force de déstabilisation » encore plus radicale et une alternative aux deux grands partis de gouvernement. Absurde, veulent croire les placides déjà évoqués : un tiers seulement des Français le croient capable de participer à un gouvernement, sa crédibilité demeure faible, son projet économique est aussi rustique que suicidaire pour le pays, ses idées restent détestables quand bien même elles seraient plus feutrées, assurent-ils. Certes.

Mais devant le champ de ruines de la gauche, devant le champ de mines de la droite, dans un pays désabusé ou anxieux, être le seul parti à n'avoir pas été associé à la gestion du pays, c'est aussi être le seul à ne pouvoir être démenti par les faits ou discrédité par l'échec. Dans ce climat délétère, l'inexpérience du FN peut être un atout, sa virginité un attrait. Il est urgent de trouver la parade, avant que ce scénario catastrophe ne tente une majorité grandissante de Français. ■

courtois@lemonde.fr

Du postérieur et du chapeau de Pharrell Williams

La meilleure partie de Pharrell Williams, c'est son cul, le plus beau cul du monde. » L'appréciation vient d'un artiste français, célèbre, et qui semble s'y connaître. Il restera anonyme – tout juste peut-on préciser qu'il s'agit d'une des vedettes de la galerie Perrotin, laquelle inaugurait, lundi 26 mai, un énième local dans le Marais, avec une exposition plutôt couillue, puisque consacrée aux femmes. Exposition intitulée « G.I.R.L. », pour reprendre un titre du chanteur et producteur américain de 41 ans, qui en est l'un des commissaires avec son vieux complice Emmanuel Perrotin – ils se sont rencontrés à Miami en 2007, une éternité à leur âge – et Ashok Adicéam, même génération, ancien de la Fondation Pinault, et qui est un peu la cheville ouvrière de l'exposition.

L'exposition ? Quelle exposition ? La foule présente ce soir rue de Turenne n'est pas là pour cela. Il y en avait, encore tard dans la nuit, qui patientaient vainement devant les lourds battants du portail de l'ancien hôtel particulier. Pour les heureux invités, la cour a été équipée d'une scène et de praticables. C'est Pharrell Williams qu'ils attendent.

Pour ceux qui, bêtement, étaient venus voir de l'art, trop tard, la cour est pleine, et il faudra assister au concert « backstage », c'est-à-dire depuis la galerie, soit derrière la scène. D'où le jugement de l'artiste précité, qui ne voit le chanteur que de dos. On vérifie l'information : en fait, bof. Le baggy, même très bien taillé, ne se laisse apprécier que des vrais amateurs. On y allait à reculons : Pharrell Williams, ce n'est pas de notre âge, place aux jeunes. Ils étaient là, bien sûr. Mais pas seulement. Il y avait aussi les plus beaux représentants du mar-

ché de l'art, Perrotin oblige, le Tout-Paris, comme on dit.

Avant d'accepter la mission, sondage familial : le petit dernier, 20 ans. « Pas vrai, tu vas voir Pharrell Williams ? » Une fois, dans sa vie, gagner le respect de son fils, merci Pharrell. Plus surprenant, sa mère : « Happy ? C'est addictif ! » Analysons les paroles de la chanson : « Tape des mains si tu te sens comme une pièce sans toit... » Décidément, on se sent trop vieux pour ce métier.

Concentré d'énergie cool

Sauf quand le gamin se met à chanter. D'abord, on ne voit que le chapeau, que, contrairement à l'artiste pré-pré-cité, on aurait tendance à préférer à ses autres avantages. Ensuite, cette foule hétéroclite, qui brandit des téléphones pour pouvoir dire « j'y étais ». Sur scène, des demoiselles vêtues de robes à pois – très Damien Hirst, cette vedette de l'art contemporain dont Perrotin fit la première exposition – qui se déhanchent avec ardeur et tempérament.

Un coup médiatique de plus à l'actif du galeriste ? C'est un peu plus compliqué : tous, ce soir-là, étaient « du bâtiment ». Les artistes, qu'il faudra bien aller regarder quand les sunlights seront éteints, les vigiles, qui faisaient leur boulot, les barmen, qu'on remercie, Perrotin, qui est un exemple rare d'entrepreneur parti de rien, et arrêtons-nous là, avant de devenir démagogue. Et puis, Pharrell Williams. Un tel concentré d'énergie cool que ça vous donnerait presque envie de rajeunir.

De ce point de vue, le galeriste et le chanteur se ressemblent : des paillettes, juste ce qu'il faut. Si M. Williams veut bien nous prêter son chapeau, on le leur tirera à tous très volontiers. ■

HARRY BELLET



1944, L'ANNÉE DE LA LIBÉRATION

Du Débarquement en Normandie à celui de Provence, de Marseille à Paris ou Toulouse, chaque scénario est différent. Dans ce jeu complexe où se conjugue le rôle des armées alliées, celui de la France libre et celui de la Résistance armée se dessine ce que va devenir la France après-1945. De Gaulle est le grand gagnant de cette année-là ainsi que le peuple français qui a racheté en s'insurgeant les quatre années de collaboration du régime de Vichy.

Un hors-série du Monde 7,90 € chez votre marchand de journaux ou sur Lemonde.fr/boutique

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Gilles van Kote
Directeur délégué des rédactions Vincent Giret
Directeur adjoint des rédactions Michel Guerrin
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur, Nabil Wakim
Rédactrice en chef « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédactrice en chef « édition abonnés » du Monde.fr Françoise Tovo
Rédacteurs en chef adjoints François Bougon, Vincent Fagot, Nathaniel Herzberg, Damien Leloup
Chefs de service Christophe Châtelot (International), Luc Bronner (France), Virginie Malingre (Économie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Innovations Web), Didier Pourquery (Diversifications, Événements, Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Béziat
Médiateur Pascal Galinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président.